

هكذا من الذهل

Radio-Télévision/Heures locales

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15177 - 7 F

- DIMANCHE 14 - LUNDI 15 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Abandonner la Somalie ?

Y aller fut relativement simple. En partant d'avance autrement compliqué. En lançant il y a près d'un an l'opération «Rendre l'espoir», transformée au bout de cinq mois en opération des Nations unies (ONU-SOM II), les Américains ont laissé à l'ONU un héritage dont Boutros Boutros-Ghali se trouve bien embarrassé. Aussi le secrétaire général de l'ONU a-t-il l'intention de mettre le Conseil de sécurité devant ses responsabilités.

Que faire au-delà du 31 mars 1994, date du départ annoncé des troupes américaines ? Dimanche 14 novembre, devait commencer le retrait des forces françaises. Les Belges suivront, puis les Suédois, et enfin les Américains. Or les combats qui ont eu lieu à la fin d'octobre à Mogadiscio, entre les partisans du général Mohamed Farah Aidid et ceux de son rival Ali Mahdi, préfigurent une reprise des affrontements lors du départ des forces internationales.

«Les principales factions sont en train de se réarmer», prévient M. Boutros-Ghali dans un rapport adressé au Conseil de sécurité. Celui-ci se voit proposer trois options pour «l'après-31 mars» : le maintien de l'effectif actuel de 29 000 hommes ; une réduction à 16 000 hommes ; ou une diminution à 5 000 hommes. Le secrétaire général rejette un éventuel retrait total des forces de l'ONU, en exhortant la communauté internationale à ne pas abandonner les Somaliens.

Seule la première option permettrait aux «casques bleus» de conserver la capacité de dissuader les factions. Un désarmement qui n'a d'ailleurs toujours pas été entrepris dans les proportions souhaitables. L'ONU en a même pas le personnel pour contrôler les mouvements d'armes : aux frontières, affirmait récemment James Jonah, secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

L'OPÉRATION en Somalie a constitué un précédent à plusieurs égards : les Américains ont accepté qu'une partie de leurs hommes soient commandés par l'ONU ; les Allemands ont interprété leur loi fondamentale de manière à pouvoir envoyer des soldats à l'étranger. Après les heures consécutives à la mort de vingt-quatre «casques bleus» palestiniens, en juin dernier, l'opération ne pourrait être un réel succès que si la politique de réconciliation nationale portait enfin ses fruits.

Il faudrait aussi que les contingents en partance soient remplacés et que, par conséquent, les États parties pressent poursuivent un gros effort financier. Les États-Unis, qui ont dépensé 800 millions de dollars en Somalie de décembre 1992 à septembre 1993, devront en débours 300 de plus pour financer le maintien de leurs troupes jusqu'à la fin de mars. Mais Bill Clinton n'a même pas besoin d'invoquer l'argument financier pour justifier le retrait des «marines», car son opinion publique le souhaitait immédiatement après la mort de dix-huit soldats américains, le 3 octobre à Mogadiscio.

M0146 - 1114 0 - 7.00 F



Après le meurtre d'un Israélien attribué à des membres de l'OLP

Jérusalem somme M. Arafat de combattre le terrorisme

Après l'annonce, vendredi 12 novembre, que le meurtre d'un colon, la mois dernier, en Cisjordanie, avait été commis par des activistes du Fath, la principale composante de l'OLP, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, en visite aux États-Unis, a invité Yasser Arafat à faire respecter les engagements inscrits dans l'accord

de paix signé le 13 septembre à Washington. Le président Bill Clinton s'est joint à cet appel. Dans une conversation téléphonique avec Shimon Pérès, le chef de l'OLP, qui a condamné officiellement cet assassinat, a promis de donner de nouveau l'ordre aux Palestiniens de mettre fin aux violences.



JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le premier accord meurtrier, côté palestinien, aux accords signés, le 13 septembre dernier, entre Israël et l'OLP a déclenché, vendredi 12 novembre, une petite tempête entre Tunis et Jérusalem dont il est difficile de prévoir les éventuelles conséquences sur le processus de paix. Lors d'une conférence de presse, à Washington, le premier ministre, Itzhak Rabin, et le président Bill Clinton ont sommé Yasser Arafat de condamner «publiquement» le meurtre d'un colon juif, assassiné il y a deux semaines en Cisjordanie.

Conformément à un ordre donné par M. Rabin dès avant son

départ, mercredi, pour les États-Unis, le ministère de la défense a en effet révélé, vendredi, que le meurtre de ce colon, près de Ramallah, avait été perpétré non pas par des intégristes du Hamas, comme on l'avait alors cru, mais par des activistes liés au Fath de Yasser Arafat. Détenus au secret, les cinq jeunes gens présumés coupables de cet attentat seraient cependant agi, selon un porte-parole militaire, «de leur propre initiative».

Nul ne connaît les méthodes qui ont été employées par les interrogateurs du Shin Bet pour faire avouer les jeunes gens, mais l'un d'eux a été hospitalisé à la suite d'une hémorragie cérébrale. Un autre suspect a conduit la police à une cache où a été récupéré le pistolet-mitrailleur

du colon, assassiné à coups de couteau. Selon les premiers éléments publics de l'enquête, les intéressés avaient préparé leur acte depuis plusieurs semaines.

Le porte-parole du ministère de la défense a précisé que, dès le week-end dernier, M. Rabin avait ordonné à son négociateur en chef, le général Amnon Shahak, de faire savoir à son homologue palestinien, Nabil Chaath, qu'Israël était fort mécontent de cette action. «Le général Shahak», a ajouté le porte-parole, «a clairement indiqué à M. Chaath que nous ne supporterons pas la répétition d'un tel acte, et il a demandé une condamnation publique de ce meurtre».

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 4

Terezin chantait

Comment les nazis ont fait croire qu'un camp de concentration de Tchécoslovaquie était une cité heureuse

Entre le 24 novembre 1941 et la libération du ghetto le 5 mai 1945, 139 654 personnes ont été incarcérées dans le camp de Terezin. A une heure de route de Prague, 33 419 prisonniers y sont morts, 86 934 ont été déportés vers les camps d'extermination, notamment vers les chambres à gaz d'Auschwitz, 17 320 prisonniers s'en sont sortis vivants, 1 000 des 15 000 enfants détenus à Terezin, à un moment ou à un autre, survécurent.

Derrière l'objectif terrible des chiffres se cache l'une des plus atroces mystifications mises au point par les nazis. Tombant par hasard, au début de l'année 1970, sur trois petits articles publiés dans une revue musicale tchèque qui mentionnaient l'existence de huit courtes pièces musicales composées à Terezin, un musicien - chrétien, ainsi qu'il le précise, - Joza Keras, entreprend d'écrire l'histoire de ses compatriotes juifs internés. De nombreux articles, des livres, des films et des essais mentionnaient l'existence de Terezin ou s'efforçaient de témoigner de l'horreur. Quelques écrits traitaient de l'activité musicale ou culturelle de tel ou tel prisonnier, mais aucun ne relatait de façon globale la vie à Terezin, l'activité musicale intense mise en œuvre avec la bénédiction des nazis. Après onze années d'une enquête qui l'a beaucoup fait voyager, qui lui a fait rencontrer des «gens merveilleux», Joza Keras livre son manuscrit à Pendoragon Press, qui le publie aux États-Unis quatre ans plus tard. Gallimard en publie aujourd'hui la traduction française.

Terezin n'est pas à proprement parler une cité. C'est une ville de garnison protégée de remparts bâtie en 1780 par l'empereur d'Autriche Joseph II pour se prémunir contre une éventuelle expansion prus-

sienne en provenance du Nord. Il s'appelle Theresienstadt en l'honneur de sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse. Cette place forte, conçue pour accueillir six mille habitants, servit en réalité de prison - Gavril Princip, qui assassina l'archiduc François-Ferdinand en 1914 à Sarajevo, en fut le prisonnier le plus célèbre, avant la seconde guerre mondiale.

L'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Troisième Reich fut rapidement accompagnée par les mesures discriminatoires que les nazis imposaient aux juifs de leur propre pays et aux nations qu'ils occupaient. Toute la culture juive et celle qui était jugée dégénérée (le Monde du 10 avril) furent donc interdites dans le protectorat de Bohême-Moravie. La musique des compositeurs vivants, comme celle des morts, Mendelssohn fut ainsi interdite au même titre qu'Offenbach, Mahler, Schoenberg, Berg ou Hindemith. Les juifs ne purent bientôt plus travailler, plus être scolarisés. Ils leur étaient même interdits de posséder des instruments de musique, des skis, des ensembles familiaux, d'utiliser le téléphone, de se rendre au concert, au théâtre, de se promener dans les parcs et de fréquenter des Aryens. Certains artistes se produisaient quand même, en utilisant des noms d'emprunt, au risque d'être exécutés.

Il ne restait plus qu'à emprisonner les juifs dans ce qui devint le ghetto de Terezin. L'Obergruppenführer Reinhard Heydrich le décide le 10 octobre 1941 lors d'une réunion à laquelle assistaient Adolf Eichmann et Karl Hermann Frank. Un conseil des anciens administrerait le camp. Le 24 novembre, celui-ci accueillait ses 342 premiers occupants.

ALAIN LOMPECH
Lire la suite page 14

Un nouvel isolationnisme

Privés d'ennemi à leur taille, les États-Unis peuvent difficilement renoncer à gouverner le monde

A vingt-quatre heures d'intervalle, la semaine dernière, le Wall Street Journal et l'International Herald Tribune ont ouvert leur première page, sondages ou enquête locale à l'appui, sur le réveil du sentiment isolationniste aux États-Unis. Ceux-ci n'ont dans ce domaine aucun privilège. Il n'y a pas longtemps, Edwy Pienel dénonçait dans ces colonnes la tendance de nos compatriotes au repli sur soi (le Monde du 22 octobre) et l'Economist de Londres a publié tout récemment deux articles sous le surtitre commun «La France isolationniste», sans point d'interrogation.

Le ministre-président de Bavière a vivement critiqué l'Union européenne, et Newsweek relève au Japon un renouveau de nationalisme. On n'en finirait pas d'énumérer les mille et une manifestations, et les conséquences tragiques, en cette fin de millénaire, du chauvinisme, du protectionnisme, du tribalisme, de l'intégrisme, en un mot de l'ethnocentrisme.

ANDRÉ FONTAINE
Lire la suite page 4

"L'AVARICE"

"Tu me croiras si tu veux, mais mon ordinateur acheté aux enchères m'a coûté moins cher que la calculette programmable de mon fils!"

Vous souhaitez acheter aux enchères, ouvrez le catalogue... sur votre minute!

LEADER FRANÇAIS DES BANQUES DE BONNES AFFAIRES

36 17 VAE VENTE AUX ENCHÈRES JUDICIAIRE VÉHICULE MOBILIER IMMOBILIER

Haïti et l'ordre ancien

Momentanément délaissée par l'administration américaine, la crise haïtienne laisse la population «meins nue» devant la terreur que font régner les militaires et leurs séides. Les derniers événements le prouvent : le duellisme n'est pas mort avec son inventeur, le dictateur «Papa Doc». Haïti doit tourner la page d'un ordre ancien, hérité de la période de l'esclavage et de la colonisation française.

page 3

Bernard Bosson an «Grand Jury RTL-le Monde»

Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, est l'invité du «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 14 novembre, à partir de 18 h 30.

Le «Grand Jury RTL-le Monde» est également diffusé sur la chaîne câblée Paris-Primaire, le même jour, de 20 heures à 21 heures.

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 950 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Grèce, 190 PTA; Israël, 2 \$; Italie, 2,20 \$; Japon, 240 ¥; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 100 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KAS; Suisse, 2 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Une division SS islamiste en Bosnie

« **V**OUS devez servir d'exemple et de fanal dans la lutte contre les ennemis communs du national-socialisme et de l'islam. » Novembre 1943. Au cœur de la Bosnie, le grand mufti de Jérusalem, Hajj Amin Al Hussein termine son allocution, puis passe lentement en revue les hommes de la SS Frewilligen-BH-Gezugs-Division, les volontaires de la division de montagne de Bosnie-Herzégovine.

Président du Conseil suprême musulman de Palestine, membre d'une famille puissante et reconnue, Amio Al Hussein s'est formé à l'université d'El Azhar au Caire, l'un des bastions du mouvement arabe ant-anglais, puis a rejoint l'armée ottomane au moment de son engagement dans les forces britanniques de Faycal. Au cours de cette expérience politico-militaire tourmentée, il adhère au groupe extrémiste Al Fidaïyah, *« ceux qui se sacrifient »*. Aujourd'hui, joie de la ville sainte, il croit discernar parmi « ses » jeunes volontaire la future élite d'une armée islamique capable de chasser l'Anglais du Moyen-Orient et d'interdire toute tentative de création d'un foyer national juif sur les bords de la Méditerranée.

Son statut de grand mufti de Jérusalem, même loin de Palestine, lui donne un réel pouvoir politique et spirituel. Certes, le titre lui a été quasiment offert par les Anglais en 1921. Il préfère retenir, pour son aura de militant nationaliste, sa condamnation, par la justice britannique, à dix ans de réclusion pour participation active aux émeutes anti-juives de 1920.

Pourtant, dans le contexte balkanique, ni son titre, ni le renom des Huseinici de Palestine, ni la force de ses convictions ne suffisent à rassembler la jeunesse musulmane de Bosnie autour des oriflammes SS. De fait, la troupe réunie au fil des mois n'est pas très brillante. Les forces vives de l'islam serbe ne répondent pas à l'appel.

D'un côté, les alliés croates de l'Allemagne font tout pour l'empêcher ; d'autre, la forte présence des nombreux tchistes dans la région incite la population à rejoindre le mouvement. Qu'importe, Hajj Amin. Al Hussein se satisfait de cet embryon d'armée. Il est patient, jonant depuis le début du conflit mondial la carte allemande, à l'image d'un autre candidat au rôle de guide du nationalisme arabo-musulman auprès des nazis : l'Irakien Rashid Ali El Goulami, qui fut, à Bagdad, l'un des organisateurs du coup d'Etat du 24 décembre 1938 contre l'équipe probritannique d'Hikmet Sulayman, puis, en avril 1941, engagea son pays dans le combat antibritannique aux côtés des forces allemandes. Le 17 mai 1943, les troupes allemandes alliées concurrentes, déploient leur activité à Berlin, bien décidées à mobiliser, au plus haut niveau, le Reich, pour leur cause.

Dès mars 1941, le secrétaire d'Etat von Weizsäcker écrit personnellement au grand mufti pour préciser la position allemande. Un texte sans ambiguïté : « L'Allemagne est d'avis que les Arabes, *jeux peuple civilisé* ayant prouvé qu'il était capable d'activités administratives et qui a montré ses qualités militaires, sont absolument en mesure de se gouverner eux-mêmes. (...) Si pour réaliser leurs visées nationales, les Arabes se trouvaient dans l'obligation de combattre contre l'Angleterre, à ce moment-là, l'Allemagne serait prête (...) à les aider militairement et financièrement. » Joachim von Ribbentrop, ministre des affaires étrangères du Reich, appuie personnellement la démarche.

En septembre 1942, Berlin prévoit, au sein du corps d'armée d'Orient, la formation de deux compagnies musulmanes, l'une créée à partir d'éléments palestiniens et syriens, l'autre à partir de volontaires d'Afrique du Nord. Une section d'instruction germano-arabe voit

A high-contrast, black and white photograph of a group of men in military uniforms standing in a line outdoors. The man in the center foreground is wearing a white peaked cap and a dark uniform. The background shows a building with a grid-like facade.

Le grand mufti de Jérusalem visite en novembre 1943 les troupes de volontaires bosniaques engagés dans les Waffen SS.

également le jour au sein de l'état-major du général Fejmy. Un chef d'état-major de l'unité arabe est nommé. Pour chacune de ces opérations, Rashid Ali El Goulami et Hajj Amin Al Hussein sont parties prenantes.

Concrètement, l'Allemagne, avec plus de moyens et de volonté que l'Italie mussolinienne, tente d'organiser l'ensemble islamique au nom de la lutte anti-impérialiste et sans jamais oublier le combat pour « la suppression du foyer juéo-national en Palestine » (1).

La décision de créer une division musulmane en Bosnie entre dans ce cadre. Le projet est mis au point au début de l'année 1943, au lendemain d'une rencontre italo-allemande à Rome, autour d'Alexander Lohr, le commandant pour les Balkans. Il s'agit de préparer une cinquième offensive militaire contre les partisans de Tito puissamment installés en Bosnie.

Cette Bosnie de 1943 est un ensemble politique et humain complexe. Province de l'Etat indépendant de Croatie, créée le 10 avril 1941 sous le regard bienveillant de l'Allemagne, elle est composée, à côté de 24 % de Croates catholiques, de Serbes orthodoxes (40 %), citoyens de seconde classe depuis la formation de la dictature des Oustachis, et de 30 % de Serbes islamisés il y a plusieurs siècles. Ces derniers, traditionnellement coincés entre le nationalisme chrétien des uns et les rêves de Grande Serbie des autres, se retrouvent, cette fois, avec l'Etat du dictateur Ante Pavelic, happés par un pouvoir qui leur offre une citoyenneté.

L'ensemble de la communauté musulmane, « *cette fleur de la nation croate* », comme aiment à le répéter à l'époque les idéologues oustachis, s'installe dans cette nouvelle situation avec l'approbation complaisante de son élite intellectuelle et religieuse. Marqués, dans la

mémoire collective serbe, du sceau de l'infamie et de la trahison des ancêtres en raison de la conversion à l'islam de leurs aïeux, les Slaves islamisés se retrouvent sollicités, reconnus, et dans une certaine mesure, attirés par l'aventure pro-allemande. Et tandis que s'organise une terrible répression contre les populations orthodoxes, tsiganes et juives, seule une minorité de responsables musulmans tenteront d'organiser la protestation contre les massacres et les conversions forcées au catholicisme. Ils ne seront guère suivis.

Face au mouvement oustachi, la Bosnie, comme l'Herzégovine, héberge aussi les groupes armés de nationalistes serbes, les tchetniks dirigés, avec l'appui provisoire de Londres, par Draža Mihailović, général d'un régime royaliste, ou par des officiers responsables des destructions systématiques de villages catholiques et musulmans de la région. Parallèlement, une résistance antieuzièze a été organisée par le Parti communiste, ou plutôt par les rares dirigeants rescapés des purges staliniennes de 1938. Josip Broz, alias Tito, est à leur tête. Ouverts à tous au nom de la lutte antifasciste, les partisans, sérieusement affaiblis par la répression allemande, ont fui la Serbie. Ils reconstituent leurs forces dans la montagne bosniaque, au cœur d'une région à peine plus grande que le Massif Central, 51 000 km², où l'on retrouve, en concentré, toutes les communautés humaines du futur État fédéral. Bihac devient, à la fin de l'année 1942, leur première « capitale ». Quelques mois plus tard, ils choisissent Jajce pour annoncer la renaissance de l'État yougoslave.

Face à cette présence militaire et politique, et tandis que se prépare la cinquième offensive allemande, l'émir-major berdoïno de la SS leve en Bosnie les premières troupes de confession musulmane. Pour la réussite de cette mobilisation, Hajj Amin Al Husseini se rend une première fois sur place en mai 1943, avec des membres de la direction SS. Dans ses conversations, il va jusqu'à évoquer la possibilité d'une indépendance de la province. Les Allemands, de leur côté, tentent de limiter, d'une part, les réactions des autorités croates qui craignent une défection des troupes allemandes et, d'autre part, les ressentiments d'une Eglise catholique localement embourbée dans la collaboration prônée, mais pas au point d'accepter la formation d'une force politique et militaire islamiste.

Lorsqu'en mai-juin l'offensive allemande contre les partisans titistes est déclenchée — 100 000 hommes y participent, Allemands, Bulgares, Italiens, Oustachis et la 7^e division SS Prinz Eugen, composée de Yougoslaves de souche allemande —, les volontaires islamistes sont militairement incapes à y prendre part, car leur mobilisation est loin d'être achevée. L'offensive sera par ailleurs un échec. La division SS de montagne est finalement constituée aux premiers jours de l'hiver 1943. Le grand mufti en est le chef spirituel incontesté, mais il n'a aucun contrôle sur l'engagement militaire des troupes. Malgré ses espoirs, elles ne seront jamais entrées au Moyen-Orient.

En 1945, Hajj Amin Al Husseini quitte définitivement l'Allemagne pour se réfugier en Suisse, puis en France, où, avec l'accord des «services» de l'intérieur, il s'installe, sous une fausse identité, à Louveciennes. Au printemps 1946, il est autorisé à s'envoler vers le Moyen-Orient. Il y organise l'opposition armée, politique et religieuse, au sionisme. A l'époque, la presse anglaise dénonça vivement l'utilisation du grand mufti dans les projets français au Levant.

(1) Lettre de Joachim von Ribbentrop à Rashid Ali El Goulami, le 28 avril 1942.

ANDRÉ LAURENS

BERNARD BOSSON

RICHARD ARZT (RTL)

RTL

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

D'EN SORTIR
de Daniel Soulez Larivière. Seuil.
187 pages, 110 F.

CARTES DE PRESSE
de Jean-Marie Charon. Stock.
356 pages, 130 F.

LES controverses sur le rôle social des journalistes reviennent en force dans l'actualité, et à travers elles, s'ébauche une remise en cause renouvelée de la profession. On ne va pas, ici, en quelques lignes, régler les problèmes déontologiques de la corporation, dont on voit bien qu'ils recoupent une crise plus globale et profonde de la société mais, plus modestement, signaler des ouvrages qui s'y rapportent directement.

Le titre du livre de Daniel Souleau, *La justice, ça se crée*, a été mal interprété. L'auteur, avocat connu, dit qu'un médiateur judiciaire est d'abord un médiateur de l'information. Ses moyens d'analyse et de choix, à travers, souvent reproché aux journalistes, qui consiste à forcer le trait avec lequel est peinte la réalité. Le spectacle donné par la justice et l'information est-à, à un tel degré d'évidence, assimilable à celui d'un cirque? Il est vrai que le journalisme d'investigation, dont l'auteur salu l'avènement, s'est trouvé à s'employer avec les affaires dont certains magistrats instructeurs ont ouvert les dossiers au grand jour. L'alchimie sociale a créé un produit nouveau.

la médiatico-judiciaire », assure Daniel Soulez Larivière en s'inquiétant de cette collusion de pouvoir, bien qu'il lui soit arrivé, pour les besoins de ses causes, d'en appeler à l'influence des médias.

Le risque à éviter, devant les crises de la société, est d'en

Le risque à éviter, devant les crises de la société, est d'en généraliser quelques symptômes et de les prendre pour la cause du mal. A quel assésse-t-on, exactement ? Au délabrement, dans des affaires, dans des affaires, dans de quelques affaires ou de quelques réseaux de financement, illustrant des rapports entre le politique et l'argent que la loi ou, simplement, la morale du service public condamnerait. Cependant, si l'on se penche sur les faits, partis en croisière, l'ensemble du personnel politique n'est pas poursuivi et les journaux ne se focalisent pas sur ces révélations. Peut-être y font-ils que la place qu'ils en marquent, s'agissent de quelques graves et d'importantes qui ont choisi le statut d'acteurs publics.

Ce n'est pas une raison, bien entendu, pour nier les règles du droit ou porter inconsidérément atteinte à l'honneur des intéressés. Et si des barrières paraissent, ce de double point de vue, avoir été franchies, il faut, d'une part, s'assurer qu'il en a bien été ainsi avant de s'indigner, d'autre part, s'interroger sur les motifs de ces agressions avérées ou ressenties comme telles. Leur examen, ce par cas, incline à la nuance. Reste l'effet qu'elles ont produit, auquel il faut bien chercher une cause.

Même si ceux-ci ne blanchissent pas totalement celles-là, on voit bien que des doutes anciens et persistants sur la capacité de la justice d'aller jusqu'au bout des dossiers les plus gênants politi-

quement peuvent être à l'origine d'initiatives judiciaires, disions hors normes, qui trouvent naturellement leur relais et leurs compléments dans la presse. Sans doute ne fallait pas prendre au pied de la lettre - pourquoi pas ? - le discours moral de la gauche accédant au pouvoir et y perdurant plus que prévu, mais était-ce si vain de s'y accrocher comme au meilleur de ce qu'elle pouvait faire, compte tenu de la sourdine mise à ses autres ambitions ?

Pour ces raisons, ou pour d'autres, les juges seraient donc trop loin, avec la complexité des médias effrains de sensationnel. Pour les premiers, il est difficile de croire que la sociologie de la corporation, élément éclairant, certes, suffit à expliquer le prurit justicier. Quant aux seconds, s'il est vrai que la médiatisation recouvre trop souvent une simple réédition sacralisée, ce n'est pas forcément la faute des journalistes. Les polices dans cette dérive qui trahit l'investigation la plus dérangeante. Daniel Soulez Larivière évoque avec raison une «*alchimie sociale*» : «*Il y a, à l'origine, une explosion que l'on peut qualifier de médiatico-judiciaire, dans quelques cercles de la société française, c'est que trop de matières ou de pratiques explosives y avaient été entassées. Et, comme souvent dans ces situations, c'est lorsque l'on commence à désamorcer les bombes que certaines explosent.*» Le motif d'indignation de Daniel Soulez Larivière.

le meilleur de son propos, est dans le maintien d'une organisation judiciaire archaïque. Il explique que, dans ses formes inquisitionnelles, par confusion des tâches d'investigation et des responsabilités juridictionnelles, elle favorise les excès de pouvoir et les abus aux dépens du droit et des justiciables.

C'est, d'abord et surtout, la justice qui m'est en cause, comme en témoignent les huit réformes du code de procédure pénale qu'il propose. Mais il a aussi refusé aux exemples étrangers ses travaux oubliés de la commission présidée par Mireille Delmas-Marty. Les mettre en œuvre constituerait, assure-t-il, une révolution. Il n'est pas exclu qu'elle ait l'appui des médias, à défaut de celui des politiques. Les problèmes propres aux journalistes sont inventoriés par Mireille Delmas-Marty. L'étude très complète des différentes formes de journalisme. Sa thèse est que la profession traverse une crise liée à cet éclatement et au refus de penser la nouveauté pour ce qui la concerne, un comble pour les journalistes formés à traquer ce qui est nouveau, sauf, sans doute, chez eux. Ainsi les appelle-t-il à débâter de leur statut nouveau qui, aujourd'hui, leur confère d'autant plus de puissance qu'il est moins de pouvoir». La première colloque réunira, en 1993 à Nice pour l'Association pour l'étude et la promotion des métiers de Journalisme et de la communication, donc les textes sont publiés quatre mois après (avenue de Velambre 06100 NICE, 150 F.), répond à cette invite en traitant concrètement et entre professionnels de la déontologie vécue sur la rue.

INTERNATIONAL

Haiti : l'héritage de l'esclavage

La crise actuelle est le résultat d'affrontements sociaux et raciaux qui ont marqué l'histoire de la première République noire du monde

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyée spéciale

La tombe de François Duvalier, dit « Papa Doc », n'est plus qu'un gros tas de terre, sur lequel poussent quelques touffes d'herbe, dans un angle du cimetière de Port-au-Prince. Elle a été profanée le 7 février 1986, jour où Jean-Claude, le fils du dictateur et piteux héritier, s'est enfui de Haiti, sous protection américaine, vers un exil français.

Dans l'ivresse sauvage d'une illusoïre libération, une foule d'un demi-million de personnes avait défilé dans les rues de la capitale, pour traquer les miliciens des trente années de dictature - les « tonton macoutes », dont certains furent lapidés et brûlés vifs - mais aussi pour « déchaîner » tous les symboles de l'ordre ancien. La statue de Christophe Colomb, qui fit construire en 1492, près du site actuel de Cap-Haïtien, le premier établissement européen du Nouveau Monde, fut déboulonnée et jetée à la mer.

Comme pour exorciser le passé, le « peuple » - ainsi les militants désignent-ils les quatre cinquièmes des Haïtiens vivant dans d'insupportables conditions de misère - avait ensuite nettoyé, lavé et fleuri le centre de la ville. Pouvaient-ils nourrir l'espoir de tourner ainsi, du jour au lendemain, la page de deux siècles d'une lente déchéance, ponctuée d'innombrables coups d'Etat?

Démocratie et peuples colonisés

La première tentative d'élections libres et démocratiques, en novembre 1987, a été noyée dans le sang. La seconde, organisée sous la surveillance d'observateurs internationaux, en décembre 1990, a permis l'arrivée au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide, le « prêtre des bidonvilles », renversé par un coup d'Etat en septembre 1991. Son retour, exigé par la communauté internationale, apparaît aujourd'hui plus qu'improbable. Exploitant avec succès les signaux contradictoires des Etats-Unis, les militaires imposent une terrible répression pour empêcher la réinstallation du président élu. Le macoutisme et le duvaliérisme sont - provisoirement? - réhabilités par une minorité liée à l'armée, preuve que ces vieux démons ne sont pas morts avec celui qui les a inventés.

Existe-t-il une fatalité haïtienne? Tocqueville avait-il raison de penser que la démocratie, « patrimoine occidental », était incompatible avec l'histoire des peuples colonisés? Le sociologue haïtien Laennec Hurbon (1) pose ces questions pour aussitôt nier que « despotisme et dictature soient une pente fatale des peuples du tiers-monde ». Régulièrement menacés de mort, s'exprimant sous couvert de l'anonymat qu'il aient ou non pris fait et cause pour le prêtre-président, les rares

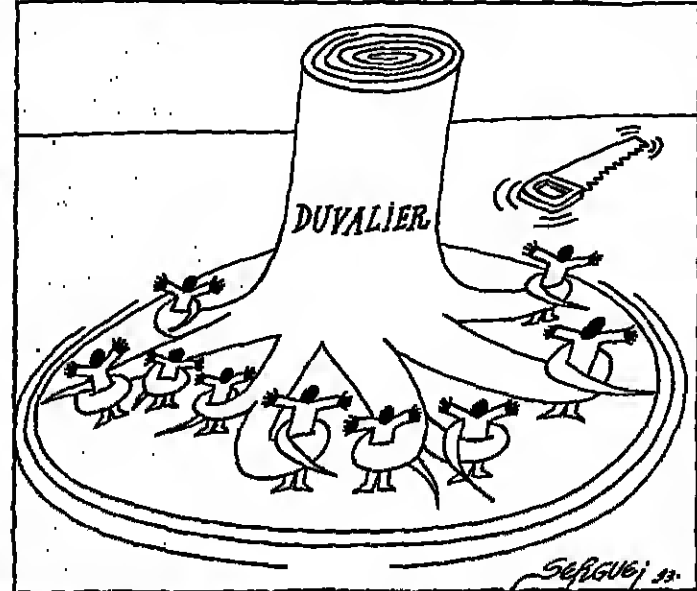
intellectuels restés à Port-au-Prince ces derniers temps analysent, souvent comme lui, le passé à l'aune de deux grands antagonismes : un affrontement de classes (une petite élite richissime contre la masse de paysans très pauvres) et une lutte de races (mulâtres contre Noirs). Quand les plus optimistes entrevoient quelques signes de sortie de ces interminables crises, ils ne l'imagination plus sans une aide extérieure.

Première République noire du monde née du soulèvement de ses esclaves « importés » d'Afrique, Haiti a été d'emblée gouvernée par les militaires, qui, exploitant à l'époque, l'avaient emporté sur la puissance coloniale. Ces généraux avaient fait de Saint-Domingue le deuxième Etat indépendant des Amériques (en 1804, après les

ment ou fil des siècles. Aujourd'hui encore, les paysans (63 % de la population active est encore rurale) n'ont pour tout instrument que la houe coloniale et la machette. Ils ne possèdent toujours pas de titres de propriété ou s'ils en ont, il n'a pas de force incontestable.

François Duvalier et le « noirisme »

Dans l'impossibilité d'obtenir gain de cause, les paysans ont fait de la résistance, dont les premiers instruments furent le vodou (religion syncrétique d'origine africaine) et l'usage du couteil. Ils se livrent ensuite à grande échelle au « marronnage », la fuite vers les hautes



terres inexplorées ou moins bien exposées. Ce fut le début d'une exploitation parcellaire de micro-propriétés qui entraîna, déjà, un déboisement catastrophique, au fur et à mesure que s'accroissait la pression démographique. L'occupation américaine à partir de 1915 (durant les quatre années précédentes, six présidents s'étaient succédé) valait à peine le mouvement. Le modèle des grandes exploitations imposé en Amérique centrale n'eut pas le même succès en Haiti, que les Etats-Unis tentèrent de « pacifier ». Les paysans, de nouveau soumis à la corvée, furent démunis dans le cadre d'une politique où les « chefs de section » (héritiers des « commandeurs », surveillants des plantations esclavagistes) furent investis de pouvoirs de police et de justice, comme les shérifs américains. Les envahisseurs ont cependant contribué à créer une véritable armée centralisée, mieux équipée et encadrée, qui sera encore plus soucieuse de rester maîtresse du jeu politique.

A peine les Américains partirent-ils en 1934 qu'un autre débat éclata, alimenté notamment par un certain François Duvalier, médecin

de campagne de son état, l'un des tenants des thèses dites du « noirisme » : tous les malheurs de Haiti viennent du fait que le pouvoir est concentré aux mains d'une minorité de mulâtres, des « hybrides » qui ne sont pas d'authentiques Haïtiens. Par sa seule vertu de « Noir au pouvoir », Duvalier promet le salut de son pays, qu'il entraîne à sa perte, à un moment où les autres pays des Caraïbes et de l'Amérique latine connaissent un certain essor économique. « Parce qu'il aboutit en fait à une alliance des élites, celle des mulâtres et des Noirs propulsés au rang de nouveaux riches, le duvaliérisme replâtre un même système par la force de la répression », dit un prêtre-professeur se définissant comme un « partisan critique » du « Père Aristide ».

Se méfiant de l'armée, Duvalier recrute, quelque quarante mille miliciens (macoutes) dans les couches pauvres urbaines et rurales, souvent parmi les chefs de section. A charge pour eux de se payer en rançonnant. Le dictateur va plus loin, en contrôlant, par exemple, le vodou qu'il prétendait promouvoir. « Tous les lieux d'échappée de l'imaginaire collectif sont occupés », résume Laennec Hurbon. Le pays est quadrillé. L'Etat prédateur n'exerce sa fonction que dans la répression. Le « marronnage » n'est plus possible : c'est le début des grandes migrations vers l'étranger.

Adulté par les désertions, le Père Aristide devient vite une figure emblématique : il est le seul candidat aux élections de décembre 1990 à rejeter clairement le duvaliérisme et le macoutisme. Il est surtout porteur de trois revendications fondamentales de la masse des pauvres : la justice, la transparence (lutte contre la corruption parlementaire et étatique) et la participation (dans l'esprit d'une « démocratie directe » qui a affolé l'élite).

« Le Père Aristide ne fut certes pas un président idéal », constate-t-on, y compris dans les rangs de ses proches ou de ses anciens conseillers à Port-au-Prince. On souligne tous ses efforts pour rompre avec les horreurs du passé, mais on évoque son manque de préparation au rôle d'homme d'Etat, ses travers de « prophète omniscent », l'improvisation de ses actions, ses violences verbales et son analyse manichéenne de la société haïtienne. « Il serait immoral de lâcher Titid maintenant », disent ceux qui l'appuient. « Il serait très grave de frustrer le peuple de sa grande victoire démocratique », souligne un de ses opposants modérés, qui fut brièvement ministre après la chute de Jean-Claude Duvalier. « Nous arrivons à la fin de ce siècle, poursuit cet intellectuel, sans éthique politique, sans culture du compromis ni de coopération de classes sociales, habitués à des luttes à mort, même si ce passage commence, encore trop timidement, à changer. » Est-ce un signe? Traditionnellement peu préoccupé

de l'intérêt national, la vingtaine de riches familles formant ce que des diplomates américains ont appelé « l'élite moralement répugnante », pour la première fois, l'an passé, contribua financièrement à un programme social (grivé), visant à parer les études d'enfants défavorisés. Et certains représentants de cette oligarchie se sont récemment dits prêts, devant des caméras, à payer des impôts. Par la force des choses, tous les milieux prennent conscience de la nécessité de sortir le pays de l'état de désorganisation totale dans lequel il est tombé, alors que pèse la menace de nouveaux fléaux (épidémies, désastre écologique pour un pays où il ne reste que 2 % des terres boisées). L'embargo décrété par l'Organisation des Etats américains puis par l'ONU étrangle une économie déjà sinistrée.

Il reste que toute solution passe par une réforme de l'armée, de la police et de la justice, dont une « mafia », impliquée dans le trafic de drogue depuis une dizaine d'années, ne veut pas. « Devant les militaires et leurs hommes de main, détenus d'un droit de vie et de mort que leur accord Duvalier, cagnaient ses pratiques sur celles des maîtres esclavagistes d'autrefois, nous sommes moins nus : la répression touche maintenant tous les milieux », disent des membres de la classe moyenne, embryonnaire dans ce pays. La mort dans l'âme, même les plus nationalistes réclament une « intervention américaine brève », pour désarmer les « gangsters ».

Certains affirment que les têtes de l'état-major savent que l'avènement d'un véritable Etat de droit est inéluctable. Après tout, le coup d'Etat contre le président Aristide est le premier de tous ceux qui se sont succédés en Haiti à avoir été condamné fermement et durablement - jusqu'à présent - par l'ONU et les Etats-Unis.

MARTINE JACOT

(1) Comprendre Haiti, aux éditions Karmina, et Culture et discours en Haiti aux éditions L'Harmattan, de Laennec Hurbon.

Retour d'une équipe humanitaire de l'ONU. - Evacués vers Saint-Domingue le mois dernier pour raisons de sécurité, treize membres des agences des Nations unies (UNICEF, OMS, FAO et PNUD) vont revenir à Haiti, afin de fournir une assistance aux populations civiles, a annoncé, vendredi 12 novembre, un porte-parole de l'ONU. Le médiateur de cette organisation dans la crise haïtienne, Dante Caputo, a par ailleurs estimé que la mission civile de l'ONU (droits de l'homme) et celle des spécialistes chargés de réformer la police devraient également revenir à Port-au-Prince. - (AFP)

■ **AFRONTLEMENTS ANCIENS-TRAUX.** La crise actuelle à Haiti est aussi le résultat d'affrontements qui ont traversé toute l'histoire de ce pays depuis qu'il s'est libéré de l'esclavage : une poignée de très riches familles contre la masse des pauvres, de l'élite mulâtre contre des Noirs nouveaux riches.

■ **PROFIL BAS A PARIS.** Sur le plan des principes, la France a toujours appuyé le retour de la démocratie à Port-au-Prince. Mais, sur le terrain, Paris adopte un « profil bas » pour ne pas risquer d'irriter Washington.

■ **ASSISTANCE HUMANAITAIRE.** Evacués vers Saint-Domingue le mois dernier pour raisons de sécurité, treize membres des agences de l'ONU (UNICEF, OMS, FAO et PNUD) vont revenir à Haiti, afin de fournir une assistance aux populations civiles. Plusieurs rapports font état de la dégradation de la situation sanitaire sur place, en partie en raison de l'embargo qui frappe Haiti.

■ **RETOUR DE L'ONU?** Le médiateur de l'ONU dans la crise haïtienne, Dante Caputo, a estimé que la mission civile de l'ONU (droits de l'homme) et celle des spécialistes chargés de réformer la police devraient également revenir à Port-au-Prince. Le bateau transportant les « casques bleus » américains et canadiens avait fait demi-tour le 11 octobre, devant les manifestations organisées à Port-au-Prince par des néo-duvaliéristes.

un 22 novembre 1993

ETATS-UNIS

Mort de Robert Haldeman l'un des protagonistes du « Watergate »

Le secrétaire général de la Maison Blanche sous la présidence de Richard Nixon, Harry Robert Haldeman, qui passa dix-huit mois sous les verrous pour son rôle dans l'affaire du Watergate, est décédé d'un cancer, vendredi 12 novembre, à Santa-Barbara, en Californie, où il poursuivait ses activités d'homme d'affaires. Il était âgé de soixante-sept ans.

Directeur d'une agence de publicité à Los Angeles, Bob Haldeman rencontra Richard Nixon dans les années 50 et devint l'un de ses conseillers. A partir de 1956, il collabora à toutes les campagnes électorales de M. Nixon et devint secrétaire général de la Maison Blanche en janvier 1969, poste qu'il conserva jusqu'à sa démission, en avril 1973.

La « garde prétorienne » de M. Nixon

Avec John Ehrlichman, conseiller du président pour les affaires intérieures, il formait la « garde prétorienne » qui isolait M. Nixon. C'est d'ailleurs pour avoir tenté de « couvrir » le président républicain qu'il fut condamné, dans le scandale politique le plus retentissant de l'histoire américaine : la découverte, en 1972, d'un cambriolage du quartier général du Parti démocrate, dans l'immeuble du Watergate à Washington, où fut placé du matériel électronique d'espionnage. Il fut reconnu coupable de parjure et d'obstruction à la justice.

Durant sa détention, il avait écrit un livre, La Chute du pouvoir, dans lequel il affirmait que Richard Nixon était un courtier, dès le premier jour, de l'équipe des « plombiers » de la Maison Blanche. C'était « un homme d'un courage, d'une intégrité, d'une force et d'une intelligence rares », a estimé, vendredi, M. Nixon, dans un communiqué. - (AFP, AP)

REPÈRES

CHILI

Condamnation du général Contreras dans l'affaire Letelier

Le général chilien Manuel Contreras, l'un des hommes forts de l'ex-junte du général Pinochet, a été condamné, vendredi 12 novembre, à sept ans de prison pour son implication dans l'assassinat, le 21 septembre 1976, à Washington, de l'ancien ministre des affaires étrangères du président Salvador Allende, Orlando Letelier. Coaccusé dans le même procès, ouvert après le rétablissement de la démocratie au Chili, le général de brigade Pedro Espinoza, qui dirigeait au moment des faits les opérations à l'étranger de la DINA (le police politique du régime), a, de son côté, été condamné à six ans de réclusion par le juge Adolfo Banados.

Le général Contreras, qui fonda la DINA, est à la retraite, mais le général Espinoza est toujours d'active, dans l'armée de terre que commande le général Pinochet. - (AFP)

SRI-LANKA

Colombo dégage sa base militaire investie par les Tamouls

Des troupes sri-lankaises ont pu faire, samedi 13 novembre, leur liaison avec les soldats et marins du camp de Pooneyn, dans le nord de l'île, qui avait été en partie investie, l'avant-veille, par 600 « Tigres » du mouvement séparatiste tamoul LTTE, a annoncé Colombo. L'armée de l'air multiplie les raids de représailles, et des commandos ont été dépêchés pour déloger les 1 500 à 2 000 marins et soldats qui demeurent assiégés.

L'attaque du 11 novembre a fait au moins 200 morts chez les gouvernementaux, peut-être 500. Les blessés n'ont pas encore pu être secourus, car les hélicoptères sont empêchés d'atterrir et les bateaux d'accoster du fait de la violence des tirs. Les pertes des tamouls sont estimées à cinquante morts. Colombo edmet avoir eubi son plus grave revers depuis le début de la rébellion, en 1983. Environ 30 000 personnes ont péri dans la lutte pour la création, au nord-est, d'un Etat tamoul séparé. - (AFP)

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyée spéciale

« La France ne peut donc rien faire pour nous aider? », se lamentait Hôrdid, un jeune technicien au chômage. Un groupe de journalistes haïtiens apostrophait récemment, de la même façon, Alain Rouquié, le directeur d'Amérique du Quai d'Orsay, venu présenter ses sympathies au premier ministre Robert Malval.

Le rappel à Paris en novembre 1991 de l'ambassadeur Jean-Raphaël Dufour, qui avait été déclaré persona non grata par les autorités de fait, a marqué un tournant. M. Dufour, qui avait sauvé la vie du président Aristide lors du coup d'Etat de septembre 1991, puis hébergé à sa résidence plusieurs dizaines de ses proches collaborateurs, était devenu l'un des principales cibles des partisans de l'armée, et, en privé, de l'ambassadeur des Etats-Unis, Alvin Adams. Il n'avait pas hésité à critiquer sévèrement les militaires et à s'opposer à une solution qui aurait réduit la fonction présidentielle à l'inauguration des hibiscus.

Depuis son départ, la France a maintenu un profil bas à Port-

au-Prince. L'ambassadeur a été remplacé par un chargé d'affaires, Hervé Ladsous, puis Philippe Setz, une décision logique tant qu'il n'y avait pas de gouvernement légitime. Mais Paris n'a pas jugé utile ou urgent de nommer un nouvel ambassadeur après la prise de fonctions du premier ministre constitutionnel Robert Malval, comme l'ont fait plusieurs pays, notamment les Etats-Unis. « Le fait de ne pas avoir nommé un nouvel ambassadeur ne signifie en aucune façon une réticence à l'égard du gouvernement Malval », affirme-t-on de source officielle française. De fait, Philippe Setz est l'un des visiteurs les plus assidus à la résidence du premier ministre.

Dans l'arrière-cour des Etats-Unis

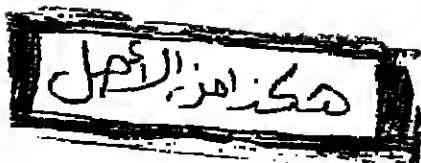
La France, a affirmé Alain Rouquié lors de son bref passage à Port-au-Prince, s'est pleinement associée aux efforts de l'Organisation des Etats américains et des Nations unies pour rétablir la démocratie en Haiti. Mais les cent gendarmes et policiers français qui devaient participer à la mission d'assistance militaire des Nations

unies n'étaient pas à pied d'œuvre début octobre, trois semaines avant la date qui avait été fixée pour le retour du président Aristide. Ils n'ont pas eu à subir l'humiliation d'être évacués face aux menaces d'une centaine d'« etteches » car, selon une bonne source, ils n'étaient même pas tous sélectionnés à la suite d'une querelle franco-française entre les ministères de la défense et de l'intérieur.

Haiti est certes considéré comme un pays francophone, mais il est d'abord situé dans l'arrière-cour des Etats-Unis. Y affirmer une politique autonome ne peut qu'irriter Washington, comme l'a montré la bataille du cochon, au milieu des années 80. A la suite de l'abattage du cochon porc, frappé par une épidémie de peste, la France a offert de participer au repêchage de l'aide de cochons créoles adaptés aux conditions locales. Les Américains, qui voulaient imposer leurs porcs grimpés, plus fragiles et nécessitant des aliments importés, ont tout fait pour bloquer les rustiques cochons français.

JEAN-MICHEL CAROTT

L'absence de la France



INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

La visite d'Yitzhak Rabin à Washington

Le président Clinton s'est efforcé de rassurer Israël

Recevant, vendredi 12 novembre, à la Maison Blanche, le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, le président Bill Clinton s'est efforcé de rassurer Jérusalem et a réaffirmé la politique à double détente que mènent les États-Unis vis-à-vis de la Syrie : mises en garde assorties d'assurances.

WASHINGTON

de nos correspondants

D'un côté, Washington craint que « Dama », qui n'a pas approuvé l'accord israélo-palestinien du 13 septembre, ne tente de le torpiller. La Syrie en a les moyens, puisqu'elle abrite - et soutient - les organisations palestiniennes hostiles à Yasser Arafat. M. Clinton a donc tenu à adresser un message public au président Assad : il faut jouer le jeu de la paix au Proche-Orient.

« Les chefs d'Etat qui veulent la paix doivent le dire haut et fort, pour s'opposer à ceux qui ruinent ces aspirations », a déclaré le président américain lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Rabin. Nous ne pouvons pas permettre aux adversaires de cet accord de faire échec aux nouveaux progrès réalisés.

Parallèlement, les États-Unis sont conscients de la préoccupation des Syriens de ne pas être les laissés-pour-compte d'un règlement partiel au Proche-Orient, qui permettrait à l'Etat hébreu de continuer à occuper le plateau du Golan. D'où le deuxième volet des propos tenus vendredi par M. Clinton visant, cette fois, à donner des assurances à Damas : il n'y aura pas, a-t-il dit en substance, de paix durable au Proche-Orient

sans règlement global - donc sans accord israélo-syrien.

Cette « politique syrienne », cependant, ne peut être menée par les Américains que très discrètement, sous peine de fragiliser la position de M. Rabin chez lui, ce que Washington souhaite éviter. L'administration Clinton n'ignore pas, en effet, que le gouvernement israélien a déjà du mal à faire digérer à son opinion l'autonomie palestinienne à Gaza et à Jéricho d'abord, et que ce serait charger la barque que de vouloir négocier en même temps le retrait du Golan. « Avant de charger le système politique israélien d'un autre accord majeur, avec des arrangements complexes, la classe politique doit pouvoir se rendre compte que le premier accord marche », a fait valoir l'ambassadeur israélien aux États-Unis, M. Rabinovitch.

« Un véritable ami »

Pour faire bonne mesure, M. Clinton a aussi adressé, vendredi, un avertissement à Yasser Arafat, sommé de dénoncer les violences commises contre les Israéliens dans les territoires occupés. « Nous sommes tous conscients qu'il n'a peut-être pas un contrôle total de tous ceux qui agissent au nom du Fatah, a-t-il lancé. Mais Arafat, aux termes de l'accord, est tenu, au minimum, de condamner la violence ».

Il fallait encore rassurer les Israéliens, et M. Clinton s'y est employé en leur promettant que l'aide économique américaine - 3 milliards de dollars - serait maintenue, en dépit des restrictions budgétaires. « Je renouvelle l'engagement inébranlable de

l'Amérique, a-t-il dit, à maintenir et à renforcer l'avantage qualitatif d'Israël en matière de sécurité ».

La nouveauté, c'est que, dans ce que le *New York Times* appelle « l'ère de la diplomatie sans argent », les États-Unis doivent désormais trouver des moyens de satisfaire les demandes israéliennes sans débours. L'Etat hébreu souhaite notamment acquérir la nouvelle génération d'avions de combat américains, les F-15E, et cet achat sera sans doute au cœur des conversations qu'aura M. Rabin avec le secrétaire à la défense, Les Aspin.

Pour l'heure, M. Clinton s'est contenté de dire que l'administration travaillait à un accord permettant de « mettre à la disposition des Israéliens un certain nombre d'avions ». Mais il a aussi promis de voir avec le Congrès ce qu'il était possible

de faire pour « défrayer Israël du coût de la paix ».

Ces propos ont apparemment achevé de mettre du baume au cœur de M. Rabin, qui rentrera chez lui « plus fort à de nombreux égards » et convaincu que « nous avons, à la Maison Blanche, un véritable ami sur lequel nous pouvons compter ».

M. Rabin avait une autre requête, portant sur la réduction de la peine de prison à perpétuité, infligée, en 1987, à Jonathan Pollard, fonctionnaire américain reconnu coupable d'espionnage en faveur du gouvernement israélien.

M. Clinton ne s'est guère avancé, préférant attendre les recommandations du ministère de la Justice.

ALAIN FRACHON
et SYLVIE KAUFFMANN

EN BREF

CHINE : la eutte de Dang Xiaoping bat son plein. Réuni depuis jeudi 11 novembre à Pékin, le comité central du PC chinois devait décider d'importantes réformes économiques. Il s'est ouvert alors que la propagande se livre à un culte de la personnalité intense en faveur de Dang Xiaoping, l'« architecte en chef des réformes ».

YÉMEN : le président Saleh prend des mesures pour déamorcer la crise. Le gouvernement a annoncé, vendredi 12 novembre, à Aden, une série de mesures pour tenter de déamorcer la crise qui oppose le

chef de l'Etat nordiste, Ali Abdallah Saleh, à son adjoint sudiste, Ali Salem El Beid. Il a ainsi chargé le ministre de la défense de procéder « au démantèlement des barrières militaires et au redéploiement des unités de l'armée dans les positions qu'elles occupent avant la crise ». Le ministre de l'intérieur a été prié de « présenter à la justice les accusés » dans les attentats qui ont visé des cadres du Parti socialiste yéménite (PSY) dont est membre M. El-Beid (le Monde du 10 novembre). - (AFP)

Jérusalem somme M. Arafat de combattre le terrorisme

Suite de la première page

Bien que les deux négociateurs se soient rencontrés lundi et mardi au Caire, cette condamnation n'a été prononcée que vendredi par la voix de Fayçal Hussein, numéro un de l'OLP en Cisjordanie. Celui-ci a « dénoncé » le meurtre du colon, affirmé que les coupables avaient « violé les ordres de l'OLP » et indiqué que la centrale palestinienne allait « prendre des mesures contre ceux qui désobéissent aux consignes ».

Cette condamnation, de la part d'un homme qui a perdu de son importance depuis la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, n'a apparemment pas suffi aux dirigeants de l'Etat juif. Vendredi, la télévision a révélé que le chef de la diplomatie, Shimon Peres, avait téléphoné à Yasser Arafat pour lui réclamer des explications. Il s'est ensuite dit convaincu que « le Fatah a donné les ordres nécessaires » et qu'il considérait ce meurtre comme « une exception ».

Tenir

ses engagements

De Washington, M. Rabin, qui tente depuis quelques jours de déamorcer les tentatives de déstabilisation menée par les colons et leurs relais politiques à l'extrême droite, est allé plus loin. « L'OLP, a-t-il dit, doit condamner vigoureusement, publiquement et immédiatement toute action en violation flagrante avec les engagements qu'elle a pris de renoncer au terrorisme ».

« La base même pour faire avancer et progresser la paix en œuvre des accords, a-t-il ajouté, consiste pour chaque partie à tenir ses engagements ». Dans la lettre qu'il lui avait envoyée, le

9 septembre - quatre jours avant la signature des accords de paix - Yasser Arafat avait en effet précisé que l'OLP renoncerait « au terrorisme et à la violence », et se déclarait « responsable de tous les membres de l'OLP pour qu'ils se soumettent » aux accords.

Comme prévu, les organisations de colons juifs, qui avaient déjà déclenché des violences antipalestiniennes et des manifestations anti-gouvernementales pour dénoncer le meurtre du colon ainsi que les accords de paix, ont plaidé, vendredi, l'arrêt immédiat des négociations sur la mise en œuvre des accords de paix. Oud Ariel, le secrétaire général du principal mouvement de colons, qui avait été reçu pour la première fois, mercredi, par M. Rabin, l'a accusé de lui avoir « délibérément menti » pour lui avoir caché, lors de leur rencontre, le fait « qu'il savait déjà que le Hamas n'était pas responsable de cet attentat ».

Une fois encore, l'extrême droite parlementaire a réclamé l'arrêt des négociations avec l'OLP. Ce que Yossi Sarid, ministre de l'environnement, a refusé. Mesurant l'exploitation politique que les colons les plus extrémistes pouvaient tirer de cette affaire, et averti de l'érosion qui, selon les sondages, affecte le soutien aux accords de paix dans la population israélienne, le ministre, représentant de l'aile gauche de la coalition gouvernementale, a, lui aussi, invité l'OLP à « dénoncer ce meurtre, et à annoncer les mesures qu'elle entend prendre pour éviter la répétition de ce genre d'opérations, maintenant et à l'avenir ».

PATRICE CLAUDE

DIPLOMATIE

Lors d'une rencontre avec ses homologues allemand et polonais

Alain Juppé souscrit au principe d'un élargissement de l'OTAN

Les ministres français et allemand des affaires étrangères, Alain Juppé et Klaus Kinkel, ont exprimé, vendredi 12 novembre, à Varsovie, devant leur homologue polonais Andrzej Olechowski, le souhait de voir les pays d'Europe centrale associés plus étroitement aux structures de sécurité européennes et transatlantiques. Ils se prononcent également en faveur du principe d'un élargissement de l'OTAN. Ce vœu est exprimé dans une déclaration commune publiée par les ministres à l'issue de la troisième rencontre tripartite franco-germano-polonaise.

Le texte propose d'attribuer aux pays ayant conclu avec l'Europe des Douze un accord d'association un statut d'associé à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'organisme en charge des questions de défense. Il se prononce également pour un renforcement de la coopération de ces pays avec l'OTAN. Les ministres déclarent considérer le renforcement des liens des États d'Europe centrale avec ces deux structures « comme un complément naturel à leur coopération de plus en plus étroite avec l'Union européenne (les Douze) dans la perspective d'une adhésion future ».

Le statut d'association à l'UEO, pas plus que la coopération avec l'OTAN, ne répondent véritablement à l'attente des pays d'Europe centrale qui seraient d'obtenir des Occidentaux une garantie de sécurité. Seul une intégration à part entière leur permettrait en effet de bénéficier de la clause qui, dans les deux instances, stipule que si un Etat membre fait l'objet d'une agression les autres se portent à son secours.

A propos de l'OTAN, les ministres soulignent « l'importance de l'Alliance atlantique en tant que lien entre la sécurité de l'Europe et celle de l'Amérique

du Nord ». Considérant qu'une de ses « tâches essentielles consiste à contribuer à la sécurité de l'Europe tout entière », ils déclarent qu'à cette fin, un signal de l'Alliance indiquant qu'elle accepte le principe d'un élargissement revêtirait une grande importance ». Cette déclaration paraît refléter davantage la position allemande que celle de la France. On estimait en effet jusque-là à Paris qu'un élargissement de l'OTAN à certains seulement des pays anciennement communistes n'était pas souhaitable, parce que la Russie s'y oppose et qu'un élargissement incluant la Russie ne l'était pas non plus car il signifierait la fin de l'OTAN en tant que structure de défense.

Sans vraiment préciser leur point de vue sur cette question, les ministres ont indiqué à Varsovie qu'ils « veilleront à ce que les évolutions attendues de l'ensemble de la structure de sécurité européenne bénéficient à tous les États européens et ne soient dirigées contre personne » et soulignent que « le souhait de la Pologne d'approfondir ses liens avec l'Alliance atlantique s'inscrit dans ces préoccupations ».

C. T.

Alain Juppé en tournée au Proche-Orient. - Alain Juppé effectuera une tournée au Proche-Orient la semaine prochaine pour « faire le point de la situation et de l'évolution du processus de paix », a annoncé vendredi 12 novembre le Quai d'Orsay. Le chef de la diplomatie française se rendra à Damas mercredi. Il gagnera Amman jeudi à la mi-journée, puis Beyrouth en soirée et quittera le Liban vendredi pour participer au sommet franco-espagnol à Madrid et Tolède.

Un nouvel isolationnisme

Suite de la première page

Les collaborateurs de Bill Clinton contestent cette vision des choses. Ils font valoir l'ampleur des crédits alloués à Moscou, comme au « processus de paix » au Proche-Orient. Ils rappellent certes que l'issue du prochain débat au Congrès sur la ratification de l'ALENA (le traité sur la zone nord-américaine de libre-échange, incluant le Canada et le Mexique) est incertaine. Que l'opinion est de plus en plus hostile à un engagement militaire en Bosnie ou à Haïti. Et qu'elle plaide avec insistance pour le rappel de Somalia de ces mêmes boys qu'elle avait tant contribué, dans les derniers mois de l'administration Bush, à y faire envoyer. Mais il s'agit là, selon les sources dites autorisées, de problèmes spécifiques qui n'ont chacun son explication. Dans le cas de l'ALENA, qui combatte vigoureusement les syndicats, la crainte de perdre des emplois. Dans celui des opérations outre-mer, la complication extrême de dossiers où personne n'arrive à se retrouver. Les choses se présenteraient très différentes, à les en croire, si l'on était en face de deux

issues de questions clairement posées. Et le fait est que Bill Clinton vient, à quelques jours de l'expiration de son mandat, de proposer à Boris Eltsine un « partenariat pour la paix » et d'envoyer à la Corée du Nord une mise en garde sans équivoque contre toute tentative de répéter son agression de 1950 contre le Sud. Reste tout de même qu'il a été élu, contre un homme qui ne s'embarrassait qu'à la politique étrangère, par des citoyens attendant de leur président qu'il daigne s'occuper un peu d'eux : du chômage, de la dégradation des équipements, de la protection sociale, de l'insécurité croissante, de la drogue, du sida et du reste.

On les comprend : l'économiste, déjà cité, consacre sa page de couverture à « l'enfer » des villes américaines. D'où les slogans brandis l'an dernier, durant la campagne présidentielle, comme « America first » ou « The Economy, stupid! », « stupide » visant évidemment l'infirmité (jusqu'à un certain point) Bush.

La politique étrangère américaine a toujours été entre deux tendances, intro et extraverties. La première a présidé aux destinées de l'Union naissante, qui se voulait une autre Suisse, une oasis de

vertu. Le message d'adieu, la farewell address de George Washington, sur le thème du « non-entanglement », de la non-implication dans les affaires de la Babylonie européenne, était la base de son idéologie. Mais cette nouvelle Héloïse a largement ouvert ses portes, à la différence de l'autre, aux immigrants, et le continent sur lequel elle s'était établie n'était peuplé, en dehors de ses citoyens, que de nomades.

L'expansion était son destin naturel, comme l'avait si bien senti Napoléon. L'acquiescement de cet « impérialisme » contre lequel Lénine va entreprendre de mobiliser le prolétariat mondial. C'est l'époque de la guerre avec l'Espagne, des opérations répétées dans l'isthme et l'archipel caraïbes, de l'intrusion dans le Pacifique, de la médiation américaine dans la guerre russo-japonaise de 1904. L'opinion n'est pas unanime à soutenir cet expansionnisme : il faudra attendre trois ans pour que les États-Unis interviennent dans la première guerre mondiale, et le Congrès rejettera le projet d'ordre mondial, basé sur le traité de Versailles et la Société des nations, élaboré par le président Wilson.

L'isolationnisme durera jusqu'à la destruction par l'aviation japonaise, en novembre 1941, de la flotte américaine mouillée dans la rade de Pearl-Harbor. Le Congrès, après avoir approuvé l'entrée en guerre, s'abstiendra sans difficulté le nouveau projet d'ordre mondial de Franklin Roosevelt, basé sur les Nations unies et approuvé à Yalta. La doctrine Truman et le plan Marshall de 1947, l'amendement

Vandenberg et le pacte atlantique de 1949, l'intervention en Corée de 1950 consacreront pour la première fois, en opposition totale à la tradition de Washington, un engagement permanent des États-Unis dans le vieux monde. Malgré quelques poussées d'isolationnisme, particulièrement vives après la guerre du Vietnam, qui emmenèrent le Congrès à lier les mains de tout président cherchant à engager les boys dans des opérations lointaines, les États-Unis, aussi longtemps que subsistera une menace à l'est, agiront en leader du monde libre. Ronald Reagan se fera élire et réélire en battant l'orgueil national, et la guerre du Golfe portera un instant au zénith la cote de son successeur. On n'en est manifestement plus là. Quand 64 % de la population s'oppose, aux termes d'un récent sondage, au recours à la force pour réinstaller le président légitime d'Haïti, alors que les militaires de cette malheureuse République foulaient aux pieds les accords qu'ils viennent de conclure à cet effet, on se dit que décidément on passe le temps où l'Onu San ne supportait pas, surtout dans son « arrière-cour » cambodien, de se faire marcher sur les pieds.

Une impossibilité

Reste que l'isolationnisme est tout simplement une impossibilité, à l'époque de la mondialisation de l'économie, de l'incessant raccourcissement des distances et de la transmission instantanée, sur toute la planète, de l'information sous toutes ses formes. Aussi bien n'en trouve-t-on nulle trace, aux États-Unis, lorsqu'il s'agit d'organiser le commerce mondial dans un sens conforme à leurs intérêts. Ou de développer, grâce notamment au film et à l'audiovisuel, une légèreté culturelle qui progresse d'autant plus rapidement que la terre entière redemande fast-food, rock et jeans et que l'anglais devient de plus en plus - pour parler comme nos contemporains - un *must* si l'on veut se faire entendre. Quant à la France, elle ne saurait oublier qu'un de ses habitants sur quatre travaille pour l'exportation et que la francophonie constitue sa chance principale de continuer à parler sa langue.

De toute façon, on le sait bien, il n'y a pas de lignes, de murailles de Chine, de ligne Maginot ou Siegfried, de rideau de fer ou de mur

de Berlin qui ne finisse un jour par être emporté. La planète n'a plus de frontières infranchissables, et si elle est « balkanisée », pour reprendre l'expression d'Yves Lavan (1), c'est parce que les empires qui se partageaient le monde au début de ce siècle, en veillant au maintien de l'ordre dans leurs zones d'influence respectives, ont l'un après l'autre disparu, le dernier en date étant l'URSS.

Privés au moins provisoirement d'ennemi de leur taille, déçus dans leur espoir de voir la guerre du Golfe déboucher sur un ordre mondial dont ils auraient tiré les ficelles, les États-Unis ont de la peine à voir comment ils pourraient à eux seuls venir à bout des innombrables maux dont la TV débite chaque soir la lancinante, l'accablante chronique.

Le sondage du *Wall Street Journal* est de ce point de vue particulièrement instructif : 72 % des personnes consultées estiment qu'ils devraient laisser d'autres pays et les Nations unies diriger (to lead) la solution des crises internationales. Mais, c'est un gros mais, 71 % pensent qu'ils devraient participer aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Renonciation à gouverner le monde, disponibilité à s'associer avec ceux qui cherchent à régner sur les conflits : c'est exactement l'attitude de la Maison Blanche face au dialogue israélo-palestinien. Ce n'est pas de l'isolationnisme. C'est la reconnaissance, sans pour autant renoncer à se rendre utile du fait qu'on ne défient ni la vérité infuse ni les moyens d'imposer partout sa volonté.

On serait en droit de préférer cette approche à l'arrogance ou à la confusion dans on a eu tant d'exemples dans le passé) a) si nos amis d'outre-Atlantique voulaient bien étendre cette philosophie au GATT et au culturel ; b) s'ils mettaient un peu plus d'empressement à s'acquitter de leurs obligations financières envers les Nations unies ; c) si nous autres Européens nous montrions capables de les prendre au mot, ce qui supposerait, bien entendu, que nous communications par nous prendre par la main.

Mais est-il, à y bien réfléchir, une autre voie ?

ANDRÉ FONTAINE

(1) Rédaction récente, largement actualisée et enrichie, d'un livre paru il y a deux ans (*Le Monde* du 18 octobre 1991). Hachette Pluriel, 365 p.

INTERNATIONAL

AFRIQUE

LIBYE

Tripoli se dit « excédé » de voir l'ONU se soumettre aux pressions occidentales

La Libye a dénoncé, vendredi 12 novembre, dans un communiqué du ministère des affaires étrangères, le vote, la veille, par le Conseil de sécurité de l'ONU, d'une résolution qui renforce les sanctions qui la frappent. Ces sanctions visent à la contraindre à livrer deux de ses ressortissants, accusés d'être impliqués dans l'explosion, en décembre 1988, d'un Boeing 747 de la compagnie Pan Am, qui avait causé la mort de 270 personnes (le Monde du 13 novembre).

Tripoli a réaffirmé « son désir de parvenir à une solution rapide à cette crise artificielle », tout en disant « excédé de voir le Conseil de sécurité se soumettre, une fois de plus, aux pressions des Etats Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, qui ont recours exclusivement à la politique de la force et de menaces ». De son côté, le colonel Mouamar Kadhafi a répété, dans un entretien accordé au magazine *Middle East Insight*, son refus de faire juger hors de Libye les deux suspects. « Nous n'avons pas confiance dans l'Occident, a-t-il dit. Nous pensons que les Libyens soupçonnés ne seront pas traités de façon juste. » (AFP)

SÉNÉGAL

Peines de prison légères pour les manifestants de Dakar

Les quatre-vingt-sept personnes interpellées il y a une semaine à Dakar, parmi lesquelles trois députés d'opposition, ont été condamnées, vendredi 12 novembre, à six mois de prison avec sursis à l'issue d'un procès émaillé d'incidents. Elles étaient accusées de « participation à une manifestation non autorisée ». Le procès a été notamment perturbé, à plusieurs reprises, par les prévenus, qui ont chanté des chants religieux et scandé des slogans hostiles au président Abdou Diouf. Les condamnés ont été remis en liberté une fois la sentence prononcée. Ils ont un mois pour faire appel.

Un incident a également eu lieu le matin même du procès. M. Daouda Ba, président du Collectif des avocats des prévenus, a été molesté par les forces de l'ordre alors qu'il se rendait au palais de justice. Revêtu de sa robe d'avocat, M. Daouda Ba en en une altercation avec un policier qui lui demandait sa carte professionnelle. Estimant que sa tenue indiquait suffisamment sa qualité, l'avocat a refusé. Il a été « sévèrement molesté et même traîné dans la rue avant d'être embarqué par les policiers », a expliqué l'un de ses amis à la presse. (Reuters, AFP)

COMORES : nouveau report des élections législatives. — Le gouvernement des Comores a décidé de reporter d'une semaine le premier tour des législatives, initialement prévu le dimanche 14 novembre. Le premier tour se déroulera donc le 21 novembre, et le second à la date, inchangée, du 28. Ce nouveau report est le troisième depuis la dissolution de l'Assemblée fédérale, le 18 juin, par le président de la République. De nouvelles élections auraient dû avoir lieu quarante jours, au plus tard, après la dissolution. Le gouvernement a justifié ce nouveau report par des raisons techniques. (AFP)

CONGO : la correspondante de Radio-France Internationale menacée d'expulsion. — La direction de Radio-France Internationale (RFI) à Paris s'est vu notifier par télex, vendredi 12 novembre, l'expulsion de Frédérique Geot, sa correspondante au Congo depuis 1992. Le 4 novembre, Frédérique Geot avait été convoquée au ministère congolais des affaires étrangères, où elle avait été menacée d'expulsion à la suite de ses reportages sur les combats entre forces gouvernementales et partisans armés de l'opposition. (AFP)

COTE-D'IVOIRE : le président Houphouët-Boigny « fatigué »

ALGÉRIE

Les milieux politiques s'interrogent sur le futur rôle de l'armée

ALGER

de notre correspondant

L'Algérie a besoin d'une phase de transition « pour renforcer l'Etat » et elle doit mettre en place « les conditions nécessaires à un exercice sain de l'activité politique », venant d'un appareil d'Etat ordinaire, cette déclaration sibylline n'aurait guère d'intérêt. Prononcée en début de semaine, à Constantine, par le ministre de l'Intérieur, l'ancien colonel Salim Sadi, elle prend nettement plus de sens. Les échéances politiques et institutionnelles se rapprochent, en effet, à pas de géant. Et chacun s'interroge sur le rôle que l'armée pourrait éventuellement jouer.

D'ici au 31 décembre, date de la fin du mandat du Haut Comité d'Etat (HCE), qui tient lieu de présidence collégiale, le pays devra se choisir une nouvelle équipe dirigeante. La conférence nationale, à laquelle l'ensemble de la classe politique légale est invitée, se tiendra-t-elle, le 15 novembre, comme l'a annoncé la presse locale? Censée dégager un consensus politique minimum, cette conférence devrait fixer la forme et les étapes de la « période de transition », qui s'achèvera par l'organisation d'élections législatives et présidentielle. Tel est le scénario, prévu sur le papier.

A ce jour, seul le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) s'est dit partant pour la conférence nationale. Mais il n'est pas certain, malgré le dynamisme de son président, Saïd Sadi, que la décision prise par ce petit parti, à dominante kabyle — et n'ayant rassemblée, lors du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991, qu'un peu plus de 200 000 voix, — ait un quelconque effet d'entraînement. Les « économistes » politiques, le FLN, l'ancien parti unique d'Abdelhamid Mehri,

et le Front des forces socialistes (FFS) d'Ali Ahmed, réservent toujours leur position. Si l'on s'en tient au seul baromètre électoral, ces prétendus chefs ne passent pas aussi lourd que leur aura médiatique pourrait le laisser croire.

En 1991, le FLN était arrivé en deuxième position, derrière le Front islamique du salut (FIS), avec un peu plus de 1,6 million de voix, le FFS obtenait, pour sa part, les faveurs de quelque 510 000 votants. Des scores simplement honnêtes dans un pays qui compte près de 27 millions d'habitants dont la moitié inscrits sur les listes électorales. La dérive menaçait, que connaît l'Algérie depuis près de deux ans, ajoutée aux contraintes « administratives » imposées par l'état d'urgence, ont drastiquement réduit la marge d'influence des partis.

Appels du pied

Les âpres polémiques, opposant, par presse interposée, les défenseurs d'une « République moderne » (que personne n'ose proclamer « laïque ») et les partisans d'un dialogue « sans exclusion » (personne n'ose parler ouvertement de FIS) se passionnent plus grand monde, tant est manifeste l'impuissance des uns et des autres. « Les islamistes sont-ils solubles dans le dialogue? », s'interrogeait déjà, au début de mai, un quotidien algérois. Sept mois plus tard, la question est la même. Mais l'extension brutale des « maquis » islamistes, sur lesquels les dirigeants historiques du « parti de Dieu », emprisonnés ou en exil, n'ont, eux-mêmes, pas forcément prise, la rend, de semaine en semaine, un peu plus vaine. Rien d'indiquant que l'armée, plus que jamais « au cœur du pouvoir », ait encore franchi le débat. La prose triomphaliste de certains titres de

la presse, estimant qu'après la récente opération de la police française, « les réconciliateurs » (surnom donné aux partisans d'un compromis avec l'électorat du FIS), de part et d'autre de la Méditerranée, voient leurs illusions partir en fumée », relève du vœu pieux. Quant aux rumeurs sur l'éventualité d'un coup de force des militaires, elles ne sont pas nouvelles.

Au début de juin, l'hebdomadaire *la Nation* fustigeait déjà cette « solution extrême » : celle d'un nouveau putsch, prôné ouvertement par les courants « modernistes ». « Leurs appels du pied à une intervention de l'armée, qui imposeraient la rupture par le sommet, n'ont jamais cessé », ajoutait le journal. L'armée, souvent donnée comme le dernier rempart contre le péril islamiste, sera-t-elle finalement séduite par les sirènes putschistes? L'Algérie n'est pas la Turquie. Et encore moins l'Iran. Si l'armée, qui dirige le pays sans le gouverner, prenait, seule, le visage découvert, les rôles du pouvoir politique, ce serait par défaut de candidats civils.

Que cette hypothèse se confirme ne changerait pas grand-chose, sur le plan militaire : d'une guerre larvée, l'Algérie basculerait dans la guerre... tout court. La « capacité de nuisance » des groupes islamistes armés « ne pourra être éliminée qu'avec du temps et d'autres sacrifices », admettait récemment le quotidien *l'Algérie républicaine*. L'armée et les islamistes, seuls face à face? C'est déjà plus ou moins le cas. L'Algérie s'apprête-t-elle à franchir un pas supplémentaire dans cette voie? Elle devra alors, pour longtemps, faire son deuil des rêves démocratiques et du retour au processus électoral.

CATHERINE SIMON

BURUNDI

Le ministre des affaires étrangères succède au président Ndadaye à la tête du parti au pouvoir

NAIROBI

de notre correspondant

Sylvestre Ntibantunganya, ministre des affaires étrangères, a été élu, jeudi 11 novembre, à la présidence du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU). Il succède à la tête du parti au pouvoir, au président Melchior Ndadaye, assassiné lors du coup d'Etat du 21 octobre, et son élection vient étayer les analyses de ceux des observateurs qui voient en lui le prochain chef de l'Etat burundais.

Ce fidèle compagnon de route

du président Ndadaye est né en 1956 à Gishubi, dans la province de Gitega. Craignant pour sa sécurité — il est d'origine tutsi —, il s'exile en 1979 au Rwanda, où il achève une licence d'histoire et de géographie et se lie d'amitié avec M. Ndadaye, réfugié depuis 1972. Ensemble, ils décident de rentrer au pays en 1983 pour « reprendre contact avec les progressistes de l'intérieur ». Trois ans plus tard, il fonde clandestinement le FRODEBU, avant de devenir producteur à la radio-télévision nationale.

M. Ntibantunganya est père de

trois enfants et veuf depuis le 21 octobre. Ce jour-là, les putschistes avaient fait irruption à son domicile pour l'arrêter. Fuyant de nuit, il avait échappé à ses soldats avant de se marier. Ce meurtre montre la détermination des putschistes à vouloir éliminer celui qui est considéré comme la « tête pensante » du FRODEBU. Le nouveau président du parti au pouvoir est encore l'un des hommes politiques les plus menacés du pays. « Les auteurs du putsch (qui ne sont pas encore identifiés) n'ont toujours pas renoncé à me tuer », dit-il. « Si une autre tête du FRODEBU tombe, c'en est fini du Burundi », ajoute-t-il, évoquant les massacres ethniques déclenchés par le coup d'Etat.

Le président de l'Assemblée nationale ayant été assassiné le jour du putsch, M. Ntibantunganya souhaite que soit rapidement élu son successeur, qui assurerait l'intérim du chef de l'Etat jusqu'aux prochaines élections. Celles-ci ne sont pas envisageables avant un an, estime-t-il, car il faut d'abord rétablir la paix sur tout le territoire, rapatrier les quelque 700 000 réfugiés, et rétablir un climat de confiance entre les deux communautés.

JEAN HÉLÈNE

EUROPE

RUSSIE

Boris Eltsine critique pour la première fois son ministre de la défense

Le président russe, Boris Eltsine, a critiqué pour la première fois publiquement son ministre de la défense, Pavel Gratchev, qu'il a accusé d'avoir été totalement indécis lors de l'insurrection du Parlement, début octobre. « Mon ministre de la défense n'arrivait pas à se décider », a déclaré Boris Eltsine dans une interview, vendredi 12 novembre, à la chaîne allemande ARD, ajoutant que « la responsabilité qui lui incombait était apparemment trop grande et il redoutait que les militaires ne suivent pas ses ordres. (...) J'étais de l'avis que le ministre de la défense devait agir lui-même mais il n'a rien fait, c'est pourquoi je lui ai donné des ordres ».

Il y a une semaine, M. Eltsine avait, au contraire, fermement défendu la réputation de Pavel Gratchev et dénoncé une campagne de presse évoquant le prochain limogeage du ministre de la défense. Cette disgrâce était alors attribuée à un flottement au sein du commandement militaire dans la nuit décisive du 3 au 4 octobre, avant l'assaut contre le bâtiment du Parlement dissous.

M. Eltsine a reconnu qu'il avait un moment douté de la

loyauté de l'armée. « Il y a eu une période d'incertitude lorsque les troupes ne sont pas arrivées », a-t-il dit. Il a également confirmé les propos du général Dimitri Volkogonov qui a déclaré que les forces de sécurité n'avaient réellement accordé leur soutien au chef de l'Etat qu'au soir du 3 octobre. Le président s'est aussi déclaré convaincu que les putschistes étaient déterminés à le tuer ainsi que sa famille.

Il a ajouté qu'il avait depuis longtemps préparé son affrontement avec ses adversaires majoritaires au Parlement. « J'ai écrit le décret de dissolution du Parlement de ma propre main, personne n'en a rien su, je l'ai mis dans mon coffre-fort et j'ai attendu que le moment soit favorable ».

Interrogé sur ses propres faiblesses, Boris Eltsine a reconnu qu'il avait du mal à accepter la critique : « Je suis souvent intolérant », a-t-il admis. Mais il a vigoureusement démenti les rumeurs qui font de lui un alcoolique : « Je ne bois jamais ou point d'être ivre. » (AFP, Reuters)

Les Nations unies exigent le retrait des Arméniens du sud-ouest de l'Azerbaïdjan

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé, vendredi 12 novembre, le retrait des forces arméniennes du district de Zanguean et de la ville de Goradiz, dans le sud de l'Azerbaïdjan. Bakou, Téhéran et Ankara ont récemment demandé au Conseil de sécurité d'agir et ils ont accusé l'Arménie d'aider les forces arméniennes du Haut-Karabakh.

De son côté, le gouvernement d'Erevan rejette toute implication dans les combats, qui relèvent selon lui des seuls dirigeants du Haut-Karabakh, une enclave d'Azerbaïdjan peuplée en majorité d'Arméniens, qui a proclamé son indépendance en 1991. Les

combats se sont étendus ces derniers mois hors de l'enclave et les Arméniens, depuis leur dernière offensive de la fin octobre, occupent désormais près de 20 % du territoire de l'Azerbaïdjan.

La résolution recommande aux parties en conflit de poursuivre la recherche d'un règlement négocié et demande au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, et aux organismes internationaux de fournir d'urgence une aide humanitaire aux réfugiés qui ont fui l'avancée arménienne dont le nombre est évalué entre vingt et trente mille personnes. (Reuters, AFP)

ALLEMAGNE : démission du maire de Rostock. — Le maire de Rostock (ex-RDA) a annoncé sa démission, vendredi 12 novembre, après avoir été accusé, dans un rapport officiel, de graves négligences lors des émeutes xénophobes qui avaient secoué la ville en août 1992. Un rapport d'équipe parlementaire sur ces violences, publié jeudi, affirme que Klaus Kilimano a été totalement dépassé par les événements et porte une « responsabilité politique et morale ». Pendant cinq mois consécutifs, du 22 au 27 août 1992, des centaines de jeunes Allemands débauchés, aiguillonnés par des néo-nazis et encouragés par des milliers de badauds, avaient attaqué et incendié un foyer où habitaient des demandeurs d'asile roumains et des travailleurs immigrés vietnamiens, dans la banlieue de Rostock. (AFP)

La ligne est-ouest du métro de Berlin réunifiée. — Après trente-deux ans de séparation provoquée par la construction

du Mur, la ligne de métro traversant Berlin-Ouest est en ouest, sera ouverte en cootinité, samedi 13 novembre. Quatre stations de cette ligne de métro, construite au début du siècle, avaient été fermées en 1961, isolant les deux parties de la ville. (Reuters)

GRÈCE : manifestation contre l'extrême droite. — Trois personnes ont été blessées, vendredi 12 novembre à Athènes, à l'issue d'une manifestation de cinq mille étudiants qui protestaient contre une agression néonazie commise, mardi, sur une lycéenne, à l'indignation la police. Après la manifestation, environ quatre cents personnes se sont dirigées vers le centre d'Athènes où se trouvaient les locaux des mouvements néonazis. En chemin ils ont brisé les vitres de plusieurs magasins. La police a riposté avec des grenades lacrymogènes mais n'a procédé à aucune arrestation. (AFP)

THEATRE

↑ MOGADOR ↓

lundi 15 novembre 93 à 20h30

concert exceptionnel de la grande chanteuse grecque

HARIS ALEXIOU

Le théâtre Mogador, 25, rue de Mogador Paris 9ème. Métro : St. Michel. Tél. 47 85 45 30



مكناز النحل

EUROPE

La situation dans l'ex-Yugoslavie

Les combats entre Musulmans et Croates s'intensifient en Bosnie

Tandis que les combats entre forces croates et musulmanes de Bosnie se poursuivent, le ministre croate des affaires étrangères, M. Gracan, en visite à Sarajevo, et le premier ministre bosnien, M. Izetbegovic, ont déclaré, vendredi 12 novembre, après cinq heures d'entretiens, qu'ils s'efforçaient d'obtenir un cessez-le-feu.

La visite du ministre croate à Sarajevo semble une tentative de dernière heure pour arrêter les combats, alors que l'hiver arrive en Bosnie. M. Gracan a précisé qu'une autre rencontre entre les gouvernements de Sarajevo et de Zagreb était prévue dans une semaine. « Le principal objectif de la prochaine réunion sera d'aboutir à un cessez-le-feu véritable et définitif », a-t-il dit.

Au moment même où se tenait la rencontre Gracan-Izetbegovic, les forces musulmanes attaquaient le bastion croate de Kiseljak, une des rares villes de Bosnie encore épargnées par la guerre, où se trouve le QG de la FORPRONU. Jeudi, un membre de la présidence bosnienne avait pourtant affirmé que les attaques contre les enclaves croates allaient cesser pour montrer « la bonne volonté de l'armée » bosnienne.

Selon l'agence croate Habena, cinq personnes ont été tuées par des tirs d'artillerie des 3^e et 6^e unités de l'armée bosnienne contre Kiseljak, qui se trouve à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Sarajevo. Les forces croates ont répliqué aux attaques musulmanes.

Des chars croates ont fait mouvement dans la ville, et dit un capitaine de la FORPRONU, qui n'a pas pu confirmer le bilan

fourni par l'agence Habena. Les forces croates ont lancé une offensive contre les musulmans entre Fojnica et Bakovici, à l'ouest de Kiseljak, a indiqué le porte-parole de la FORPRONU. Elles ont tiré trente salves d'obus à cinquante mètres d'un hôpital psychiatrique de Bakovici.

« Il y a plus de cent patients à l'intérieur. Beaucoup sont sur le point de mourir et ne peuvent être transportés », a ajouté le porte-parole en précisant que l'ONU avait envoyé sur place deux véhicules blindés pour protéger l'hôpital.

Les combats se sont, d'autre part, poursuivis à Mostar, où les Croates ont continué de bombarder le quartier musulman enclavé. A Belgrade, le FORPRONU a signalé que les attaques croates contre les forces de l'ONU et les missions humanitaires à Mostar se multipliaient. (AFP, Reuters.)

Un nouveau chef d'état-major pour le HVO. - Le général Ante Rosso, officier de l'armée croate originaire d'Herzégovine, a été nommé chef d'état-major du HVO (forces croates bosniaques). Ancien de la Légion étrangère française, le général Rosso exerçait jusqu'à présent les fonctions de chef des unités spéciales des forces armées de Croatie. Le départ de son prédécesseur, le général Praljak, était attendu, après un massacre attribué au HVO dans le village musulman de Stupni-Do (centre de la Bosnie), fin octobre, et la chute de Vares aux mains des musulmans il y a huit jours. (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Défense et illustration des « casques bleus »

CHROÏE ET OSER du général Morillon. Grasset, 216 pages, 95 F.

Certains, sur place, parmi les musulmans, l'avaient baptisé « Philippe de Bosnie ». Ce n'était pas par dévotion ou pour flatter son ego. Mais c'était en hommage à son action d'infatigable négociateur, qui s'était soudain de passage pour une Bosnie martyrisée. La grande presse internationale l'avait appelé « général Courage », après son coup d'éclat à Srebrenica, lorsqu'il devint le prisonnier-volontaire de populations menacées d'extermination. Le général Philippe Morillon a été l'un et l'autre à la fois. Il est témoin, et, à sa façon, dans sa chronique de Sarajevo, qu'il a intitulée *Chroïe et oser*.

Son livre a vu tout d'abord la terre, épergner à son lecteur les doctrines de la stratégie qu'il aurait pu vouloir lui donner. Il a aussi vu tout d'abord le bon de tirer les enseignements quasi philosophiques de son expérience d'un « patron » des forces de l'ONU en Bosnie-Herzégovine d'octobre 1992 à juillet 1993.

Encore sous le coup de ses aventures, le général Morillon livre, en réalité, une sorte de carnet de route. Il a commencé à le rédiger en mai 1993, à Srebrenica, là où sa légende - il en convient lui-même - a pris son envol. *Chroïe et oser* est un livre-plaidoyer, qui prend la défense des « casques bleus » dans un pays où le déshonneur et le meurtre ont fait de la vie une lutte pour la survie, les chefs des différentes factions

en conflit tombent à bras raccourcis sur les soldats de la paix.

Non, pense le substatant « Philippe de Bosnie », ses « casques bleus » ne sont pas des « soldats parfumés », comme on les a accusés, qui tournent les talons dès que tonne le canon. Pas davantage, ils n'ont choisi leur camp ou ils n'ont dévié de leur mission. Le général Morillon compare auvent leurs tâches et leur comportement sur le terrain à « un affrontement des volontés », lorsque la victoire s'obtient sans jamais tirer un coup de fusil, mais par la persuasion et la parole sans fin. Il pose là le problème de fond de ces actions de paix : comment faire passer des idées, des principes à l'ONU, qui transformant les militaires en diplomates, voire en politiques, comme si ces métiers avaient été enseignés aux officiers dans les écoles de l'art. Si « un outil militaire » est nécessaire au secrétaire général des Nations unies, « cet outil mondial de maintien de la paix, considère l'auteur de *Chroïe et oser*, devra être subordonné au pouvoir politique ».

« Chef militaire, conclut le général Morillon, je suis convaincu que la primauté doit rester au politique. » Une façon comme une autre, peut-être, d'indiquer que - dans le cas de la Yougoslavie, comme dans d'autres situations du même acabit - c'est faute de politique en état de tenir ses responsabilités que le militaire s'est porté sur le devant de la scène.

JACQUES ISNARD

UKRAINE : Washington demande la ratification de START 1. - Les Etats-Unis espèrent toujours que le Parlement ukrainien examinera, lors de la session en cours, la ratification des traités de désarmement stratégique START 1 et de non-prolifération nucléaire (TNP), a indiqué, vendredi 12 novembre, le département d'Etat. « Nous exerçons une pression très forte à cet effet », a

déclaré le porte-parole, Michael McCurry, au lendemain de la décision du Parlement de Kiev de reporter, sine die, la question de la ratification du traité START. A cette occasion, les dirigeants ukrainiens ont clairement laissé entendre que les 175 millions de dollars promis par les Etats-Unis pour le démantèlement des missiles étaient insuffisants (le Monde du 13 novembre). (AFP.)

Grande-Bretagne : embarrassant « Irakgate »...

Le juge Scott a désormais la preuve que le gouvernement a bien violé ses propres directives sur l'exportation d'équipements à caractère militaire

La commission d'enquête sur l'« Irakgate » a maintenant la preuve que le gouvernement britannique a délibérément contourné ses propres directives concernant l'exportation illégale d'armements en Irak. Reste à savoir à quel niveau cette politique a été entée.

LONDRES

de notre correspondant

Des ministres qui ne « savaient pas » et à qui les bons dossiers n'ont pas été « transmis », des hauts fonctionnaires qui ne faisaient qu'« obéir » à des instructions « verbales », des diplomates qui ont « oublié » les faits, un espion qui accuse un ministre en exercice de trahison la vérité, obligeant le chef du contre-espionnage (MI6) à s'excuser auprès du même ministre.

La commission d'enquête sur l'« Irakgate », formée en novembre 1992 et présidée par le juge Richard Scott, aura tout entendu depuis près d'un an qu'elle a commencé ce travail de Sisyphe consistant à traquer la vérité dans le labyrinthe des milieux officiels. Les commentateurs les plus pessimistes quant aux chances de lord Justice Scott, ce magistrat tenace, de faire toute la lumière sur une affaire qui relève de la « raison d'Etat » soulignent

que tout cela permettra peut-être d'engager une réforme sur la transmission de l'information au sein du gouvernement.

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que les directives établies en 1984, au début de la guerre Iran-Irak, et prévoyant l'interdiction d'exporter des équipements à caractère militaire à destination de ces pays étaient toujours en vigueur en 1990, au moment de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein. C'est-il un acheter pour près de 250 millions de livres (1) d'équipements militaires à des sociétés britanniques entre 1988 (date du cessez-le-feu irano-irakien) et 1990 ? La réponse à cette question se résume à un mot : « flexibilité ».

Parmi les nombreux témoins entendus par le juge Scott, la plupart semblent handicapés par une mémoire étrangement chancelante. L'un d'eux cependant, William Waldergrave, actuel ministre chargé du duché de Lancastre et de la « charte des citoyens » (2), a fourni une explication claire : « Après le cessez-le-feu [irano-irakien], le secrétaire au Foreign Office a autorisé une approche de ces directives qui permettait une plus grande flexibilité s'agissant du contrôle d'équipements industriels comme les machines-outils. »

C'est grâce à cette nouvelle interprétation que la société Matrix Churchill a pu livrer à l'Irak, avec les encouragements officiels, des machines-outils permettant de fabriquer des armements, y compris nucléaires.

Les méandres de Whitehall

Ces directives, a expliqué M. Waldergrave, n'auraient pu être changées qu'avec l'accord du secrétaire au Foreign Office, du premier ministre et du Parlement, « ce qui n'a pas été le cas ; donc, e-t-il ajouté, elles n'ont pas été changées ». Au-delà de ce sophisme, M. Waldergrave a reconnu qu'il avait en tort - avec d'autres - d'approuver l'exportation de ces équipements, mais il l'a fait en parlant sur la « probabilité » que ceux-ci serviraient à un usage civil. Or, à l'époque, de nombreux rapports émanant des services secrets prouvaient que les Irakiens utilisaient ces machines-outils à des fins militaires. M. Waldergrave a répondu que ces informations ne lui avaient pas été transmises.

Affirmation successivement démentie par un agent de MI6 (pour lui, M. Waldergrave était forcément au courant), puis

confirmée par un haut fonctionnaire, Stephen Lampton, qui était chef adjoint de la section Moyen-Orient au Foreign Office. Selon lui, il n'y avait « aucun doute » au ministère que le programme de missiles irakiens était poursuivi grâce aux exportations de Matrix Churchill. Seulement voilà : le fonctionnaire qui avait informé M. Waldergrave occupait son poste depuis peu et n'avait donc pas accès aux informations « sensibles ». Bref, le ministre s'est rendu, en novembre 1989, à un conseil inter-ministériel qui devait se pencher sur le cas de Matrix Churchill armé de « notes » sans consistance.

Avec persévérance, le juge Scott poursuit des pistes, mais les responsabilités semblent se diluer dans les méandres administratifs de Whitehall. Il doit entendre d'autres ministres ainsi que lady Thatcher, en décembre, et John Major, en janvier. La « vérité » finira-t-elle par émerger ? Le combat du juge Scott semble parfois tout aussi ardu que celui contre l'hydre de Lerne.

LAURENT ZECCHINI

(1) Un livre sterling vaut environ 8,70 francs.
(2) M. Waldergrave était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de juillet 1988 à novembre 1990. Il est actuellement chargé de rédiger un « charte des citoyens », promise par les conservateurs aux dernières élections.

LOIN DES CAPITALES

Charleroi, mémoire wallonne

CHARLEROI

de notre envoyé spécial

« Institut Jules-Destrée, 3, rue du Château, 6032 Charleroi, Wallonie ». Certains titres d'adresses sont tout un programme à eux seuls. On conçoit quand même aux Français qui voudraient commander les livres publiés par cette maison de faciliter le travail des postes en écrivant « Belgique », comme il se doit, sans prendre au pied de la lettre ce clin d'œil aux Belges francophones.

Au demeurant, s'ils ont de fortes convictions régionalistes, les membres de l'institut se défendent d'être des séparatistes, à commencer par le directeur, Philippe Destatte, qui, entre ses activités à Charleroi, assume à Bruxelles la fonction de chef de cabinet adjoint du socialiste Jean-Maurice Dehousse, ministre national - pardon, « fédéral », réforme de la Constitution oblige - de la politique scientifique.

Charleroi n'est pas seulement une ancienne cité minière à la recherche de nouvelles activités. Ce n'est pas uniquement un bastion socialiste où, le jour de la fête du travail, Philippe Busquin, président du PS, reçoit ses amis dans un café-restaurent ayant pour enseigne le Maelon d'au huit heures, vieux rappel des luttes ouvrières pour des cadences plus humaines, en face de l'hôtel de ville. C'est aussi le lieu de la mémoire wallonne depuis la création de l'institut - à la fois maison d'édition, centre de recherches et d'activités culturelles - qui porte le nom d'un des plus illustres de ses fils.

En août dernier, pour le cent trentième anniversaire de sa naissance, un hommage fut rendu à Jules Destrée, dans le cimetière de Marcinelle, la cité des faubourgs, tristement célèbre pour une catastrophe minière en 1956. Quelques jours après que des dizaines de milliers de néerlandophones et de francophones se furent mêlés pour défilier devant la dépouille mortuaire de Baudouin I^{er}, chacun se rappelait l'épopée fameuse de Destrée à Albert I^{er} : « Sire, vous régnerez sur deux peuples. Il y a en Belgique des Wallons et des Flamands : il n'y a pas de Belges. »

C'était en 1912, Jules Destrée, député socialiste de Charleroi, écrivain, brillant tribun, s'adressait au souverain par le biais d'une Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre qui eut un immense retentissement après sa publication dans le *Journal de Charleroi*, où l'auteur publia plus de mille articles de 1893 à 1935. Cet événement entraîna la réunion d'une Assemblée wallonne et le choix du coq comme emblème de la Wallonie, face au lion flamand.

Il y a toutefois une récupération abusive de l'homme politique carolégien par certains intégristes wallingants. Destrée avait une pensée moderne, mais il ne souhaitait pas l'écarter de la Belgique. Albert I^{er} ne s'y trompa pas qu'il le laisse devenir ministre

des arts et des sciences après la Grande Guerre. Sa première réaction avait été nuancée : « J'ai lu la lettre de Destrée. Tout ce qu'il dit est absolument vrai, mais il est non moins vrai que la séparation administrative aurait un mal entraînant plus d'inconvénients que de dangers que la situation actuelle. »

Pourtant, la fédéralisme institué par la réforme constitutionnelle du printemps dernier rassemble fort à cette « séparation administrative » naguère redoutée par la loi. Les exégètes trouvent d'ailleurs dans les écrits abondants de Destrée des passages « prouvant » qu'il avait la « vision » d'un futur fédéralisme, notamment dans le *Compromis des Belges*, ouvrage signé avec le Flamand Camille Huysmans en 1929.

Terre romaine

A cette époque, Destrée, enfonçant la dague dans l'« Etat-Union d'Europe », plaçait pour un fédéralisme au niveau du Vieux Continent en le présentant comme « le système politique qui accorde le plus d'autonomie aux groupes, laissés libres de se regrouper selon leurs mœurs particulières et réunis dans un accord souple pour un effort commun ».

Ce patronage fédéraliste et européen permit à la petite équipe de l'Institut Jules-Destrée de développer sans ennui avec le pouvoir politique ses activités de conservatoire wallon dans un bâtiment banal de la périphérie carolégienne. Bien qu'ils soient

rois qui proclamaient dès 1939 : « Il est nécessaire et grand temps que les Wallons s'occupent davantage de leur histoire. Celle-ci ne le cède en rien comme intérêt et importance à l'histoire de la Flandre, bien au contraire. »

Début du livre : « Depuis des siècles, la terre des Wallons est une terre romaine et n'a pas cessé de l'être. Voilà le fait capital de l'histoire des Wallons qui explique leur façon de penser, de sentir, de croire. D'autre part, dans l'ensemble du monde roman, la terre des Wallons, coincée entre des territoires germaniques, occupe une situation spéciale, une position d'avant-garde. »

Où encore : « Dans les milieux dirigeants bruxellois - en apparence francophiles - règne un sentiment de jalousie, un esprit de dénigrement systématique vis-à-vis de notre grande voisine. La situation de la Wallonie est très bien comprise : on craint que les Wallons ne regardent trop vers le Sud. »

Félix Rousseau n'était pas seulement un érudit. Pendant la seconde guerre mondiale, il participa à la lutte contre le nazisme dans la presse clandestine, écrivant par exemple dans la *Wallonie catholique* du 15 décembre 1943 : « Les Wallons n'existent qu'en fonction de la France, qu'ils participent à son rayonnement comme à son déclin. » Et da augérer ailleurs que tous les Wallons « réclament, dès la fin de la guerre en Europe, une révision de la Constitution qui fasse de la Belgique un Etat fédéral où les mandats de Wallons puissent vivre côte à côte, les uns comme les autres, maîtres chez eux et maîtres de leur propre destinée. » On voit, grâce à la dévotion de Philippe Destatte aux grands ancêtres, que le « réformisme de l'Etat » défendue ces derniers mois par le premier ministre Dehaene répond à des aspirations anciennes.

Il y a belle lurette, en Belgique, que l'enseignement est « communautaire », entendez qu'il est confié aux pouvoirs francophones et néerlandophones. Pourtant, certains Wallons ne sont pas satisfaits des programmes actuels. Un rapport établi à la demande d'Yvan Ylief, alors ministre de l'éducation des francophones, concluait en 1991 : « Certains événements de notre histoire ont été systématiquement écartés, comme le rôle du mouvement flamand parallèlement au mouvement flamand [...] Des recueils de documents d'histoire locale et régionale devraient être constitués, comme il en fut composé pour l'histoire de la Belgique. »

A Charleroi, des Pères jésuites, des religieux, travaillent main dans la main avec des socialistes bon teint pour collectionner les saintes écritures wallonnes, les annoter, les préfacier et les publier sous le bannier de l'Institut Jules-Destrée. Avec l'espoir que les jeunes générations d'enseignants se serviront de leurs travaux pour « rendre leur histoire » aux écoliers de Liège, de Mons ou de Namur.

JEAN DE LA GUÉVRIÈRE



POLITIQUE

L'assemblée générale du mouvement écologiste à Lille

Le premier vote sur les motions d'orientation a consacré la « balkanisation » des Verts

LILLE
de notre envoyé spécial

UNE RÉUNION CONFUSE. Le premier vote sur les dix motions d'orientation soumises à l'assemblée générale des Verts, réunie à Lille du vendredi 12 au dimanche 14 novembre, a confirmé la division du mouvement. Faut-il poursuivre la stratégie de transformation, la définition du rôle écologiste, la récomposition politique et l'Europe. C'est, notamment, autour du thème de la récomposition politique que se dessinent les principaux clivages. La procédure de vote peut permettre, pour l'élaboration du texte final, de retenir un paragraphe d'une motion et un paragraphe d'une autre motion.

Clivages. Pour Antoine Wechsler, majoritaire au sein des Verts depuis 1988, il n'y a pas de partenaires naturels pour constituer des partenariats de gouvernement. Il ne peut y avoir que des partenariats occasionnels, de droite ou de gauche, établis en fonction d'un rapport de forces électoral, sur des contrats d'objectifs.

Pour le courant Verts au pluriel, animé depuis le printemps 1991 par Dominique Voynet et Yves Cochet, le changement de gouvernement, en mars dernier, place les Verts résolument dans l'opposition et les conduit à rechercher « le dialogue et la confrontation » avec les forces de gauche.

Le courant animé par André Buchmann prône un dialogue « à visage découvert » avec le Parti socialiste. Il est influencé par les amis de Pierre Juquin.

A l'opposé, depuis l'été dernier, les Verts indépendants principalement implantés dans les régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Rhône, regroupent les plus farouches partisans du « ni droite, ni gauche », baptisés « Kymers verts ».

Dans le plus pur style des congrès du Parti socialiste, les militants des Verts, réunis en assemblée générale à Lille, ont passé toute la nuit du vendredi 12 au samedi 13 novembre à rechercher une synthèse entre les dix motions d'orientations différentes qui restaient en présence au terme d'un premier tour de scrutin. Après deux tentatives effectuées grâce à un système électronique, qui a fourni des résultats erronés, les écologistes ont dû se résoudre à se retrouver vendredi en séance de nuit pour se déterminer de façon plus traditionnelle, à l'aide de bulletins de vote.

Ce premier tour de scrutin a consacré la « balkanisation » du mouvement : sur 3 023 suffrages exprimés, la motion présentée par Dominique Voynet a obtenu 26,99 % des voix, devant celle d'Antoine Wechsler (19,35 %), de Dominique Planckaert (15,28 %), de Dominique Planckaert, porte-parole des Verts du Nord-Pas-de-Calais (12,30 %), de Jean-Jacques Bertrand, porte-parole des « Verts indépendants » (10,58 %) et de cinq autres motions, dont aucune n'a dépassé 5 %. Ce résultat confirme la défaite attendue de M. Wechsler (le Monde du 12 novembre), mais il indique,

aussi, un tassement des « Verts au pluriel », animés par M. Voynet.

Lors de la précédente assemblée générale, en novembre 1992, à Chambéry, où il n'y avait, il est vrai, que cinq motions en présence, M. Voynet avait recueilli au premier tour de scrutin 37,2 % des voix et M. Wechsler 30,6 %. Par le jeu des chaises musicales, consistant à éliminer à chaque tour la motion ayant recueilli le moins de voix, l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1988 était parvenu à se constituer une fragile majorité de 51,1 % des suffrages, au quatrième tour de scrutin.

Pour tenter de dégarer une majorité en leur faveur, les deux principaux responsables des Verts n'ont donc, cette année encore, d'autre choix que de négocier séparément avec les représentants des autres motions, notamment M. Buchmann et M. Planckaert, qui ont bénéficié de l'extrême lassitude des militants de base devant la guerre des chefs. Tard dans la nuit, M. Wechsler, qui a déjà été devancé par sa rivale lors de la désignation par les régions des députés au prochain conseil national international, se désistait pas de renouveler l'opération qu'il avait su conduire avec succès l'an passé à Chambéry. Toutefois, une alliance de ce parti avec les

« Verts indépendants », les plus farouches partisans du « ni gauche ni droite », aurait eu effet de repousser vis-à-vis des amis de M. Planckaert, favorables à une conception « ouverte » de l'autonomie politique.

M. Juquin veut sortir du « purgatoire »

De son côté, M. Voynet a plaidé pour un ancrage résolu des Verts dans l'opposition au gouvernement, mais, soucieuse de donner des gages à ceux qui interprètent ce positionnement comme un ancrage à gauche, elle a évoqué l'affaire du Rainbow Warrior, la poursuite de la politique nucléaire et le refus de la proportionnelle, en adressant cette mise en garde aux socialistes : « Nous n'avons pas la mémoire courte. Nous n'avons d'ailleurs privilégiés dans les appareils politiques en place ».

Cependant, alors qu'elle s'efforçait, depuis le début de l'assemblée générale, de se présenter en rassembleur, M. Voynet a été en quelque sorte déborder sur sa gauche par le sensibilité de M. Buchmann, animé depuis plusieurs mois par des proches de Pierre Juquin, ancien membre du bureau politique du Parti communiste, qui lui-même fait sa réapparition à Lille deux ans après son adhésion chez les Verts

et qui a annoncé son intention de « sortir du purgatoire ». L'un de ces « juquins », Jean-Paul Delage, directeur de la revue *Écologie politique*, a ainsi affirmé : « Aucun accord au plan national n'est à l'ordre du jour, mais il faut discuter avec le Parti socialiste à visage découvert, parce ce parti est, comme nous, dans l'opposition ».

Auparavant, la présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, signataire, à la fin, des motions Voynet et Buchmann, avait ouvert l'assemblée générale en dénonçant vigoureusement le « politique d'urgence, politique d'exclusion » du gouvernement de M. Balladur. Toutefois, a-t-elle demandé, « qu'avons-nous à attendre d'un PS rocardisé qui ne fait rien, en son temps, pour nous désengager du nucléaire, ou mettre en œuvre le partage du travail ? » Le président des Verts de la région, Daniel Ludwinski, avait lancé, de son côté, un appel à la cohésion, en espérant que cette « AG de tous les dangers » ne se transforme pas en « congrès de Rennes des Verts ». Samedi matin, rien n'indiquait qu'il eût été entendu par les quelques sept cents militants écologistes réunis à Lille.

JEAN-LOUIS SAUX

CLÉS/ Fonctionnement

Procédure. Chacune des motions porte sur les six points suivants : les fondements des Verts, la conception de l'autonomie, la stratégie de transformation, la définition du rôle écologiste, la récomposition politique et l'Europe. C'est, notamment, autour du thème de la récomposition politique que se dessinent les principaux clivages. La procédure de vote peut permettre, pour l'élaboration du texte final, de retenir un paragraphe d'une motion et un paragraphe d'une autre motion.

Clivages. Pour Antoine Wechsler, majoritaire au sein des Verts depuis 1988, il n'y a pas de partenaires naturels pour constituer des partenariats de gouvernement. Il ne peut y avoir que des partenariats occasionnels, de droite ou de gauche, établis en fonction d'un rapport de forces électoral, sur des contrats d'objectifs.

Pour le courant Verts au pluriel, animé depuis le printemps 1991 par Dominique Voynet et Yves Cochet, le changement de gouvernement, en mars dernier, place les Verts résolument dans l'opposition et les conduit à rechercher « le dialogue et la confrontation » avec les forces de gauche.

Le courant animé par André Buchmann prône un dialogue « à visage découvert » avec le Parti socialiste. Il est influencé par les amis de Pierre Juquin.

A l'opposé, depuis l'été dernier, les Verts indépendants principalement implantés dans les régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Rhône, regroupent les plus farouches partisans du « ni droite, ni gauche », baptisés « Kymers verts ».

POINT DE VUE

A gauche !

par Loïc Le Guénédal

CHEVELUS, intrépides, brouillons et divisés, véritables Gaulois de la politique surgissant face à des périls traditionnels retranchés derrière leurs certitudes, les écologistes étaient, hier encore, promis à un bel avenir de conquérants. Aujourd'hui, devenus chausés, pragmatiques et organisés, bien que toujours aussi divisés, ils ne font qu'accumuler les échecs sur les destitutions.

C'est, d'abord, l'échec de leur mutation. Les sympathiques empêcheurs de tourner en rond n'ont pas réussi à devenir des acteurs crédibles de la gestion publique. Sans doute parce que trop enracinés dans une culture de contre-pouvoir et malgré une étape ministérielle, ils demeurent fort bien menés, ils n'ont pas su apparaître comme une alternative possible aux politiques en place.

Qui plus est, cette inefficacité sur le plan de l'image n'a jamais pu être compensée par un positionnement clair du « pôle » écologiste sur l'échiquier politique. C'est, à la fois, l'échec du « ni-ni », trop longtemps célébré par les Verts, et du « et-ets », si vite négocié par Génération Ecologie. C'est l'erreur d'Antoine Wechsler, qui, refusant toute alliance, évidemment nécessaire à un jeune parti emboîtant tous les pouvoirs, se voit aujourd'hui condamné à l'intégrisme ou à l'exil. De même, le scénario politique de Brice Lalonde, forçant ses militants à marcher en crabe de Roerard à Balladur, l'oblige, à chaque instant, à emprunter la diagonale du flou. Bref, c'est l'erreur flagrante de ces élites écologistes, qui croyaient disposer de temps et d'espace en faisant fi de la réalité française, voire européenne, laquelle n'admet rien d'autre, en géographie électorale, qu'un espace fini et partagé entre droite et gauche.

Enfin, mal perçus dans leur stratégie, les écologistes le sont également dans leur comportement interne. Eux qui savaient autrefois, mieux que quiconque, accepter les différences sont actuellement en pleine régression, chacun des deux mouvements ayant, à sa manière, évolué vers un système de type clanique, qui implique gestuelles médiatiques, exclusion des idées et des hommes et perpétuels combats de chefs.

L'existence même de l'écologie politique est, aujourd'hui, menacée. Il y a une vingtaine d'années, il était de bon ton de

considérer le discours environnementaliste comme incompatible avec le développement industriel. Puis arrive le mode du « produit vert » et, finalement, les industries imaginèrent que, après tout, l'écologie était peut-être une bonne image de marque. Dès lors, la prospérité eût été, ils acceptèrent de se soumettre aux réglementations des politiques, pressés par une opinion de plus en plus sensible à sa qualité de vie.

Aujourd'hui, du fait de la persistance de la crise, voire de son aggravation, il apparaît de plus en plus que les industriels, surtout parmi les plus polluants, s'emploient à développer le thème : « L'environnement est un emploi, il faut choisir ». Ce choix est, d'ailleurs, déjà entériné par de nombreuses entreprises, dont les budgets, en la matière, sont fortement diminués, quand ils ne sont pas carrément supprimés. Il est épuisé, aussi, par des syndicats conscients qu'une grande majorité de salariés est, avant tout, soucieuse de perdre un peu d'argent.

Face à une telle pression, les écologistes n'ont plus le choix. Ils n'ont plus le droit de rester accrochés sur l'infirmité de leurs ennemis, et, si les justes soient-elles, car, aujourd'hui, rien ne sert d'avoir raison si l'on a raison tout seul. Ils doivent s'ouvrir à tous ceux qui partagent, sur le fond, les mêmes valeurs d'humanité et de générosité, et ceux-là, qui qu'on dise, se trouvent à gauche et nulle part ailleurs. Dans cette gauche virtuelle où tout est à reconstruire, en sachant, toutefois, se méfier des bâtisseurs de « merlons » présidentiels, capables de vous installer des bureaux d'études en guise de logements sociaux...

Conseiller régional (non inscrit) d'Ile-de-France, Loïc Le Guénédal conduisait la liste de Génération Ecologie dans le Val-de-Marne aux élections régionales de mars 1992.

PRÉCISION. — A la suite de la publication, dans le Monde du 10 novembre, d'un article consacré à l'élection du maire de Nice, Paul Catorello, président du groupe socialiste au conseil municipal, nous prie de préciser que le seul élu de gauche qui a participé au vote n'est pas adhérent du PS, mais membre du Mouvement des citoyens, présidé par Jean-Pierre Chevènement.

Le député RPR visant la mairie

Crise au conseil municipal de Moulins

MOULINS

de notre correspondant

Paul Chauvat, maire (divers droite) de Moulins (Allier), est aux prises depuis le début de novembre avec vingt et un des vingt-neuf membres de sa majorité sur les trente-six que compte le conseil municipal. Conduite par l'un de ses adjoints, Michel Meln (RPR), cette opposition justifie sa démission par « le manque de concertation de la part du maire » et « l'absence de grands projets pour la ville ». En tentant de provoquer des élections anticipées, ou en poussant le maire à présenter lui-même sa démission, « afin de se consacrer uniquement à son mandat de vice-président du conseil général », les opposants, dont le véritable chef d'est autre que le nouveau député, Pierre-André Périssol (RPR), ont montré trop de hâte et provoqué la résignation de M. Chauvat, un chef d'entreprise en retraite, qui a toujours joué sur son image d'élus en dehors des partis.

La crise a éclaté au grand jour quand le député, qui était encore, il y a un an, adjoint au maire de Paris et membre du CDS, a proposé à M. Chauvat, à la suite des vingt et un conseillers, qu'il se démette de ses fonctions « pour raison de santé ». A l'exception de M. Meln, tous les élus, conscients des effets négatifs que

ce procédé pourrait créer dans l'opinion publique, ont amorcé un repli stratégique, mais le problème reste entier. « Nous avons décidé de poursuivre la notre démission, mais le constat demeure. Depuis l'arrivée de Pierre-André Périssol, il existe une alternative pour la ville », expliquent les porte-parole d'un important noyau dur d'opposition.

La mairie de Moulins avait pourtant été « promise » à M. Périssol par M. Chauvat lors de la campagne pour les élections législatives de mars dernier. Le maire avait d'ailleurs soutenu, à cette occasion, M. Périssol contre le candidat UDF imposé par Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne. Le député a souhité, cependant, accélérer le processus, au risque de provoquer une crise, même si, pour l'heure, il souhaiterait éviter des élections anticipées avec la perspective d'une « triangulaire ».

« Je ne me démettrai pas et, s'il y a des élections, je constituerai une liste », prévient en effet M. Chauvat, successeur, en 1989, du bouillant Hector Rinald (RPR). Après avoir plutôt bien résisté à cette première offensive, le maire a reçu le soutien de l'ensemble de la classe politique libérale du département, qui l'invite à la « précipitation » de M. Périssol.

JEAN-YVES VIF

REPÈRES

ADMINISTRATION

M. Balladur veut rénover l'Etat

Edouard Balladur a réuni les principaux ministres, vendredi 12 novembre, à l'hôtel Matignon, pour procéder à l'installation d'une mission de réflexion et de proposition sur les responsabilités et l'organisation de l'Etat, en vue de remédier, a-t-il indiqué, à « une véritable crise de nos institutions administratives ». Cette mission, dont la direction a confié à Jean Pica, conseiller-secrétaire à la Cour des comptes, devra rendre un rapport d'orientation et de propositions, assorti d'un calendrier et des modalités de mise en œuvre, pour le 30 avril prochain.

Relevant d'une inefficacité toujours plus grande, une complexité accrue et une coupure entre les administrations et les citoyens de plus en plus nette, dans la fonctionnement de l'Etat, M. Balladur a déclaré que « la

France n'achèvera pas sa modernisation économique et sociale sans que l'Etat, lui-même, ne soit profondément rénové ». Pour le premier ministre, « il faut définir un projet d'ensemble, pour rebâtir une organisation de l'Etat autour de ses missions essentielles ».

UDF

M. Rossinot brigue la présidence du Parti radical

Le ministre de la fonction publique, André Rossinot brigue la présidence du Parti radical au prochain congrès, envisagé pour le début de l'année prochaine. Deux autres candidats à la succession d'Yves Galland, actuel président, se sont déjà déclarés : Didier Barani, député du Puy-de-Dôme, et Armand de Montesquiou, député du Gers. M. Rossinot avait occupé cette fonction entre 1983 et 1988.

Partisan d'une réduction « expérimentale » du temps de travail

M. Chirac souhaite que l'emploi devienne une « priorité stratégique »

Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Le Point* (daté 13-19 novembre), Jacques Chirac estime que « les entreprises, à qui l'on a fort justement reconnu des droits légitimes, ont aussi des devoirs, des responsabilités à l'égard de la collectivité ». « Une fois le préalable de la compétitivité posé, assure le président du RPR, l'emploi doit devenir une priorité stratégique pour les chefs d'entreprise ».

« Le véritable problème, aujourd'hui, n'est pas de réduire le temps de travail, mais d'imaginer de nouvelles formes d'organisation et d'activités dans les entreprises », explique le maire de Paris, en précisant : « Je ne comprends pas cette idée selon laquelle le fait de travailler moins permettrait de réduire le chômage. Je n'ai jamais vu de corps humain ou social, sorti d'une situation de crise en diminuant son effort ». A ce titre, M. Chirac considère que « l'idée de diminution du temps de travail, au motif que l'emploi pourrait se partager, est inexacte sur le plan économique ». A son avis, cette diminution doit avoir un caractère « expérimental et volontaire ».

« Pour outoner, et sans vouloir cultiver le paradoxe, ajoute M. Chirac, je pense que la

semaine de quatre jours peut constituer, à l'avenir, une solution possible pour une partie des Français. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de réduire le temps hebdomadaire du travail, mais de répartir différemment l'activité dans la semaine. (...) Je suis persuadé que ce que les experts appellent le « temps choisi » constitue une perspective sérieuse qu'il convient désormais d'explorer ».

RPR : M. Chirac ne nommerait pas « un premier ministre de quarante ans ». — Jacques Chirac, invité de l'émission « Passions de jeunesse », sur France 3, vendredi 12 novembre, a évoqué, notamment, sa première nomination comme premier ministre en 1974, à l'âge de quarante et un ans. « Une chose que j'ai apprise, dit-il, c'est que pour mener les affaires d'un pays, il faut une certaine expérience et — mettons-nous dans l'abstraction — s'il m'était donné de nommer un premier ministre, je ne nommerais pas, quelles que soient ses qualités, quelle que soit la confiance que je pourrais avoir en lui, un premier ministre de quarante ans ».

Le Monde EDITIONS

L'INDÉPENDANCE DES BANQUES CENTRALES

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE N° 22

248 pages, 160 F

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Éditions 15, rue Falguière 75015 Paris

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990, le Monde vous propose deux services MINITEL :

36 17 LMDOC

recherche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

recherche et lecture en texte intégral

Commande et envoi possible par courrier ou fax, paiement par carte bancaire.

Les autorités américaines lèvent les accusations de « mauvaise conduite scientifique » à l'encontre du professeur Gallo

Coopération et compétition

[illegible]

هكنا من الذهل

Le Monde

HEURES LOCALES

LE RETOUR DES SAISONS EN VILLE

Un nouveau défi pour les édiles : offrir aux citadins le plaisir des quatre saisons en leur épargnant les catastrophes météorologiques

Les maires et leurs services techniques sont perplexes. D'un côté, ils redoutent des mauvais temps les irréparables outrages. Tous ont présent à l'esprit les images des villes du sillon rhodanien et de Corse dévastées par les eaux. Dans les grandes cités, on appréhende les rigueurs du froid pour la population des sans-abri et l'on se prépare à combattre le « général hiver ». Mais, d'autre part, les édiles doivent répondre à une nouvelle exigence de leurs électeurs. Ceux-ci, lassés du béton et de son paroxysme, l'urbanisme sur dalle (le Monde du 31 octobre), reprennent à l'envers la proposition d'Alphonse Allais et rêvent d'installer la campagne en ville. Et donc d'y réintroduire les saisons.

Ces jours derniers, à Paris, deux colloques ont fait écho à cette demande. Lors des Entretiens de Bagatelle (1), Jacqueline Nebout, adjoint chargé des parcs et jardins, a indiqué que, selon les sondages de ses services, les Parisiens souhaitent des espaces verts où la nature, avec ses incertitudes et ses parfums, soit davantage présente. Par ailleurs, à la Cité des sciences de La Villette, une trentaine de chercheurs ont planché durant trois jours sur « Les saisons dans la ville » (2). La plupart des intervenants ont plaidé, eux aussi, pour le retour de la nature en ville.

La pétrification du sol par les pavés et l'asphalte, l'élimination rapide des eaux de pluie et de la neige, l'effacement des variations de température par le chauffage et la climatisation, le combat contre la nuit par l'éclairage perpétuel, la plantation de végétaux à feuilles persistantes, le fleurissement à longueur d'année sont les constituants du confort urbain. Mais cet éternel printemps n'est-il pas en train de devenir, par sa monotonie même, psychologiquement insupportable ?

Des brebis sur les pelouses

Chez les urbanistes, les paysagistes, les architectes et certains responsables municipaux, la réflexion se nourrit de deux séries d'observations. D'abord, le climat spécial qui s'est créé à l'intérieur des agglomérations montre aussi ses inconvénients : plus chaud en toute saison, plus sec, moins bruyant mais agité d'incessantes turbulences aériennes et fort pollué. Les coups de chaleur y sont très mal ressentis, notamment par les gens du troisième âge. L'atmosphère interne des appartements favorise la pullulation d'insectes tropicaux comme les blattes et d'animaux comme les scarabées, générateurs d'allergies. Seconde constatation :



la ville « sous cocon » devient elle-même sensible aux excès météorologiques comme les vagues de froid, les chutes de neige, les gros orages, qui suffisent à la paralyser.

Aussi le mouvement vers le retour des saisons est-il amorcé. Les villes allemandes l'avaient initié dès 1950. Aux Pays-Bas, on installe des brebis sur les pelouses des espaces verts et on projette une ville nouvelle qui s'articulerait autour d'une exploitation florale. Car la perception des changements climatiques passe d'abord par les végétaux. Jean-Charles Alphand, le jardinier

polytechnicien d'Hausmann, savait que les maronniers qu'il plantait sur les nouveaux boulevards seraient, par leur verdissement précoce, les annonciateurs du printemps, comme les narcisses le sont sur les pelouses. Aujourd'hui, les parcs et jardins ponctuent les saisons par des expositions florales : en mars, les camélias à Vincennes ; en avril, les azalées au parc André-Citroën ; en mai, les iris ; en juin, les roses à Bagatelle ; en novembre, les chrysanthèmes à Auteuil.

Nouveauté : on plante le long des rues, comme à la Butte-aux-Cailles, des arbres fruitiers dont la floraison et la fructification

ne passeront pas inaperçues. Les vendanges des vignobles municipaux et des treilles privées font désormais partie des festivités parisiennes de l'automne. Quant à l'apparition des friches avec leurs herbes sauvages dans le parc André-Citroën, dessiné par Gilles Clément, elle marque un tournant dans la conception des espaces verts urbains.

L'eau est aussi le miroir des saisons. Toutes les villes essaient de reconquérir les berges de leurs fleuves. Paris est gâtée avec la Seine, le canal Saint-Martin, les lacs de Boulogne et de Vincennes : 200 hectares aux reflets changeants. Pour que l'on puisse en mieux saisir les variations de débit, Jacqueline Osty et François Grether ont imaginé d'aménager, au droit de la Bibliothèque de France, des grèves en pente douce le long desquelles on verrait monter et descendre le flot. La capitale est aussi ponctuée de trois cents fontaines dont hélas on ferme les robinets en hiver. Deux seulement (celles du Trocadéro et de la place Edmond-Rostand) sont autorisées à construire avec le gel des monuments de glace qui marquent la mauvaise saison d'un merveilleux spectacle.

La neige, ce duvet céleste, pourrait enchanter les Parisiens si, pour des raisons de sécurité, on ne fermait pas les jardins publics dès qu'elle tombe. Lancée par un original, l'idée d'installer des canons à neige sur les pentes de Montmartre ou du mont Valérien n'est pas si farfelue qu'il y paraît. Quant aux eaux de pluie, au lieu de s'en débarrasser subrepticement comme s'il s'agissait d'un liquide honteux, pourquoi ne pas la mettre en scène, comme le Moyen Âge savait le faire avec les gargouilles ?

Les changements de saison se marquent encore par les migrations des oiseaux : départ des hirondelles à la fin de l'été, arrivée des corbeilles à l'automne, remontée des mouettes en hiver. Mais qui sait encore regarder le ciel ? Les Marseillais, peut-être, qui organisent chaque année en septembre une fête du vent. Les cerfs-volants multicolores montent alors au souffle du mistral. Ne parlons pas des oûts qui ne sont plus marqués que par des lucres artificielles alors qu'au firmament des millions d'étoiles nous adressent des clins d'yeux.

Marc Ambroise-Rendu

(1) Les actes des Entretiens de Bagatelle (29 octobre) seront disponibles à la direction des parcs et jardins de Paris au début de 1994.
(2) « Les saisons dans la ville », colloque européen organisé par le laboratoire des mutations urbaines du 3 au 5 novembre 1993. Les actes seront publiés par les « Annales de la recherche urbaine ».

Questions

Le congrès de l'Association des maires de France (AMF), qui se tiendra à Paris du 16 au 18 novembre, sera-t-il l'occasion, pour les quatre mille premiers magistrats attendus, d'exprimer leurs inquiétudes en matière de finances locales ? Cette manifestation ne comportera pas d'enjeu politique, puisque le président de l'AMF, Jean-Paul Delevoye (RPR), a été élu en 1992 pour trois ans. Mais elle se tiendra dans un contexte d'austérité nouvelle, le projet de loi de finances pour 1994 prévoyant une réduction des dotations de l'Etat.

Devant les membres du gouvernement, Jean-Paul Delevoye réclamera le retrait des mesures « les plus inacceptables ». Il demandera en outre qu'une partie de l'emprunt Baladur soit affectée à la balance des investissements communaux. Mais ces protestations suffiront-elles ? Les maires confrontés à la crise des benlucos ou à la désertification des campagnes approuveront-ils certaines concessions faites au gouvernement, comme la désindexation de la dotation globale de fonctionnement, principal concours de l'Etat aux communes ? Les élus de tendance politique « modérée » protesteront-ils en apprenant que, pour la première fois, les aides au secteur public local augmenteront moins vite que les dépenses de l'Etat ? Ceux qui, les années précédentes, n'ont pas ménagé le ministre du budget auront-ils le même comportement frondeur ? Quant à Nicolas Sarkozy, descendra-t-il seul dans l'arène, comme le faisait son prédécesseur, Michel Charasse ? Le maire de Neuilly-sur-Seine saura-t-il justifier, devant les élus de communes nettement moins bien dotées, les mesures de rigueur prises par le gouvernement ?

Y aura-t-il des maires pour dire que le saupoudrage financier ne peut rien contre l'égonie du monde rural, que l'intercommunalité est le seul remède ? Jusqu'où oseront-ils aller pour faire de leur congrès autre chose qu'une grande messe ?

Rafaële Rivaïs

AMÉNAGEMENT

INQUIÉTODES POUR LE SITE DE BILLANCOURT

Le désengagement de l'Etat permet à certains élus de lancer des opérations d'urbanisme sur les terrains de Renault

La réunion qui s'est tenue le 28 septembre au ministère de l'équipement a marqué un tournant dans l'histoire d'un site industriel de l'Ile-de-France. Depuis la décision de Michel Rocard, le 20 novembre 1989, les précédents gouvernements s'étaient orientés vers une opération d'intérêt national sur les terrains de Billancourt qui vont être libérés par Renault. La dernière voiture est en effet sortie des chaînes de l'île Seguin le 27 mars 1992.

Deux missions avaient été chargées d'engager un travail de réflexion et d'études pour préparer un vaste projet d'urbanisme sur le val de Seine. Avec le départ de Renault de l'île Moosier, à St-Denis, d'une partie de l'île Seguin et du quartier du Trappèze, à Boulogne-Billancourt, ainsi que des berges de Meudon, c'est en effet 60 hectares qui devront être aménagés dans le département des Hauts-de-Seine. Ils constituent un site exceptionnel dans un méandre de la Seine, aux portes de Paris.

En indiquant que « l'Etat se place dans la logique incontournable de la décentralisation », Bernard Bosson a décidé de

faire confiance aux collectivités territoriales pour la réalisation d'une « opération exemplaire ». Le 28 septembre, au cours de la réunion avec les élus des différentes communes concernées, les représentants du ministre se sont cependant contentés de définir un cadre général.

Les pouvoirs du maire limités

Ils ont rappelé que le site de Renault constitue « un enjeu stratégique d'aménagement du territoire qui doit s'inscrire dans les orientations du comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) de Mende ». Son aménagement « impose une vision d'ensemble ». Il doit être « compatible » avec le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF), et être « garant » de la grande qualité du patrimoine monumental et paysager.

A cette occasion a également été annoncé l'achèvement de la mission Morelon. Décidée par Paul Quilès, alors ministre de l'équipement, en septembre 1991, celle-ci avait rédigé un

rapport d'étape en novembre 1992. Elle doit remettre ses propositions à Bernard Bosson dans quelques jours. Mais son travail a toujours été contesté par une partie des élus locaux. En particulier par Paul Graziani (RPR), maire de Boulogne-Billancourt, la commune sur laquelle se trouvent l'essentiel des terrains qui vont être libérés par l'entreprise automobile.

Le président de l'Institut de la décentralisation n'a jamais accepté la limitation de son pouvoir de maire que représentait la perspective d'une opération d'intérêt national. Il ne s'est jamais entendu avec Jean-Pierre Morelon, l'ingénieur général de l'équipement à la tête de l'équipe d'urbanistes et d'architectes qui ont élaboré différents scénarios pour l'aménagement : « Je ne pouvais pas admettre qu'une mission de hauts fonctionnaires décide de l'avenir de 10 % du territoire de la commune », dit M. Graziani, en stigmatisant le « projet insensé » des tours de Renzo Piano, une des études architecturales suscitées par la mission Morelon.

M. Graziani a rapidement tiré ses propres conclusions de la réunion du 28 septembre. Dès le lendemain, le conseil municipal de Boulogne-Billancourt approuvait la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) avec le SICOFRAM, la filiale immobilière de Renault. Ce GIE est chargé de conduire les études d'urbanisme et de trouver d'ici au printemps 1994 un aménagement pour ces 50 hectares.

Cette précipitation, après plusieurs années d'atermoiements des pouvoirs publics, s'explique par l'intérêt commun de ces deux partenaires à réaliser au plus vite une opération d'un intérêt économique évident pour l'un comme pour l'autre. Avant la privatisation et la concrétisation de l'accord avec Volvo prévues par le gouvernement, Renault souhaite tirer le meilleur parti possible de terrains admirablement situés. Une fois levés les obstacles administratifs pour le transfert de son centre de recherches à Guyancourt (Yvelines), Renault souhaite conserver son siège social à Billancourt, et sans doute plus précisément sur le site symbolique que représente l'île Seguin.

Christophe de Chenay
Lire la suite page 10

Ville-Fontaine
WISSEMBOURG :
LES PESANTEURS
DE L'HISTOIRE

page 12

Le Monde des DEBATS

ABONNEZ-VOUS
1 AN 11 NUMÉROS 270 F

OUI, je m'abonne au Monde des Débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 301 08 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n°

Expire à fin/...../.....

☐ Carte Amex n°

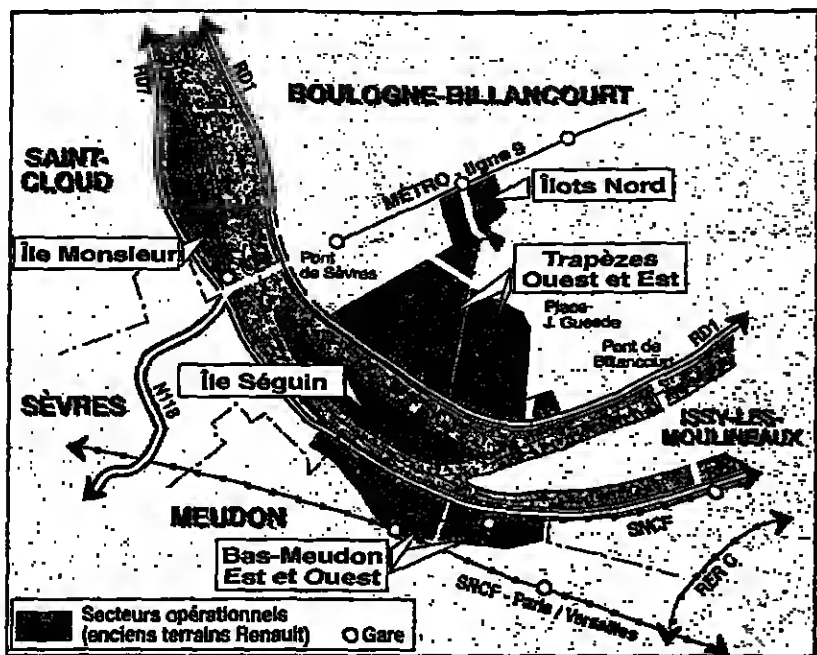
Expire à fin/...../.....

Date et signature obligatoires :

Le Monde des débats. Service abonnements,
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex
sur MINITEL 3615. LE MONDE code ABO
pour l'étranger, nous consulter au 49-60-32-90,
pour les abonnements en nombre au 49-60-32-68

مركز العمل

ILE-DE-FRANCE



INQUIÉTUDES POUR LE SITE DE BILLANCOURT

Suite de la page 9

De son côté, la municipalité de Boulogne-Billancourt doit faire face à la disparition progressive de la moitié de ses ressources. Déjà, en 1992, à cause de l'arrêt de la production de Renault, 100 millions, sur les 295 millions de taxe professionnelle touchés l'année précédente, ne sont plus rentrés dans les caisses de la ville. Les projets de Boulogne-Billancourt inquiètent la plupart de ses partenaires au sein de l'association que préside M. Graziani et le préfet des Hauts-de-Seine. Celle-ci regroupe les pouvoirs publics et les maires des com-

munes concernées, mais le ministère de l'équipement voudrait l'ouvrir à la région et au département. Elle devrait alors prélever un calendrier et la méthode d'élaboration d'un cahier des charges commun. Henri Wolf (UDF), maire de Meudon, qui a lui-même d'importants projets de restructuration sur plusieurs quartiers, approuve cependant la nouvelle approche du gouvernement. De son côté, André Santini (UDF-PSO), maire d'Issy-les-Moulineaux et député d'une circonscription qui recouvre en partie le site, est plus nuancé : « L'Etat ne savait pas trop ce qu'il voulait. Les élus en ont profité pour

rappeler leur existence. Mais le cadre tracé par les missions Raullier et Morelon aurait dû être maintenu. » Il est vrai que les deux communes voisines sont en concurrence pour l'implantation d'entreprises de communication. Les réticences les plus vives aux projets de M. Graziani viennent de la région et du département. Le président du conseil général des Hauts-de-Seine n'est autre que Charles Pasqua. Le ministre de l'intérieur ne peut pas laisser une telle opération d'urbanisme se développer au moment même où il met à l'ordre du jour le réajustement

entre l'Ile-de-France et le reste du pays. Par ailleurs, le département des Hauts-de-Seine a formulé en mars 1991, dans sa charte d'aménagement, une « ambition » pour le val de Seine. « Il faut y créer un véritable pôle technologique à vocation internationale, regroupant centres de recherche et formations universitaires. L'objectif est d'y réaliser les infrastructures nécessaires sans détruire le site », précise le document, qui recoupe sur ces points les orientations proposées par les grandes missions d'Etat.

Mobilisation des écologistes

Un grand nombre d'infrastructures sont nécessaires pour désenclaver le site. Voies rapides sur les berges, tramway, réseau souterrain Musée, transport hémicycle, sont en cours de réalisation ou en projet. Les associations de défense du secteur se sont mobilisées pour dénoncer les conditions dans lesquelles s'engagent certaines d'entre elles. La région, où les écologistes occupent une position stratégique, a déjà fait savoir qu'elle voulait avoir son mot à dire dans l'organisation des transports du secteur avant de s'engager à les financer.

Les différents partenaires de l'opération montrent ainsi qu'ils regrettent que l'Etat se soit désengagé de l'aménagement du val de Seine. Ce que résume Jean-Jacques Guillet (RPR), adjoint au maire de Sèvres et député des Hauts-de-Seine : « Cette affaire dépasse le simple cadre local. Chaque maire a une vision qui s'arrête aux limites de sa commune. Le rôle régulateur de l'Etat aurait été nécessaire. Pourquoi même ne pas avoir envisagé un établissement public présidé par un élu comme c'est le cas à la Défense ? »

Christophe de Chenay

TOURISME

Favoriser l'accueil

Le comité départemental du tourisme (CDT) de l'Essonne a choisi de privilégier la qualité de l'accueil. Une charte destinée à tous les lieux recevant du public et liée de près ou de loin au tourisme a déjà recueilli une centaine d'adhésions d'hôtels, de restaurants, mais aussi de campings. Les signataires se sont engagés à satisfaire la clientèle en garantissant le meilleur accueil et en offrant des prestations et des services de qualité. « A travers la charte, nous incitons également les professionnels à avoir l'attitude la plus conforme à l'image que l'on veut donner du département. C'est l'image du tourisme qui est en jeu », assure Philippe Allaire (UDF), conseiller général et président du CDT.

COMMERCE

Un règlement pour les bouquinistes

Les 245 bouquinistes parisiens, qui avec leurs 200 000 volumes offrent la plus grande bibliothèque de plein air du monde, vont devoir mettre de l'ordre dans leur très ancienne corporation. Un nouveau règlement paru au Bulletin municipal officiel leur impose un certain nombre d'obligations prévues de longue date (le Monde daté 21-22 février 1993). Ils doivent ouvrir, au minimum, quatre jours par semaine, un mètre de boîtes limité à quatre, de couleur vert wagon, ne dépassant pas 2 mètres de longueur chacune et n'excédant pas 2,10 mètres en hauteur de manière à ne pas masquer le vue sur la Seine. Les bouquinistes sont tenus de s'inscrire

sur le registre du commerce. En vertu de quoi, ils sont autorisés à vendre, outre des livres d'occasion, quelques monnaies, médailles, timbres et objets de petite brocante. Mais ni fripes ni ferrailles. Et pas question d'installer sur les quais tréteaux ou tables de camping. Les professionnels grognent, mais s'adaptent à un règlement qui, sur le fond, ne modifie guère ses pratiques. Elle conserve le privilège de ne point payer de redevance pour occupation du domaine public.

PÈLERINAGE

Les bonzes habillés de neuf

Deux dimanches de suite, dans les allées du bois de Vincennes, de joyeux cortèges, surmontés de parasols incongrus et précédés de porteurs de tambourins, ont étonné les passants. Les communautés bouddhistes d'Ile-de-France qui entretiennent une demi-douzaine de pagodes, célébraient la fête de Katinia dans la plus ancienne et la plus vaste d'entre elles, à Vincennes. Traditionnellement, après trois mois de confinement durant le saison des pluies, les bonzes sortent de leur retraite et reçoivent des fidèles de nouvelles robes safran. A Vincennes, comme en Extrême-Orient, le rite est le même. C'est l'occasion d'éluer des bûtons d'encens au pied du Bouddha, de saluer les bonzes en s'inclinant main jointes, de processionner pour montrer les offrandes à la foule, puis de festoyer en famille. Dimanche 7 novembre, c'étaient les Cambodgiens de la pagode de Bagneux qui, vêtus par centaines du grand temple du bois de Vincennes, honoraient leurs bonzes.

REPRODUCTION INTERDITE

LES MÉTIERS DU SECTEUR PUBLIC

IMPORTANTE STRUCTURE CULTURELLE EN RÉGION RHÔNE-ALPES

RECHERCHE

ADMINISTRATEUR

Libre janvier 1994

Fonctions:

- administration et gestion de l'Association ;
- relations avec les pouvoirs publics et l'ensemble des partenaires ;
- prospection, suivi des subventions et du mécénat privé ;
- élaboration et suivi des budgets.

Profil:

- formation supérieure en gestion ;
- connaissances et pratique juridiques ;
- capacité à travailler en équipe ;
- expérience 8 à 10 ans ;
- connaissances culturelles approfondies souhaitées.

Envoyer lettre de motivation, c.v., photo, références et prétentions sous réf. : 8692

la Monde Publicité

15/17, rue du Colonel-P. Avia, 75902 Paris Cedex 15.

Une collectivité dynamique - plus d'un million d'habitants Important essor économique

LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

recrute

UN CHEF DE BUREAU DES ÉTUDES FINANCIÈRES POUR SA DIVISION DES FINANCES ET DES MARCHÉS

Intégré à l'équipe du service des finances, vous animerez une équipe de trois personnes. Vous suivrez la politique départementale de garanties d'emprunts et l'instruction de dossiers à caractère fiscal. Vous réaliserez des études sur les recettes fiscales du département et sur l'évolution des dotations financières versées par l'Etat. Vous conduirez également des études financières rétrospectives et prospectives.

Par ailleurs, vous suivrez la gestion budgétaire d'une des directions de l'administration départementale spécialisée dans les secteurs culturels, associatif et sportif.

Fonctionnaire de catégorie A vous connaissez bien le cadre réglementaire des finances locales et faites preuve d'une grande rigueur intellectuelle.

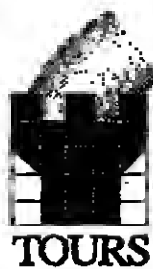
Votre motivation, votre disponibilité sont des atouts supplémentaires pour réussir dans ce poste.

Poste à pourvoir au 1^{er} janvier 1994.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, votre curriculum vitae et une photo à :

Monsieur le Président du conseil général division des ressources humaines et des relations sociales boulevard de France 91012 EVRY CEDEX

Votre contact : M. ROZIER, chef de la division des finances - Tél. : 60-91-92-80



La Ville de TOURS

131.000 habitants

recrute par voie statutaire

Sous l'autorité de l'Administrateur chargé de l'Economie et des Finances, vous êtes appelé à :

- encadrer les cellules opérationnelles (programmation budgétaire, comptabilité budgétaire, engagements et marchés publics, régie des Places, Foires et marchés) ;
- gérer et consolider un budget de 1.400 MF. en relation avec une cellule "prospectives et gestion du risque" ;
- optimiser la trésorerie et les ressources financières de la ville ;
- concevoir et organiser la transition comptabilité générale/comptabilité analytique ;
- contribuer, en collaboration avec le chef de projet de la M14, à mettre en place le nouveau plan comptable.

D'une manière générale, vous participerez à la définition d'une stratégie financière destinée à renforcer la cohérence interne dans un contexte économique en mutation.

De formation supérieure (Bac +4 minimum), vous allez maîtriser des finances publiques et/ou privées, rigueur, sens de l'organisation, du travail d'équipe et de la communication. Motivé par les méthodes modernes de gestion, vous êtes initié à l'informatique.

Merci d'adresser avant le 26 novembre candidature et CV sous référence MHL à M. le Maire de Tours, Service du Personnel 8 rue des Minimes, 37032 TOURS cedex.

LORRAINE

LES VILLAGES MOR POUR LA FRANCE

LES VILLAGES MOR POUR LA FRANCE

Le Monde

Le Monde PUBLICITE

Le Monde

BULLETS

HEURES LOCALES

RÉGIONS

LORRAINE

LES VILLAGES MORTS POUR LA FRANCE

Près de Verdun, neuf communes détruites par les obus en 1916 luttent contre l'oubli

UNE fine couche de mousses et d'herbes vertes recouvre le sol bosselé de la forêt. Un sentier, délimité par de petites bornes blanches, sillonne au milieu des sapins. De part et d'autre de ce qui fut la rue Saint-Nicolas, voie principale du village de Fleury-devant-Douaumont, surgissent des panneaux de bois. On y lit «lavoie», on enregistre, un peu plus loin, «marché-ferant», «école», «mairie», «cordonnier».

Fleury est un des neuf villages de la Meuse complètement détruits pendant la bataille de Verdun. De février à décembre 1916, une pluie d'obus s'est abattue sur cette région entre-fois agricole, détruisant toutes les constructions et bouleversant le sol sur plusieurs mètres de profondeur.

Les 3 000 habitants des gros bourgs de la zone avaient été évacués dès 1915, mais plus de 300 000 soldats, allemands et français, sont morts durant ces combats. La plupart ont été ensevelis sur place. De cet immense cimetière, l'Etat décide, après guerre, de faire un sanctuaire. Il décrète une zone rouge de 15 000 hectares, à l'intérieur de laquelle sont interdites toutes constructions et cultures. Le sol, en effet, contient encore des obus susceptibles d'exploser et la terre, truffée de matériel militaire, est devenue incultivable. Propriétaire du terrain, il le confie à l'administration des forêts, qui le boise.

Aujourd'hui, la zone des combats est devenue une grande forêt domaniale, abritant un peu partout des souvenirs de la Grande Guerre.

Des villages, il ne restait rien. Ils sont aujourd'hui flechés, leur entrée matérialisée. Quittant la route départementale, une voie mène à Vaux. « Ici fut Vaux, village mort pour la France », indique un panneau. Pour en arriver à cette reconnaissance de leur existence, les neuf communes ont dû se battre.

Après-guerre, les habitants déplacés et leurs maires n'admettent pas la disparition des villages. Leur premier combat, juridique, est gagné en 1919 : l'Etat reconnaît aux communes le droit d'exister. Elles gardent

leur territoire, mais le terrain appartient à l'Etat. Elles n'ont plus d'habitants, mais encore un maire, désigné par le préfet. Il est en fait «président de la commission municipale», composée de trois membres.

« Ils se sont ensuite battus pour redonner une identité à leur village », explique le colonel Léon Rodier, responsable du Mémorial de Verdun, et maire de Fleury. L'Etat accepte de construire dans chaque village une petite chapelle, à l'emplacement de l'ancienne église, et de l'entourer d'un cimetière. Un monument aux morts complète ce dispositif symbolique. A l'intérieur de la chapelle de Bezonvaux, des chaises empilées indiquent une fréquentation régulière du lieu. En effet, pour continuer à vivre, chaque village organise une grande fête annuelle. Les maires tiennent à jour le liste des familles, et aujourd'hui, les descendants des habitants déplacés ont remplacé leurs parents.

Rénovation du patrimoine

Pendant des années, les communes vivaient tant bien que mal. Sans maison commune, les maires conservent chez eux les registres d'état civil. Ils y consignent les décès, répondent aux demandes de recherche généalogique. Les impôts versés par l'Etat et quelques subventions de la région leur permettent d'entretenir les chemins, d'accès. Les budgets municipaux tournent autour de 30 000 francs.

Mais peu à peu, les chapelles et leurs cimetières disparaissent sous les arbres. Les visiteurs du champ de bataille se multiplient, et les communes n'ont pas les moyens de les accueillir. En 1988, les villages détruits créent un Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM). Les subventions que ce système leur permet de recevoir sont utilisées pour rénover leur patrimoine. Les chapelles sont consolidées, leurs vitraux refaits. En accord avec l'Office national des forêts, quelques arbres sont coupés et les sites mis en valeur. Les premières années, le SIVOM dis-

pose d'un budget de 600 000 francs, ramené à 300 000 francs en 1993. « Mais nous n'avons pas besoin de beaucoup plus, puisqu'il n'y a rien d'autre à faire que l'entretien », remarque Jean-Claude Caillé, président du SIVOM et ancien maire de Douaumont.

Une des neuf communes, Vaux-devant-Douaumont, n'adhère pas au SIVOM. Une partie de son territoire n'est pas incluse dans la zone rouge, et a pu se développer normalement. Aujourd'hui, soixante-dix habitants vivent à quelques mètres de l'ancienne zone des combats. Ici, le maire est élu. « C'est le seul village qui reprendra une vie normale », estime le colonel Rodier. Mais les autres sont sauvés, même si une guerre sourde de chaque instant doit être menée contre leur principal ennemi : l'oubli. Pour ne pas mourir une seconde fois, les communes multiplient les signes de leur existence. Depuis toujours, les cimetières ont accueilli les anciens habitants, et aujourd'hui encore, certaines personnes demandent à être enterrées ici. « Les jeunes ont repris le flambeau, et je suis optimiste », ajoute-t-il. Sa fille a voulu être mariée à Fleury, et la cérémonie s'est tenue dans le hall du Mémorial.

Pour le colonel Rodier, « le meilleur moyen de préserver ces villages de l'oubli, c'est de les insérer dans l'histoire de la bataille de Verdun. Elle ne disparaîtra jamais des mémoires ». Les douze circuits pédestres reconstituant les étapes de la bataille passent par les villages. Ce haut lieu de mémoire ne vit pas seulement du tourisme de guerre. On y chasse, on y roule en VTT, on y marche. Mais toute manifestation ou activité commerciale y est interdite. Une exception a été faite cet été pour le passage du Tour de France. Toutefois, la caravane publicitaire n'a pas eu le droit d'y passer, et c'est dans le silence que les cyclistes ont traversé la forêt.

Cécile Maillard

CENTRE

LA FRONDE DU BERRY

Les départements du Cher et de l'Indre ne veulent pas être délaissés

LE 29 octobre, les départements du Cher et de l'Indre, réunis en « assemblée informelle », ont reconstitué, deux cent quinze ans après sa création, l'Assemblée du Berry : celle-ci s'est donnée pour président Jean-François Deniau, président UDF-PR du conseil général du Cher, et Daniel Bernardet (UDF-Rad), président du conseil général de l'Indre comme vice-président.

Cet événement, qui avait lieu à Bourges où l'on a réclaté à l'unanimité - sauf le PCF qui ne prit pas part au vote - le désenclavement routier et ferroviaire du Berry, est le dernier épisode de l'opposition des départements du Sud au contrat de plan de la région Centre. Invité par une assemblée plutôt hostile, le président Maurice Dousset (UDF-PR), pris en étau entre l'Etat qui le lâche et le sud de sa région qui l'appelle à l'aide, a lancé un message de solidarité.

Un fonds d'aide spécifique

Dans cette région en quête d'identité et persuadée d'être mal comprise, le débat sur l'aménagement du territoire et la préparation du XI^e Plan Etat-Région a, ces derniers mois, exacerbé les sensibilités. Au sein de la toute-puissante région Ile-de-France - qu'il est censé déconcentrer - le Centre, mal équilibré sur son territoire économique, géographique et historique, se présente, au début du mois de juillet dernier, un plan qui, à ses yeux, devait, en musclant son axe Orléans-Tours, répondre de son avenir. Ce renforcement de sa colonne vertébrale avait l'avantage de lui permettre de faire un contre-poids à la région parisienne. L'objectif était considéré comme prioritaire.

Car cette région qui compte des départements bien lotis au nord, possède au sud des départements en situation d'asphyxie économique, particulièrement le Cher et l'Indre. Au cours de la nuit du 2 au 3 juillet dernier, le plan régional fut rejeté à la suite d'une fronde née dans le sud. Se jugeant écartés, les deux départements ont aussitôt émis l'intention, à l'initiative de Jean-Fran-

çois Deniau de se réunir l'automne suivant afin de faire entendre une voix commune.

Le 12 juillet, les décisions du CIAT de Mende ont mis tout le monde d'accord, cette fois, face à l'Etat qui a jugé bon d'inscrire la région Centre dans le groupe des régions riches. « Depuis 1992, la région Centre a subi un coup de butoir économique que l'on n'a pas pris en compte. Ceci est intolérable et relève d'une véritable injustice », a fait savoir publiquement le président Maurice Dousset qui, du coup, refuse sur ces bases de négocier avec l'Etat (le Monde daté 24-25 octobre). Premier vice-président de la région, le sénateur RPR du Loiret Paul Masson est monté la semaine dernière au créneau devant ses pairs, en s'élevant contre « un Etat qui agit de façon féodale » lorsqu'il réserve seulement 25 % des sommes à la discussion. Quelques jours plus tard, la région, consciente des problèmes rencontrés par les départements du Cher et de l'Indre, a voté un fonds d'aide spécifique (15 millions de francs pour 1993, plus de 200 millions de francs pour les cinq années à venir), estimant toutefois qu'il lui faut 2,6 milliards de francs et non 2 milliards en dotation d'Etat afin de pouvoir faire face à ses investissements de première urgence.

Cependant le Cher, pas plus que l'Indre, ne se fait de grandes illusions entre les déclarations d'intention de réaménager le territoire et les actes reportés au fil des semaines. Il suffit de feuilleter les derniers dossiers ouverts au nom de la relance économique pour être convaincu que seule une volonté politique peut débloquent les choses. Ainsi l'Office national des forêts et le Centre national de la chanson devaient s'installer à Bourges ; une école d'architecture pouvait être créée dans cette ville, qui possède déjà une école nationale des beaux arts, et qui, autour de la première maison de la culture de France, poursuit une réelle politique culturelle. Ces dossiers sont au mieux en attente, au pire définitivement refermés.

de notre correspondant à Bourges Patrick Martinat

BRETAGNE

Formation en alternance pour les sportifs

La Bretagne est une des premières régions françaises à mettre en place une formation en alternance pour les sportifs de haut niveau. Cette formation, dispensée au collège coopératif de Bretagne et dans des PME-PMI, concernera vingt athlètes âgés de dix-huit à vingt-six ans - toutes disciplines confondues - classés sur les listes officielles et licenciés dans un club breton. D'une durée de deux ans, et partagée en trois tiers (formation, présence en entreprise et entraînement sportif), elle doit permettre l'acquisition d'un diplôme de niveau maîtrise, avec une reconnaissance universitaire de cadre intermédiaire d'entreprise. Signée, jeudi 4 novembre, pour une durée de cinq ans entre le conseil régional, la direction régionale de la jeunesse et des sports, le Comité régional olympique et sportif de Bretagne et les entreprises participantes, la convention doit permettre l'accueil de trois promotions de stagiaires au cours du XI^e Plan, de 1994 à 1998.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le POS de Narbonne annulé

Le tribunal administratif de Montpellier a annulé le Plan d'occupation des sols (POS) de la ville de Narbonne, dans l'Aude, à la suite d'une requête déposée par une responsable écologiste. Elle était opposée à l'implémentation d'un laboratoire de l'Institut national de la recherche agroalimentaire (INRA) sur un terrain situé près d'un étang. Les magistrats montpelliérains ont estimé, dans un jugement rendu le 20 octobre, que des modifications importantes du classement de 1 500 hectares en zone boisée ou le report de la délimitation des zones proches du rivage, intervenu lors de la procédure de révision du POS, auraient dû être soumises à une enquête publique. La mairie de Narbonne, qui avait modifié le POS afin de faciliter l'installation de l'INRA, objet d'un autre recours en annulation, a décidé de faire appel de ce jugement et a aussitôt lancé une procédure pour la mise en place d'un nouveau plan.

RHÔNE-ALPES

La Savoie soigne son patrimoine

Le ministre de la culture Jacques Toubon vient de signer avec Michel Bernier (RPR), président du conseil général de Savoie et ministre de l'environnement, une convention triennale destinée à valoriser le patrimoine militaire et rural du département. D'un montant de 4,8 millions de francs pour 1994, répartie entre l'Etat, le département et les collectivités, elle doit permettre de poursuivre, dans la vallée de la Maurienne, la restauration de la barrière des forêts de l'Esseillon. Sont également concernés l'architecture rurale, le patrimoine historique, la conservation de plans cadastraux exécutés en 1730, mais aussi le cinéma, le dense et le théâtre. Une autre convention culturelle signée en 1990 entre l'Etat et le département a déjà permis d'investir près de 60 millions de francs dans la mise en valeur du patrimoine religieux et baroque du département, quelques mois avant les Jeux olympiques d'Albertville. Un programme de visites guidées « Chemins du baroque » a déjà attiré plus de soixante mille visiteurs cette année.

Le Monde

Édité par le SART, le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Ensemble
M. Jacques Lesourne, gérant.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

La Monde sur COROM : (1) 43-37-86-11, Microfilms : (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 à 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE et hors
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 095 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - periodical) is published daily for \$ 5.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to LEMOND at NY Reg 1918, Champlain, N.Y. 12919 - 1011.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 281 USA
Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MONVOI PP. Paris RP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Le Monde

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cria
Membres du comité de direction :
Jacques Guin
Isabelle Tsafli

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-72
Téléc : MONDPUB 624 128 F
Téléc : 46-42-72-72 - Société École
de la SART, le Monde et de Météo et Région Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - TAPAZ LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LEMOND ou 36-28-04-58

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX

BLOC-NOTES

AGENDA

- Environnement et communication. - A l'initiative de l'Association Organisation pour le respect de l'environnement dans l'entreprise (OREE), se tiendra un colloque sur le thème de l'environnement et de la communication, au Futuroscope de Poitiers, le mardi 16 novembre.
- Renseignements au (16) 88-25-74-63.
- Des villes à vivre. - L'association Rue de l'avenir et la direction départementale de l'équipement des Yvelines organisent ensemble un colloque sur le thème « Des villes à vivre » le samedi 20 novembre. Des techniciens, des élus et des représentants d'associations devraient y dialoguer sur la diffusion de l'information, le partage de

l'espace public, la modernisation de la circulation automobile et le développement des transports en commun.
► Renseignements : 45-48-21-98 ou 46-33-10-04
■ Aménager l'espace rural. - « Investissons dans l'espace rural » C'est à la fois un mot d'ordre, un sujet d'actualité dans la perspective de la future loi d'orientation sur l'aménagement du territoire et le titre du prochain congrès national des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). Ces derniers, créées à l'époque des grandes opérations de remembrement, entendent ainsi participer au débat national. Leur rencontre se tiendra à Deauville, le jeudi 25 et le vendredi 26 novembre.
► Renseignements au (16-1) 44-65-65-32.E

COURRIER

Les Tsiganes à Romainville

Si la situation des familles tsiganes de Romainville est loin d'être enviable (le Monde du 31 octobre - 1^{er} novembre), elle n'est cependant que la représentation emblématique de centaines d'autres, parfois beaucoup plus dramatiques et surtout complètement oubliées et occultées. A Romainville, au moins un projet de logement est en cours. Il est l'objet d'un travail concerté entre différents partenaires associés en groupe de pilotage, dont la ville est le

soutien principal. L'ensemble de l'opération a reçu son aval, y compris le projet d'aménagement de terrains en habitat mixte (maisons avec-avert abritant le caravane), qui bute pour l'essentiel sur des problèmes d'opportunités foncières. Des obstacles existent, il ne faut pas le nier, qui tiennent aux processus globaux d'exclusion sociale et au manque de cohérence entre les différentes politiques d'Etat attachées à l'insertion par l'habitat et au stationnement.

MARTINE SCIALI-VALAZZA
Bobigny

SOCIÉTÉ

Dans la perspective d'une loi d'orientation et d'un plan pluriannuel

M. Pasqua institue une mission de réflexion sur l'avenir de la police nationale

Lors d'une « table ronde sur l'avenir de la police nationale », à laquelle il avait convié, vendredi 12 novembre, l'ensemble des organisations syndicales policières, Charles Pasqua a annoncé la création d'une mission de réflexion et de proposition confiée à l'un de ses proches collaborateurs, le conseiller d'Etat Pierre Bordry. Ce dernier devra rendre, dans les six mois, un rapport « sur l'aménagement des fonctions de la police et de son personnel aux temps nouveaux ». Le ministre de l'Intérieur s'est engagé à élaborer fin mai 1994, à partir de ces propositions, un programme pluriannuel concrétisé par une loi d'orientation.

La gestion au jour le jour ne suffit plus, place à la réforme et au long terme. Tel est, en substance, le message délivré par M. Pasqua aux syndicalistes policiers en présence du directeur général de la police nationale, Edouard Lacroix, du préfet de police de Paris, Philippe Masson, ainsi que des principaux directeurs et chefs de service de la police nationale.

Douze ans après le pré-rapport sur les réformes de la police nationale que Gaston Defferre avait confié en 1981 à Jean-Michel Belorgey et qui reste une référence nostalgique pour la plupart des organisations syndicales, M. Bordry se voit donc chargé de lui donner une suite, avec cependant cette différence que l'actuel ministre de l'Intérieur s'est d'ores et déjà engagé à concrétiser rapidement ses propositions dans une loi d'orientation.

Pour M. Pasqua, qui avait insisté pour être à la fois ministre de l'Intérieur et ministre de l'aménagement du territoire, cette ambition policière fait corps avec cette « reconquête du territoire » qu'il

appelle de ses vœux. « L'aménagement du territoire, a-t-il expliqué à ses interlocuteurs, ce n'est pas seulement la délocalisation des administrations ou la prévision des grandes infrastructures de demain. C'est d'abord et avant tout le respect du principe républicain qui veut que tous les citoyens aient un accès égal à l'emploi, à l'éducation et à la formation, aux loisirs et à la culture, à la santé et à la sécurité. C'est pourquoi le ministre de l'Intérieur donne le coup d'envoi de la vaste réflexion que le chantier de l'aménagement du territoire va imposer à tous les services de l'Etat. Et j'entends que la police nationale soit, de toutes les administrations de l'Etat, la première à s'organiser, à se réorganiser complètement s'il le faut, afin d'être en mesure de répondre à cette ambition, sur l'ensemble du territoire national. »

Le constat de départ du ministre d'Etat a trois dimensions : « L'indépendance entre la demande de sécurité des habitants et l'offre de sécurité garantie par l'Etat ; « une police démobilisée, ayant perdu une partie de cette motivation, de cette foi en son métier qui faisaient sa qualité première ; le fait, enfin, que le ministre de l'Intérieur n'ait pas pu préparer l'adaptation de la police à son temps, pas au vu plus loin que l'événement immédiat, pas appris à penser le long terme ». Il s'agit donc de « construire une police nationale apte à affronter les turbulences du XXI^e siècle », en d'autres termes « un réaménagement radical, une mutation profonde et non pas de circonstance ».

« Nous devons, vous comme nous », a déclaré M. Pasqua, en finir avec des schémas archaïques, avec des situations acquises, avec des rentes de situation. Sinon d'autres que nous, dans le désordre et dans la compétition, sans esprit de service public, sans souci de l'intérêt général, prétendront répondre à notre place à l'attente des Français. Il

nous faut donc passer de la conception d'une police d'ordre, héritière de l'histoire, soumise à l'Etat mais peu attentive aux attentes du public, à celle d'une police de sécurité, gardienne de la loi mais soucieuse d'apporter des réponses adaptées aux demandes de nos concitoyens. »

Le ministre a défini cinq grands thèmes de réflexion : « la définition des missions de la police de demain », affirmant au passage qu'il n'avait « nullement l'intention de brader les missions régaliennes de la police nationale » et qu'il s'opposerait donc à une extension des

attributions des polices municipales ainsi qu'à la création d'une police municipale à Paris ; « la place de la police et du policier dans la cité », en insistant sur le « statut social du policier » et sur « les relations avec la population et les institutions » ; « la recherche d'une police plus souple », dans la mesure où elle serait aujourd'hui « trop souvent sclérosée par des structures hiérarchiques excessivement lourdes » ; « un meilleur emploi des effectifs », illustré par « l'allègement des états majors », une « chasse aux affectations non prioritaires » et des

« rythmes de travail mieux adaptés » ; enfin, « la modernisation des moyens ».

Les deux principales organisations syndicales, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue) et la Fédération nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les policiers en civil) ont fort bien accueilli les propositions ministérielles. « Le chantier de la police va enfin être ouvert », commente la FASP, qui affirme que « sa détermination a été payante » et crédite M. Pasqua

d'un réel « pragmatisme politique ». La FNAP constate qu'il y a « des convergences entre le ministre, l'administration et les syndicats » et se déclare prête à « en profiter » afin de « jouer le jeu ». M. Bordry, qui cumule sa mission avec ses fonctions de conseiller pour les libertés publiques au cabinet de M. Pasqua, s'est engagé à la mener en concertation avec les organisations syndicales. A mi-chemin des six mois fixés comme échéance par le ministre, ce dernier a prévu de faire un premier bilan avec les syndicats.

E. P.

COMMENTAIRE

Le chantier et le dépôt

DEPUIS son retour place Beauvau, M. Pasqua est le même et un autre. Le même, dans la mesure où il n'a rien renié de ses convictions éditoriales, comme l'a illustré, en six mois, l'arsenal législatif dont il s'est voulu l'artificier et qui a sensiblement accru la marge de manœuvre des policiers, notamment à l'égard des étrangers. Mais un autre aussi, puisque, après s'être fait le héros d'une déontologie policière réhabilitée, au point d'imposer aux gardiens de la paix le port d'une plaque rappelant les principes des dispositions du code qui les régit, le voici aujourd'hui qui campe en réformateur radical, affirmant une volonté politique transformatrice qui a souvent fait défaut à certains de ses prédécesseurs.

Même s'il ne goûte pas le compliment, on ne peut que constater qu'il s'engage aujourd'hui sur la voie abandonnée à mi-chemin par le socialiste Pierre Joxe. Dans son discours de la méthode aux syndicats policiers, on retrouve en effet nombre de constats fort en vogue

à l'époque de la première loi pluriannuelle de modernisation de la police, adoptée en 1985, et émise sur cinq ans : égoïsme d'une police de proximité par contraste avec une police d'ordre héritière du passé, inscription du travail policier dans un dialogue avec les autres institutions, critique d'un ministère par trop prisonnier de l'événement et de l'immédiateté, etc. D'hier à aujourd'hui, la résonance est d'ailleurs confirmée par l'axe à front renversé qui se dessine entre M. Pasqua et ses partenaires syndicaux : ses meilleurs soutiens ne semblent pas les syndicalistes proches de la droite, qui ne lui ont pas ménagé leurs critiques dans la période récente, mais bien plutôt les fédérations proches de la gauche ; dont les responsables sont parfois proches du Parti socialiste...

Dans l'attitude du ministre, l'opportunité se mêle certes à la conviction. Occupé par sa grande ambition, l'aménagement du territoire, comme Gaston Defferre le fut par le décentralisme, il a

crainé que les policiers ne lui fassent reproche de les délaisser. De plus, il a dû reconnaître que la cure d'opposition de sa famille politique lui a fait quelque peu perdre le main en matière policière : manque de cadres, absence de projet, etc. Il lui fallait donc sortir par le haut, avant que les mauvaises humeurs corporatistes ou catégorielles n'atteignent son image d'homme d'ordre et d'autorité, dont il pense qu'elle fait de lui le seul barrage efficace et populaire à l'extrême droite. Ce faisant, il n'a pu que reprendre l'ouvrage là où la gauche l'avait laissé : ne pas seulement moderniser les moyens de la police, mais redéfinir ses missions et revoir son architecture.

Encore faudrait-il d'emblée tirer les leçons de cette ambition interrompue à mi-chemin, et dont ont témoigné maints rapports et travaux, le plus souvent pertinents, mais néanmoins restés sans suites. En fait, la gauche s'est arrêtée là où commençait la difficulté. Moderniser la police, lui donner plus de moyens, mieux l'équiper, cela ne

suffit pas à la rendre plus démocratique, plus transparente et responsable, plus respectueuse des droits individuels. Il faut aussi revoir sa place dans la cité, donner aux citoyens un droit de regard sur ses activités, éviter une réforme en vase clos. Sinon, la réalité démentira toujours le rêve.

N'est-ce pas ce qui fut crûment démontré quelques jours avant que M. Pasqua ne pose la première pierre de son grand chantier, grâce à quelques évocateurs entêtés, à une organisation de défense des immigrés, la GISTI, et grâce au quotidien *Libération* ? Malgré la modernisation engagée sous la gauche, le dépôt de la préfecture de police de Paris, relégué dans les caves du Palais de justice, loin de ses mœurs et de ses dures, dévoile une police mayennaise, ne respectant pas les droits les plus élémentaires de ceux dont elle a la charge. C'est cette image symbolique du dépôt qu'un véritable chantier réformateur devrait effacer à jamais.

EDWY PLENEL

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche, devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

Le chagrin et la rigueur

Les débats du procès de Jean-Marie Villemain ont été principalement consacrés, vendredi 12 novembre, devant les assises de la Côte-d'Or, à l'examen des circonstances dans lesquelles Bernard Laroche a été tué le 29 mars 1985.

DIJON

De notre envoyé spécial
Une fois de plus, les jurés du département de la Côte-d'Or tentent de conserver le visage impassible que la loi exige de la part de ceux qui ont tiré au sort et finalement transformés en magistrats. Après avoir entendu, au début de ce procès, la longue plaidoirie de Jean-Marie Villemain évoquant les circonstances de la mort de son fils, Grégory ; après avoir entendu le cri de rage de Christine Villemain, mère de l'enfant, et qui fut accusée de l'avoir tué, les jurés regardent une femme aux épaules accusées par les sanglots. Marie-Ange Laroche raconte comment, sous ses yeux, son mari a été tué d'un coup de fusil tiré par Jean-Marie Villemain.

Ce 29 mars 1985, elle rentrait avec son mari dans la maison familiale lorsqu'elle a vu Jean-Marie Villemain arriver armé d'un fusil à pompe. Elle se souvient d'un court dialogue :

« C'est de ta faute s'ils sont tous sur Christine. Pourquoi Muriel a été tuée ? »

— Pose ton fusil. On va discuter. Je te comprends, Jean-Marie, mais je te jure : c'est pas moi qui ai tué ton gosse. »

Quelques mots encore et tout est fini. « J'ai même pas entendu le coup de fusil. J'ai vu Bernard tomber. »

Dans son box, derrière la vitre blindée installée spécialement pour le protéger, Jean-Marie Villemain pleure doucement, se mouche et se lève pour reconnaître, d'une voix blanche, l'essentiel des faits. L'interrogatoire de Marie-Ange se poursuit. Il lui faut maintenant parler de Bernard Laroche, que la mort n'a pas débarrassé du soupçon d'avoir tué le petit Grégory. Marie-

Ange Laroche doit donc répondre à des questions que, d'ordinaire, on n'oserait pas poser à la veuve de la victime. Lui était-il fidèle ? Avait-il des liaisons ? « J'ai l'impression que c'est son procès que l'on veut faire. On veut le salir », proteste Marie-Ange.

Après la témoignage d'une partie civile qui avait remplacé les débats sur le seul fait que les jurés auront à juger, la cour est revenue à l'autre procès, celui de l'assassinat de Grégory ; celui d'un corbeau qui a fait un émir : Marie-Ange dit qu'elle reçoit des lettres anonymes. Son dégoût est partagé par le président Alain Ruyssen, qui déclare que, depuis le début du procès, il est lui-même submergé de ces missives que l'on ne signe pas.

Christine Villemain revient à la barre. Elle était hospitalisée pour un incident survenu au cours de sa grossesse lorsque son époux a surgi dans la chambre pour dire : « J'ai fait une connerie, je viens de tuer Laroche. » Mais elle aussi doit répondre à d'autres questions. Les avocats de la partie civile lui font subir le même traitement que celui infligé à leur cliente par la défense. Et M. Paul Prompt se lève, l'accusant d'avoir encouragé son mari : « Elle a mené le sang et la boue ! » M. Henri-René Garaud bondit pour rugir : « Vous injuriez une innocente ! »

« Un cas rarissime »

Le véritable élément nouveau, plus discret, plus pervers, viendra du témoignage du commissaire Jacques Corrad. Au nom du service régional de police judiciaire de Nancy, il a repris, le 20 février 1985, l'enquête sur la mort de Grégory, commandée par les gardes. Depuis l'assassinat de l'enfant, il semble bien que personne, dans la vallée de la Vologne, n'ignorait que Jean-Marie Villemain avait décidé de venger la mort de son fils. Après la libération de Bernard Laroche, les gardes, privés de toute mission par le magistrat instructeur, se sentaient désavoués. Est-ce ce sentiment qui les aurait amenés à

ne pas mesurer à leur juste valeur les nombreux signaux d'alerte concernant les menaces sur la vie de Bernard Laroche ? Quoi qu'il en soit, il n'a bénéficié d'aucune protection. Et si la PJ n'a pas fait mieux, c'est parce qu'elle ignorait totalement les risques encourus par Bernard Laroche. Les policiers auraient pu s'informer auprès des gardes, mais M. Corrad explique à la barre, interrogé : « Ça peut paraître curieux, mais j'avais des instructions écrites du directeur central adjoint pour ne rencontrer personne tant que nous n'aurions pas étudié le dossier. » L'avocat général Jacques Kohn a étonné, mais le policier ajoute : « Le directeur chargé des affaires criminelles est venu de Paris à Nancy pour donner ses instructions. C'est un cas rarissime. Il a désigné les enquêteurs, et parmi ses instructions, il y avait celle de ne pas avoir de contact. Ce ne se faisait jamais ! »

Pour M. Corrad, qui a été sous-directeur de la police judiciaire, soit venu de Paris avec M. Andrieu pour donner de telles consignes n'est pas une conséquence de la rivalité entre les enquêteurs que dénoncent pourtant les magistrats de la cour d'appel. L'explication qu'il donne est un modèle de logique administrative : « La guerre des polices, c'est la terre à la crème. Il n'y avait pas de guerre des polices pour le bon sens que l'on ne s'est jamais rencontrés. » Jamais, même quand le dossier a été étudié car, à ce moment-là, c'était, selon le policier, devenu « inutile ». M. Garaud profite de l'incident pour assurer au commissaire que Christine Villemain, inculpée après l'enquête de la police judiciaire, a bénéficié d'un non-lieu pour absence de charges. M. Corrad soutient qu'il a eu connaissance du non-lieu sans en connaître le teneur, en ajoutant : « Si j'ai bien compris, M. Garaud veut me faire dire que je me suis trompé ? » M. Corrad ne le dira pas. Mais il aura cette phrase qui fera frémir : « Ce n'était pas à nous, PJ, d'assurer la sécurité de Bernard Laroche. »

MAURICE PEYROT

Réuni en congrès à Strasbourg

Le Syndicat des avocats de France dénonce « l'érosion d'un certain nombre de libertés »

Lors de son vingtième congrès, qui s'est tenu du 11 au 13 novembre à Strasbourg, en présence du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche) s'est dit inquiet face à « l'érosion d'un certain nombre de libertés », notamment en matière de droit des étrangers.

STRASBOURG

De notre envoyé spécial

Il y a tout juste un an, au congrès de Caen, les membres du Syndicat des avocats de France avaient délaissé au instant leur préoccupation traditionnelle — la défense des libertés et des personnes — pour se consacrer uniquement à l'avenir de la profession. Les conséquences de la fusion, en 1991, des avocats et des conseils juridiques et le problème du statut des avocats salariés avaient alors occupé la majeure partie des débats. Cette année, si ces interrogations sont restées présentes, les temps ont changé, imposant d'autres priorités. Au mois de mars, les élections législatives ont porté à Matignon un premier ministre issu du RPR et, depuis, des réformes d'ampleur ont été lancées. Indigné par les atteintes aux droits des étrangers contenues dans les lois Pasqua et le nouveau code de la nationalité, déçu par la « contre-réforme » du code de procédure pénale et révolté par l'instauration prochaine d'une peine de perpétuité « réelle », le SAF, clairement ancré à gauche depuis sa fondation en 1974, a donc décidé de renouer avec ses combats traditionnels.

« Alfred Grosser rappelait récemment, dans un article du Monde, que c'est un ministre de la IV^e République qui avait lancé l'expression « les belles âmes » pour disqualifier les nantis prétendant faire avancer la solution des drames nord-africains à partir de considérations morales, nait ainsi M. Jean Danet, rapporteur

de la commission pénale. Nous voulons bien, contre les réalistes d'aujourd'hui, être taxés de « droits-de-l'hommeistes ». Nous voulons bien, contre leur permanente amnésie, justifier nos choix avec l'aide de l'Histoire, qu'il s'agisse de justice pénale, d'immigration ou de nationalité française. Bien plus : nous le devons. Car, si nous avons un droit, c'est parce que nous avons une histoire. »

« Conette sécuritaire »

Les divergences avec le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, étaient telles que certains avocats proposaient d'annuler l'invitation adressée au ministre de la justice : « Après les lois sur l'immigration et la perpétuité « réelle », je me demande si la venue de M. Méhaignerie est bien opportune, laçait M. Didier Liger. Pour moi, cette réception est une grave erreur politique. Je vous propose donc de dire que le garde des sceaux ne sera pas le bienvenu dans notre maison commune ! » Le SAF, qui n'avait jamais invité de ministres à son congrès avant Robert Badinter en 1981 et qui reçoit depuis lors Pierre Arpaillange, Henri Nallet, Michel Sapin et Michel Vauzelle, s'opposait cependant très massivement à cette proposition. « Nous ne sommes pas en situation de guerre civile et Pierre Méhaignerie est le garde des sceaux d'un gouvernement démocratiquement élu, répétait M. Claude Michel, ancien président du SAF et secrétaire général du conseil général des barreaux (CNG). Nous ne devons pas que la courtoisie est l'une des qualités de l'avocat. Nous lui opposerons la vigueur de nos arguments et non l'incorrection de notre comportement. »

Fidèle à ce principe, le président du SAF, M. Tiennor Grumbach, dénonçait fermement, face au garde des sceaux, « l'érosion d'un certain nombre de libertés ». « Je me dois de vous faire part de

l'inquiétude de notre congrès sur l'ensemble du train de lois : du code pénal — dont votre majorité n'est pas responsable — à la contre-réforme du code de procédure pénale, en passant par le droit des étrangers et le droit de la nationalité, sans compter votre tout nouveau projet de loi sur les peines de mort lente à renouvellement successif et perpétuel, accablait-il. Tout cela tisse une sorte de couette sécuritaire qui ne paraît pas conforme au droit, censé assurer la liberté et la sécurité des citoyens. Je ne dis pas que, dans ce pays, il n'y a pas d'Etat de droit. Je ne dis pas que votre majorité n'applique pas les dispositions de notre Constitution. Je dis que l'esprit des lois que vous avez promulguées tend à contourner les grands principes généraux du droit tels qu'ils découlent de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention européenne, ratifiée par la France. »

Fraîchement accueilli par le congrès, le garde des sceaux défendait en retour son projet de loi sur la perpétuité « réelle ». « Ne rien faire, c'était la voie la plus facile, mais était-ce la voie de la responsabilité ? s'interrogeait-il. La peine de mort ? J'y suis défavorable, les conventions internationales qui nous lient nous empêchent de la restaurer et, de toute façon, cela ne résoud rien. Restez ma proposition. (...) Il doit rester de l'espoir à tout homme. Mais mon devoir est de rappeler que la mort, l'horreur et la fin de l'espoir se trouvent du côté des parents des victimes. » Le texte présenté au conseil des ministres prévoyait pour seule soupape une éventuelle grâce présidentielle. Conscient du caractère « discrétionnaire » de ce geste, plus politique que judiciaire, le garde des sceaux a annoncé que des amendements prévoyaient un autre système de recours étaient actuellement à l'étude.

ANNE CHEMIN

CULTURE

MUSIQUES

LACHENMANN et STROPPA à l'Opéra-Bastille

Le fantôme de Debussy

Le fait de créer chacune de ses éditions sur un compositeur qui bénéficie ainsi d'un traitement préférentiel permet en Festival d'automne de provoquer des rapprochements étonnants. Comme cette rencontre entre l'Allemand Helmut Lachenmann, protagoniste de l'édition 93, et l'Italien Marco Stroppa, qui est son cadet de plus de vingt ans.

Les Miniatures estrope pour piano du second frappent avant tout par leur liberté de ton. Dans leur attitude, sinon dans leur son, ces six miniatures (le cycle devrait en compter quatre), rappellent Debussy et le jeune Messiaen. Elles s'inscrivent dans une tradition de la musique française pour piano qui semblait devoir se perdre dans la multiplication des soliloques, de plus en plus individualisés et atypiques. Cette musique propose une solution architecturale crédible, sans devoir recourir à ces ruptures, à ces contrastes névrotiques qui hantent la musique pour piano seul des imitateurs de Stockhausen.

Les premières pages (déjà entendues, à Genève, dans le cadre du Festival Arcipel, le printemps dernier) sont les meilleures, et l'on regrette dans les pièces composées depuis l'absence d'une direction plus

accusée, d'un sens narratif plus ferme. L'ensemble doit beaucoup à son interprète et inspirateur Pierre-Laurent Aimard, qui s'impose par une sorte de crispation positive, intérieurement suggestive, et un contrôle impeccable des couleurs et des rythmes. Aimard mériterait d'être mieux connu qu'il ne l'est par le travail remarquable qu'il effectue au sein de l'Ensemble InterContemporain.

Face à Marco Stroppa, dont la désinvolture coquette montre qu'il ne craint pas son âge, Lachenmann apparaît, une fois encore, comme un grand cynique (au sens originel du terme), avec son regard froid et constructif, sa manière d'assumer le recyclage des sous-produits musicaux (bruits parasites de toutes sortes) comme une attitude et une philosophie. Il revient au plaisir enfantin de

jeu pianistique (*Eine Kinderspiel*) pour entraîner l'auditeur dans une partie de cache-cache où l'ellipse devient significative et la présence dérisoire de l'interprète inquiétante par son acharnement. Il compose pour quatorze à quinze – le magnifique *Gran Torso* –, mais refuse obstinément le son doux, pur, pour bâtir une sorte de critique esthétique qui met en cause l'esthétique elle-même. Ce que l'on admire chez Lachenmann ? Peut-être, avec un soupçon de nostalgie, la droiture d'un choix conscient, qui fuit autant l'égo-centrisme que l'anxiété.

COSTIN CAZABAN

Prochains concerts du cycle Lachenmann au Festival d'automne : les 18, 19 et 20 novembre, à l'amphithéâtre Olivier-Messiaen de l'Opéra-Bastille. Rens. : 42-96-12-27.

PRÉCISION : la Ville de Paris et la musique contemporaine. Dans le compte-rendu des activités de l'association Musique nouvelle en liberté, publié dans le Monde du 9 novembre, deux informations étaient imprécises. La somme versée pour la promotion des musiques du vingtième siècle par la Ville de Paris s'élève à 4,2 millions de francs. 1,4 million va au Fonds d'intervention

auprès des orchestres, 2,8 millions sont répartis à égalité entre des opérations diverses (commandes) et le budget de fonctionnement de l'association elle-même. L'essentiel des sommes versées au Fonds d'intervention auprès des orchestres de région est versé par la direction de la musique du ministère de la culture et de la francophonie.

ARTS

MARY CASSAT, EVA GONZALEZ et BERTHE MORISOT au Musée Marmottan

Les « dames Manet »

Berthe Morisot était la belle-sœur d'Edouard Manet, qui fit maintes fois son portrait. Eva Gonzalez fut l'élève de Manet et épousa le graveur Guérard, lui-même proche du peintre d'Olympia. Une exposition qui réunit leurs œuvres ne peut donc manquer de tourner à l'hommage au grand absent, dont l'exemple, l'enseignement, les sujets et jusqu'aux manières se reconnaissent dans les toiles et pastels de ses deux disciples.

De lui, Eva et Berthe tiennent le goût des sujets modernes et parisiens, soirées au théâtre des Italiens, promenades dans la nature polie des parcs et jardins, lectures et rêveries sur les pelouses des maisons de campagne. Les robes sont de la dernière mode, les coiffures et les ombrelles aussi. Manet a peint le *Fifre*, Gonzalez expose *l'Enfant de troupe* – même fond sombre, même pose étrangement statique. De la *Musique aux Tuileries* du premier, *Mus et bébé* de la seconde, pourrait être un fragment. Le *Lage aux Italiens* de Balcon. Il arrive même que le maître et l'élève traitent le même motif, calfatage d'une barque noire sur une plage grise ou pinovines dans un verre qui tient lieu de vase.

Noir et gris en effet : Eva Gonzalez se cultive pas les couleurs scintillantes. Quoique contemporaine du mouvement impressionniste, elle ne sacrifie guère à la mode. Les harmonies

demeurent équilibrées et saines, les contrastes de lumière peu accentués. Ni division du ton, ni touches virevoltantes, mais des nuances innombrables de gris, du tendre au pâle, des rouges-bruns, des bleus étincelants – tout cela réparti avec un souci extrême de l'équilibre et de la cohérence de l'œuvre.

Partage des rôles

Sur Berthe Morisot, l'influence de Manet s'exerce aussi, avec autorité, l'attirant hors de celle de Corot et de Fantin-Latour, mais d'une façon très différente. D'un art plaisant, mais peu téméraire, l'épouse d'Edouard Manet glisse à partir de la fin des années 1860 vers une manière de plus en plus tranchée et vive. Le « bien faire », le souci de l'exécution propre et soignée qui l'avait retenue jusqu'alors cèdent la place à un style d'esquisse, plus graphique que pictural. Des touches s'entrechoient et se superposent, elles indiquent, elles suggèrent, elles résonnent et, simultanément, elles révèlent l'adresse et l'élégance de l'artiste. De ces toiles précipitées et séduisantes, le dandysme n'est pas absent, fort à l'opposé de la précision méthodique et neutre d'Eva Gonzalez, qui cherchait peu à plaire.

On croirait à un partage des rôles entre les deux peintres, que tout condamnerait à la rivalité. L'une osa rivaliser d'habi-

leté et de désinvolture maîtrisée avec Manet, quand l'autre retint de lui que la peinture devait n'avoir d'autres sujets que ceux de la vie moderne et les représenter nettement et éristement, avec naïveté et froideur, sans grands effets ni rhétorique. Ses toiles et ses pastels ont moins de brillant, mais plus de complexité et de durée. Il suffit d'en réunir quelques-uns pour s'apercevoir qu'Eva Gonzalez fut un peintre puissant et profond, qui procédait, avec l'instinct, du croquis à la composition, de la composition à l'exécution, sans renoncer à ce principe majeur : que le plaisir du style ne devait pas l'emporter sur le scrupule de la description, que la grâce importait plus que la grâce.

Aux « dames Manet » – sur-nom inventé par Mallarmé –, il a semblé judicieux d'ajouter Mary Cassatt, sans doute en raison de son sexe. Ses toiles, ériades et d'une grande banalité de conception, font avec celles de ces voisines de hasard un contraste qui ou leur est guère favorable. Elles relèvent d'un impressionnisme réduit à des filaments de bleu, de vert et d'orange assez maladroitement tissés, quelque chose comme une imitation décorative du Renoir le plus mièvre.

PHILIPPE DAGEN

Musée Marmottan, 2 rue Louis-Bully, 75016, Paris; tél. : 42-24-07-02. Jusqu'au 31 décembre.

PRIX : la sélection du prix Louis-Delluc. Les jurés du prix Louis-Delluc ont publié leur première sélection en vue du prix qui sera attribué le 16 décembre. Ont été retenus : *Arizona Dream*, d'Emir Kusturica, *Ma saison préférée*, d'André Téchiné, *l'Odeur de la papaye verte*, de Tran Anh Hung, *Bleu*, de Krzysztof Kieslowski, et *Une nouvelle vie*, d'Olivier Assayas.

PALMARÈS : Festival de Brest. Le Festival du film court de Brest, qui s'est déroulé du 29 octobre au 7 novembre, a récompensé *Emilie Muller*, d'Yvon Marciano, *Jour de fauche*, de Vincent Moonet, *The Dog*, de Yannis Xanthopoulos, *la Ferme*, d'Emmanuel Silvestre et Thibault Staib, la *Vie*, de Didier Flamand, et *El Columpio*, d'Alfredo Fernandez Armero.

COMMUNICATION

La discussion du budget de la communication à l'Assemblée nationale

M. Vivien (RPR) préconise que France-Télévision se recentre « sur ses missions de service public »

L'Assemblée nationale doit examiner, lundi matin 15 novembre, le budget du ministère de la communication pour 1994, présenté par Alain Carignon. Les rapports établis, au nom de la commission des finances, par Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), qui préconise notamment « un recentrage du groupe France-Télévision (France 2-France 3) sur ses missions de service public », et, au nom de la commission des affaires culturelles, par Anne-Marie Coudere (RPR, Paris), plus nuancée, mettaient en évidence, avant le début de la discussion, l'existence de divergences au sein de la majorité sur l'avenir du système audiovisuel.

Inamovible rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le budget de la communication, Robert-André Vivien, député RPR du Val-de-Marne, fait crédit au gouvernement sur un point dans son analyse des dépenses et des recettes que devra gérer l'an prochain le ministre de la communication : Alain Carignon disposera d'un budget « solide et crédible, à la différence notable de l'an dernier ». Il en veut pour preuve le fait que la part du produit de la redevance (portée de 606 francs à 631 francs, pour les téléviseurs en couleur) augmentera « de 61 à 63,4 % » dans l'architecture de ce budget. Il approuve les arbitrages rendus sur cette redevance et sur les dotations budgétaires. En revanche, M. Vivien ne cache pas les réserves que lui inspirent beaucoup d'autres aspects des orientations de M. Carignon. Il exprime son « scepticisme sur l'op-

portunité et le réalisme des prévisions de recettes publicitaires notamment pour France 3 » (+ 13 % de recettes publicitaires par rapport à l'objectif fixé dans la loi de finances initiale de 1993).

Il note que, selon ce projet de budget, les recettes de publicité représenteront en 1994 « 40 % des recettes de France 2 et 20 % des recettes de France 3 ». Or, M. Vivien estime qu'il est « nécessaire de stopper la progression des objectifs publicitaires de France 2 et France 3 qui n'ont pas été sans conséquence, écrit-il, sur la dérive commerciale de leurs programmes observée en 1991 et 1992. Il faut être cohérent, souligne-t-il : soit l'Etat fixe aux télévisions publiques des objectifs de publicité élevés, et qu'il ne s'étonne pas alors de voir les gestionnaires de ces chaînes adopter une programmation exclusivement tournée vers l'audience et interpréter à leur manière leur cahier des charges afin de détourner les règles qui plafonnent l'offre d'espace publicitaire dans le secteur public ; soit l'Etat souhaite réellement une télévision de secteur public avec une grille générale haut de gamme, et alors qu'il ne se rende pas trop dépendante des desiderata des marchands de lessive, à l'effrit des ménages de moins de cinquante ans ».

« Le conservatisme l'a emporté »

M. Vivien conteste aussi l'affectation et la répartition des recettes : « Force est de constater que dans ce domaine le conservatisme l'a emporté sur la réforme alors que les défauts et les carences de l'organisation actuelle imposent un effort de redéfinition des tâches et des moyens des différents organismes publics de l'audiovisuel ».

En Dordogne

Le CSA accorde une dernière chance à Aquitaine-TV

PÉRIQUÉUX

Depuis le 11 octobre, Aquitaine-TV, la chaîne de télévision périgourde, a repris l'antenne après quatre semaines d'arrêt. L'accès à la télévision par satellite de Georges Derocles, réalisateur de cinéma à la retraite, Aquitaine-TV avait rapidement connu des problèmes de trésorerie liés à une absence de fonds propres, à un professionnalisme parfois défaillant et à une estimation irréaliste des recettes publicitaires.

Après dix-huit mois d'activité, elle a vu déposer son bilan avant d'être en liquidation judi-

ciaire. Si le Conseil supérieur de l'audiovisuel a finalement donné son feu vert au projet de redémarrage et a accordé une dernière chance, c'est parce qu'il souhaitait voir se poursuivre une expérience de télévision en milieu rural. Mais il a aussi été convaincu par la crédibilité du dossier.

Dirigé par François Carrier, l'ancien PDG des foires gras Delpeyrat, la nouvelle structure juridique offre, semble-t-il, davantage de garanties que la précédente. Les effectifs ont été réduits de moitié (15 au lieu de 30 personnes), capital de 1 million de francs, entièrement libéré, et le budget prévisionnel,

voisin de 5 millions de francs étudiés au plus près.

De surcroît, Aquitaine-TV, qui émet chaque soir entre 18 h 30 et 20 heures, bénéficie du soutien financier du conseil général et de nombreuses collectivités locales : le premier a manifesté l'intention de lui accorder une aide de 3 millions de francs par an jusqu'en 1996, les secondes ont « bodgété » des versements susceptibles d'effectuer la somme avant le démarrage effectif d'annonces institutionnelles et privés sur lequel la chaîne compte fonder sa survie à plus long terme.

DOMINIQUE RICHARD

EN BREF

PIRATAGE : France 2 gagna son référendum TF 1. – TF 1 devra remettre à France 2, sous astreinte de 10 000 F par jour de retard, les cassettes des journaux dans lesquels les images exclusives revendiquées par France 2 sur l'interpellation en France de responsables islamistes ont été diffusées. Ainsi en a jugé, vendredi 12 novembre, le tribunal de commerce de Paris, qui a également interdit à TF 1 d'utiliser ce reportage sans l'accord de France 2. TF 1 avait été assigné en référé par France 2 à la suite de la diffusion par la « Une » d'images tournées en exclusivité au cours de l'opération de police menée dans les milieux islamistes algériens.

que la diffusion d'œuvres européennes « est largement en cours de rattrapage », avant de renvoyer au bilan qui sera fait le 31 décembre.

RMC : dépôt des candidatures. – Les candidats à la reprise de la RMC devront déposer leurs offres d'achat au plus tard le 13 décembre, selon un avis relatif à la cession de la participation (83 %) du holding Sofirad (société financière de radiodiffusion) dans Radio Monte-Carlo, publié mercredi 10 novembre au Journal officiel. Cet avis vaut appel à candidatures et précise que le cahier des charges de cette vente peut être retiré au siège de la Sofirad, à Paris, où devront également être adressées les offres d'achat. (Le Monde du 5 novembre).

M 8 : Jacques Rigaud « choqué ». – Invité de « Radio-Com », mercredi 10 novembre, sur France-Inter, Jacques Rigaud, président de RTL, s'est dit « exaspéré » et « choqué » par la décision du gouvernement de retirer l'autorisation d'une seconde coupure publicitaire du projet de loi sur l'audiovisuel adopté le jour même par le conseil des ministres. « Je ne lâcherai pas les baskets de M. Carignon et de la majorité par-

lementaire sur ce sujet », a affirmé l'administrateur délégué de la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion), actionnaire à hauteur de 25 % de M 6. D'autre part, M. Rigaud a qualifié de « très choquants » les récents propos de Bertrand Cousin, secrétaire national à la communication du RPR, à l'encontre de Radio-France (Le Monde du 6 novembre).

CAMEROUN : saisies de journaux. – Une édition collective de dix journaux indépendants a été publiée, vendredi 12 novembre, à Yaoundé, pour dénoncer les « saisies intempestives et injustifiées » dont sont « à nouveau » victimes certains organes de presse depuis quelques semaines. Cette édition collective a été éditée à l'initiative de l'Organisation camerounaise pour la liberté de la presse (OCALIP). Elle a également pour objectif de soutenir le journal indépendant l'Opinion, dont le directeur, Lucien Claude Kamengni, et un journaliste, Willy Léonard Djappi, ont été incarcérés pendant un mois, en avril, à Douala, à la suite de la publication, jugée diffamatoire par les autorités, d'un compte-rendu d'une réunion de l'opposition.

du 2 novembre au 4 décembre 1993

La conquête du pôle sud

Mise en scène de Stanislas Nordey

TGP 4243177

du 12 novembre au 12 décembre 1993

Tempête sur le pays d'Égypte

Mise en scène de Jean-Claude Fall

Brigitte Fossey

Manuel Blanc

tout envoi d'articles.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui s'inscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Avec le rachat de Hertie par Karstadt

Naissance d'un géant dans la distribution allemande

Grand mariage dans la distribution allemande : le numéro un, Karstadt AG, rachète le numéro trois, Hertie GmbH, donnant naissance à un groupe pesant 27 milliards de deutschemarks (près de 95 milliards de francs).

La nouvelle fera sensation dans la distribution française, qui a toujours en peur de ses concurrents d'outre-Rhin : Karstadt AG, numéro un du secteur, rachète le numéro trois, Hertie GmbH, qui, en échange, va acquiescer 25 % du capital de Karstadt. Ce mariage donnera naissance à un groupe pesant plus de 27 milliards de deutschemarks, soit la bagatelle de 95 milliards de francs. Le groupe ainsi formé prend une nette longueur d'avance sur la deuxième chaîne de grands magasins, Kaufhof (filiale du suisse Metro), qui réa-

lise une vingtaine de milliards de deutschemarks.

Le capital de Hertie était détenu jusqu'ici à 97,5 % par la fondation d'utilité publique Hertie, à 0,5 % par la fondation Hertie et à 2 % par les héritiers du fondateur Georg Karg. Lors d'une conférence de presse, vendredi 12 novembre, la direction du groupe a indiqué que l'ensemble des propriétaires détiendront désormais « un peu plus de 25 % » de Karstadt, soit la moitié du capital détenu jusqu'à présent par la Commerzbank et la Deutsche Bank. La fondation Hertie, qui fusionnera avec la fondation d'utilité publique, poursuivra ses activités, notamment dans le domaine de la recherche sur la sclérose en plaque a-t-il été précisé.

Le groupe Karstadt a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 20,5 milliards de deutschemarks

pour un bénéfice de 224 millions. Il emploie 77 500 personnes. La maison mère détient 164 magasins, situés en général en centre-ville, et des filiales comme Neckermann-Versand (vente par correspondance) et NUR Touristik GmbH (tourisme). Hertie, pour sa part, emploie 34 000 personnes et pèse 7 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires. Son bénéfice était en 1992 de 34 millions de deutschemarks. Le groupe détient des intérêts dans des chaînes spécialisées en électroménager et en habillement.

Karstadt n'a pas indiqué le montant de l'opération, estimée néanmoins par les analystes à 2,7 milliards de deutschemarks. Les deux groupes devraient conserver leurs marques mais des synergies seront développées dans le domaine des achats et de la logistique. Le président du directoire de Karstadt, Walter Deuss,

ne s'est pas prononcé sur d'éventuelles réductions d'effectifs au siège social d'Hertie.

L'accord doit encore recevoir le feu vert de l'Office allemand des cartels. Celui-ci dispose de quatre mois pour se prononcer. M. Deuss a indiqué « ne pas s'attendre à un refus des autorités ». La semaine dernière, Dieter Wolf, président de l'Office des cartels, avait déclaré que ce mariage ne se ferait pas forcément au détriment des consommateurs.

Depuis le rachat, l'an passé, du groupe Asko par le géant suisse Metro (60 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires), les observateurs s'attendaient à un nouveau rapprochement dans la distribution allemande.

F. V.

Conséquence d'une récession prolongée

Le budget helvétique sera lourdement déficitaire

BERNE

de notre correspondant

Présentant ses prévisions, le ministre suisse des finances, Otto Stich, n'a pas dissimulé « la gravité de la situation » pour un pays longtemps habitué à des comptes équilibrés, voire excédentaires. L'accumulation des déficits « politiquement et économiquement inacceptables », a-t-il indiqué, le 21 octobre, « risque de conduire à une perte de confiance de l'étranger dans la solidité des institutions et de l'économie suisse ».

C'est à partir de 1990 que les finances fédérales ont commencé à se détériorer d'année en année. Le déficit des comptes de l'Etat, qui s'était déjà élevé à quelque 3 milliards de francs suisses en 1992, pourrait atteindre 7 milliards (28 milliards de francs français) dès cette année, a annoncé le ministre des finances, alors que le budget de 1993 ne

prévoyait un solde négatif que de 3 milliards. Ces déficits cumulés auront pour effet d'aggraver considérablement la dette de la Confédération.

Selon M. Stich, celle-ci passera de 55 milliards de francs suisses à fin 1992 à 75 milliards à fin 1994 et pourrait même dépasser 100 milliards vers 1997. Le budget de 1994 se caractérise par une forte augmentation des dépenses, qui atteindront 43,3 milliards de francs suisses, soit 8,9 % de plus que dans le budget de 1993.

Cette croissance est nettement supérieure à celle de l'économie puisque l'accroissement escompté du produit intérieur brut pour l'an prochain est de 3,5 %. Les dépenses supplémentaires sont essentiellement imputables à des facteurs conjoncturels, notamment la mise en place de mesures de relance et le financement de la prévoyance sociale, la Suisse connaissant désormais un taux de

chômage exceptionnel pour elle de 5 %.

Le déficit budgétaire est encore accentué par un net déclin des recettes fiscales. Dans l'ensemble, les rentrées escomptées devraient diminuer de 1,3 % par rapport à l'année en cours. Jugant cette évolution « fort préoccupante », M. Stich table à la fois sur de nouvelles mesures d'assainissement et l'introduction d'une TVA de 6,5 % pour tenter de limiter les dégâts.

Le gouvernement espère que le corps électoral tiendra compte de ces circonstances exceptionnelles et acceptera enfin, lors d'un référendum le 28 novembre, le principe de la TVA, qui devrait contribuer à ramener les déficits budgétaires à 5 ou 6 milliards de francs suisses par an.

JEAN-CLAUDE SUHRER

REPÈRES

AUTOMOBILE

Umberto Agnelli va quitter Fiat pour l'IFI

Longtemps présenté comme le successeur de son frère Giovanni à la tête de Fiat, Umberto Agnelli va abandonner son poste de vice-président du constructeur automobile pour diriger le holding financier familial, l'IFI, qui chausse notamment Fiat Auto et l'IFI (activités agro-alimentaires notamment). Révélé par l'hebdomadaire Panorama, cette annonce devrait être confirmée officiellement, lundi 15 novembre, par le conseil d'administration du groupe automobile. Umberto Agnelli sera remplacé au sein de Fiat par Gianluigi Gabetti, actuel directeur général d'IFI. Son départ coïncide avec l'entrée de deux nouveaux membres au conseil d'administration, les représentants de la banque Mediobanca et de la compagnie d'assurances Generali, qui siègeront désormais aux côtés de Pierre Suard (Alcatel) et Ulrich Weiss (Deutsche Bank). En difficulté, Fiat avait annoncé en septembre que Giovanni Agnelli resterait aux commandes jusqu'en 1998, alors que son départ était programmé pour juin prochain.

BTP

Les plus de quarante-cinq ans meurent davantage sur les chantiers

Sur les 273 accidents mortels survenus en 1992 dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, près de la moitié d'entre eux (42,9 %) ont concerné des salariés âgés de plus de quarante-cinq ans alors que ceux-ci ne représentaient que 27,9 % des salariés de la profession, selon

les résultats de l'étude diffusée, le 8 novembre, par la Caisse nationale de l'assurance-maladie. 6,6 % des victimes étaient des salariés intérimaires qui ne représentent que 3,3 % des effectifs. Enfin 51 % des accidents sont intervenus dans des établissements de 20 à 299 salariés qui n'emploient que 40,6 % de la main d'œuvre. 31,1 % des décès sont dus à des chutes, 14,9 % à des véhicules divers, 13,5 % à des éboulements, 9,5 % à des engins de terrassement et 6,9 % à des électrocutions.

CROISSANCE

Jacques Delors plaide pour une baisse des taux

« Une baisse des taux d'intérêt en complément d'un écoulement des investissements publics conditionne la croissance et permettra de lutter contre le chômage », a déclaré, vendredi 12 novembre à Francfort, Jacques Delors. Le président de la Commission a écarté une baisse des salaires pour permettre de radier du travail aux 20 millions de chômeurs, dont 32 % de jeunes, que compte l'Union européenne. « D'autres pays, la Chine, la Thaïlande seront toujours meilleur marché que nous », a-t-il affirmé. La solution passe, selon lui, par une « stratégie offensive » avec une intensification des efforts de recherche et des découvertes qui se « traduiront plus rapidement en innovations ». Il convient d'encourager la formation permanente des travailleurs, de consolider le marché unique européen et de réaliser la manœuvre unique pour éviter les dévaluations compétitives entre Etats-membres, a indiqué Jacques Delors. Le 22 novembre, la Commission présentera aux Douze ses orientations économi-

ques pour le reste de la décennie, conformément au traité de Maastricht. Et les chefs d'Etat et de gouvernement examineront, lors du conseil européen de décembre, le Livre blanc sur la croissance et l'emploi.

NOMINATIONS

Un nouveau directeur pour le port de Rouen

René Genevois, ingénieur en chef des ports et chaussées, a été nommé au conseil des ministres du 10 novembre directeur du port autonome de Rouen.

[Né le 9 décembre 1946 à Antun (Seine-et-Loire), René Genevois est ancien élève de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées. Il a commencé sa carrière dans le secteur des voies navigables, en 1971 à Lille. De 1973 à 1981 il a occupé la fonction de directeur des ports et de la navigation maritimes, l'occupant notamment des questions économiques, budgétaires et financières. Il était, depuis janvier 1988, secrétaire général du Conseil national des Communautés portuaires que préside Jacques Dupuyduby.]

SOCIAL

Cent dix suppressions d'emplois chez Rivoire et Carret-Lustucru

La direction de Rivoire et Carret-Lustucru (RCL) a annoncé au comité d'entreprise la suppression de 110 emplois sur l'ensemble de ses sites, a indiqué, vendredi 12 novembre, la section CGT de Chiry-Ourscamp (Oise). Le groupe, qui a son siège à Marseille et des usines à Chiry-Ourscamp, près de Compiègne, à Marseille et à Arles, emploie 880 personnes, dont 240 dans l'Oise. La direction

SOCIAL

Pour défendre leur régime de retraite complémentaire

Trois syndicats appellent à la grève les personnels de la Sécurité sociale

Les fédérations CGT, FO et CFTC des personnels des organismes sociaux ont appelé les 260 000 agents actifs et retraités de la Sécurité sociale à se mettre en grève, lundi 15 novembre, pour protester contre l'intégration de leur régime particulier de retraite complémentaire au régime général interprofessionnel de l'AGIRC-ARRCO. Les modalités de cette intégration devaient être le même jour présentées aux représentants du personnel.

Les gestionnaires patronaux et syndicaux des personnels de la Sécurité sociale, réunis au sein de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), n'avaient pas le choix. Compte tenu du déficit de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires (CPPOSS) - qui, au 31 décembre, s'élève au total à 790 milliards de francs pour 3,5 milliards de francs de prestations servies - et de la dégradation prévisible du rapport entre actifs et retraités au sein de ce régime, le conseil d'administration de l'UCANSS s'est, le 16 juillet, officiellement prononcé, par 21 voix contre 5 (CGT, FO), en faveur d'une intégration, au 1^{er} janvier 1994, de ce régime particulier aux régimes généraux de retraite complémentaire de l'ARRCO et de l'AGIRC (le Monde daté 1^{er} et 2^o).

Restait à négocier avec les représentants du personnel les modalités de cette intégration qui entraîne une modification de la convention collective régissant ces personnels. Finalement, le 25 octobre, ces discussions devaient déboucher, le 15 novembre, sur la présentation par Hubert Maigret, président (CNPF) de l'UCANSS, d'un protocole d'accord portant tant à la fin du mode de financement de cette intégration

tion, dont le coût a été évalué à 29,2 milliards de francs pour le seul maintien des droits garantis par l'ARRCO et l'AGIRC (1), sur la création d'un régime différentiel relatif au maintien des avantages supplémentaires qui auront été acquis au 31 décembre (2) et sur la mise en place d'un régime spécifique de prévoyance.

« Profonde injustice »

Du côté des syndicats, le CGT, FO et la CFTC n'ont d'ores et déjà récusé le principe même de cette intégration, qui va, selon elles, se traduire par « une baisse des pensions de retraités et l'abandon des avantages particuliers du régime actuel ». Favorable, pour sa part, à l'intégration, la CFDT s'inquiète toutefois de la future répartition des sacrifices entre les agents d'exécution et les cadres.

Si la quasi-totalité des personnels rémunérés en dessous du plafond de la Sécurité sociale devraient bénéficier au sein de l'ARRCO d'un niveau de cotisation et de retraite sensiblement équivalent à ceux de la CPPOSS, tel n'est pas le cas des cadres qui, pour maintenir leurs avantages, devraient en théorie voir leur cotisation (patronale et salariale) progresser de 13,2 à 33 % en 25 ans ! Or, dans le régime de la CPPOSS, les avantages des cadres sont, par ailleurs, financés par les cotisations des agents d'exécution ; une situation de « profonde injustice », que la CFDT ne souhaite pas voir pérenniser dans le nouveau système.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) 18 milliards de francs au titre du maintien des droits des personnels non cadres au sein de l'ARRCO, 9 milliards de francs pour ceux des cadres au sein de l'AGIRC et 2,2 milliards représentant une année pleine de cotisation.

(2) Pour 37,5 années de présence, la retraite est calculée sur la base de 75 % du dernier traitement, primes comprises.

INDICATEURS

ETATS-UNIS

■ Ventas de détail : + 1,5 % en octobre. - Les ventes de détail ont augmenté de 1,5 % en octobre par rapport à septembre, soit la plus forte hausse depuis août. Ce chiffre a été obtenu grâce au bond de 3,6 % des ventes de voitures. A l'exclusion de l'automobile, les ventes ont progressé de 0,9 %. Sur un an (octobre 1992-octobre 1993), les ventes de détail ont enregistré une hausse de 6,2 %.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Le Monde
ARTS-SPECTACLES

**PRÉPAREZ-VOUS
A
SORTIR !**

Chaque mercredi dans le
Monde daté jeudi

STATION DU MONDE

1017 14000
10 20 04 56

Une réussite indéniable

MATIÈRES PREMIÈRES

CHRISTOPHE VETTER

Vive résistance du franc

FRANÇOIS RENARD

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 12 novembre 1993 5,55357 contre 5,4637748 F le vendredi 5 novembre 1993.



Imprévisible cacao

MARIE DE VARNEY

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire mensuelle.

Un vent d'ouest glacé

FR

CARNET

Anniversaires de naissance

Claude,
la progéniture de Nantes, Aix, Toulouse et Aigre, te souhaite, avec Michel de M., de rester
« adroit et exquies en tous nobles exercices ».
(11, 2.)

Décès

M. et M^{me} Bel Hadj-Aynard, Medhi et Najib, Sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel AYNARD, conseiller à la cour d'appel de Douai, à l'âge de quarante et un ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 novembre 1993, à 16 heures, en l'église de Turenne (Corrèze).

3, rue Hélène-Boucher, 95470 Fossez.

On nous prie d'annoncer le décès de

Mario BERHAUT, chevalier de la Légion d'honneur, officier des arts et lettres, conservateur honoraire des Musées de France, ancien conservateur du Musée des beaux-arts de Rennes, appelée à Dieu le 10 novembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 novembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles, chapelle du Saint-Sacrement.

De la part de M^{me} Paul Froger, sa sœur, M^{me} Eugène Berhaut, sa belle-sœur.

Cet avis tient lieu de faire-part.
4, rue Baillet-Latour, 78000 Versailles.

Larbi BRAIK,

nous a quittés le 11 novembre 1993, dans sa soixante-dix-neuvième année, et a fait don de son corps à la science.

Ayez une pensée pour son extrême générosité, sa grande sagesse et ses combats politiques.

M. et M^{me} Dominique Cyrot, Anne-Laure et Sylvain Gaudillat, Alice et Louis, Magali et François de Bretagne, Florent, Florence et Antonio Mele, Martin Cyrot, M. et M^{me} Henri Cyrot, Le général et M^{me} Emmanuel Hublot, Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part de la mort accidentelle, le 11 novembre 1993, dans sa vingt-deuxième année, de

Oliver CYROT, élève de l'Ecole polytechnique, 11, rue Lamartine, 76000 Rouen.

M. et M^{me} Max Lumbroso, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Charles Habib et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Guez, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} René Hayat et leurs enfants, M. et M^{me} Sylvain Habib, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} David Eskandari et leurs enfants,
Ainsi que toute la famille Ariche, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et tante.

M^{me} Félix HABIB.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 novembre 1993, à 15 h 45.

Réunion à l'entrée principale du cimetière de Pantin.

136, rue de Picpus, 75012 Paris.

M^{me} Jean Lasserre, Ses filles, Sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

colonel Jean LASSERRE, délégué militaire départemental du Val-d'Oise, officier de la Légion d'honneur, survenu le 11 novembre 1993.

La cérémonie religieuse a été célébrée en la chapelle du Val-de-Grâce, le vendredi 12 novembre, à 17 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sainte-Livrade-sur-Lot (Lot-et-Garonne), le samedi 13 novembre, à 16 heures.

6 C. résidence d'Hennefont, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

M^{me} Berthe Renard, son épouse, Françoise et Alain Renard, ses enfants, Tiphaine et Fabien, ses petits-enfants, Toute sa famille, Et l'Amicale de Mauthausen,
ont la tristesse de faire part du décès de

Robert RENARD, déporté résistant, trésorier de l'Amicale de Mauthausen, officier de la Légion d'honneur, survenu le 11 novembre 1993, à l'âge de quarante ans, des suites d'une grave maladie.

Il sera inhumé le lundi 15 novembre, dans le caveau familial en région parisienne.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital communal, 36, boulevard du Général-Leclerc, à Neuilly, le mardi 16 novembre, à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Vanves, à 15 heures.

4, villa Emile-Bergerat, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M^{me} Pierre Richard, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute sa famille, font part du décès de

Pierre RICHARD, ancien contrôleur civil, conseiller référendaire honoraire, président du Cercle Bastien-Thiry.

Une messe sera célébrée à Soaux, le 16 novembre 1993, à 10 heures.

inhumation à 16 heures, à Poissons (Haute-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, allée des Troènes, 92330 Soaux.

Daniel Vachez, maire, conseiller général, Le conseil municipal de Noisiel, Les personnels de la mairie, de l'OMEN, de l'ANI,
ont la tristesse de faire part du décès de

Dominique DRAMARD, premier maire adjoint de Noisiel, survenu le 11 novembre 1993, à l'âge de quarante ans, des suites d'une grave maladie.

Il sera inhumé le lundi 15 novembre, dans le caveau familial en région parisienne.

Daniel Vachez, président du SAN de Marne-la-Vallée-Val-Maubuise, Les vice-présidents, Les élus du comité syndical, Le personnel,
ont la tristesse de faire part du décès de

Dominique DRAMARD, directeur de cabinet de Daniel Vachez, premier maire adjoint de Noisiel, survenu le 11 novembre 1993, à l'âge de quarante ans, des suites d'une grave maladie.

Il sera inhumé le lundi 15 novembre, dans le caveau familial en région parisienne.

Pierre-Yves Wintrebert, Et ses enfants, Jérôme et Nicolas, Les familles Wintrebert, Kayser, Chapelet, Penet d'Aunay,
ont la tristesse de faire part du décès de

Christine WINTREBERT, survenue le 9 novembre 1993, à Abidjan (Côte d'Ivoire).

La cérémonie religieuse ainsi que l'inhumation ont lieu ce 13 novembre, dans l'intimité, à Clonskilly, comté de Cork (Irlande).

Anniversaires

En ce cinquième anniversaire de la séparation, souvenons-nous de

Christiane GALLENCA, professeur des universités.

« Irreparable is the loss; and Patience says it is past her cure. »

Communications diverses

Introduction au bouddhisme, par Anita Kelsang Lhamo, 16, 17 et 18 novembre 1993, à 20 h 30, 114 bis, rue de Valenciennes, Paris-6. Renseignements : 46-40-13-72 (entre 20 heures et 22 heures).

Le Prix de la découverte poétique (Prix Simone de Caumont), qui a pour objet la découverte sur manuscrit d'un poète d'expression française inconnu ou méconnu, a été attribué, pour l'année 1993, à Jean-Félix Le Masle, pour son manuscrit *En leur sommeil*.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-66-23-94 ou 40-66-23-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h par fax

ou au siège du journal.

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

Tél : 206 806 8

Télécopieur : 46-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 50 F

Communications diverses : 100 F

Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

THÈSES

Tarif Étudiants

60 F la ligne H.T.

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lascourne, président

directeur de la publication

Bruno Freppart, directeur de la rédaction

Jacques Guille, directeur de la gestion

Marcel Loubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombeau

(adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Farnand

Bartrand Le Gendre

Jacques-François Simon

Daniel Vernat

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bouve-Méry (1944-1988)

Jacques Favret (1989-1992)

André Laurens (1982-1988)

André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, rue Falguère

75001 PARIS CEDEX 15

Tél : (1) 40-66-23-25

Télécopieur : 40-66-77-13

ADMINISTRATION :

1, place Laurent-Macq-Méry

94002 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél : (1) 40-66-23-25

Télécopieur : 40-60-30-10

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6170

HORIZONTALEMENT

I. Peut sa faire an entrant dans le baelique. - II. Peut être chatouillée avec un bouquet. C'est parfois répondre à une prière. - III. Femme qui sait soigner les chèvres. - IV. Une chose vraiment vague. Ses jours ne sont pas comptés. Nous prend à la gorge. - V. Qui e du chemin à faire. - VI. Qui peut justifier une sortie. Pas née d'hier. - VII. Advrbe. On l'on peut respirer. Napperon. Petite terre. - VIII. Est trieste quand il est gris. Coule dans la Boagae. Ruminants disparus. - IX. Un animal sans aucune méchanceté. La fin, pour les Grecs. - X. Comme Philippe. Où il n'y a pas lieu de mettre son nez. - XI. Où il n'y a rien de cuit. - XII. Mot de réclamation. Une bataille dont on a fait tout un plat. - XIII. La prix du pain. Prière. Un homme qui n'a pas de veste. - XIV. Frouse qu'il y a trop de gaz. Patriarche. - XV. Bien anuyé. Dans la main d'un travailleur. Un point sur le carte. Instrument du hasard.

VERTICALEMENT
1. Qu'on peut facilement retourner. - 2. Ancienne capitale. Peut se mettre en boue. Un roi légendaire. - 3. Un grand mufle. Qui ont la taille bien prise. - 4. Le dernier des pieds. Un bruit inquiétant. Devient dangereuse quand elle a perdu sa clé. - 5. N'a pas sa place dans une bibliothèque scientifique. Fleur. Etait consacré à Bacchus. - 6. Une femme qui n'admet pas de « barons » à sa table. Langue ancienne. - 7. Alcaloïde. Avant l'heure. Un beau perleur. - 8. Pas perpétuelles si elles sont amortissables. Pays. Sans valeur. - 9. N'admet pas. Commences à « manger ». - 10. Pro-

nom. Mie de niveau. Perle de pouille. En matinée. - 11. Opération industrielle. Restent à l'air quand elles sont mortes. - 12. Symbole. Dans une forêt tropicale. Forêt de massaga. - 13. Vit souvent dans un trou. Au nom du père. - 14. Apparu. Partie de désert. Sculpteur flamand. - 15. A gauche, quand on passe. Fis du tort. On y porte ce qu'on veut louer.

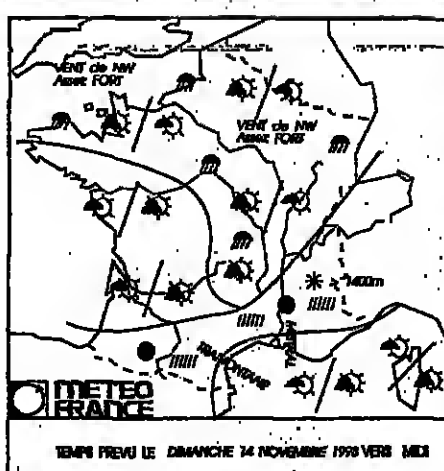
Solution du problème n° 6169

Horizontalement
I. Poisson. - II. Appairage. - III. Réel. Oii. - IV. Clai. Tu. - V. Urætes. - VI. Mécréant. - VII. Emus. Dore. - VIII. Rua. Rabut. - IX. Igné. lo. - X. Elevé. Etc. - XI. Se. Etales.

Verticalement
1. Parfumeries. - 2. Opa. Ramugla. - 3. Ipécacuan. - 4. Salibre. Eve. - 5. St. Eté. Et. - 6. Or. Leader. - 7. Neo. Snob. Et. - 8. Gt. Truite. - 9. Velus. Etocs.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE



TEMP PRÉV LE DIMANCHE 14 NOVEMBRE 1993 VERS MIDI

LEGÈRE

Dimanche : pluies au Sud, nuages et averse au Nord. - Le matin une perturbation pluvieuse s'étendra du Poitou-Charentes à l'Auvergne, à la Bourgogne au Nord-Est et aux Alpes. Le ciel sera couvert et les pluies seront modérées. Il neigea sur les Alpes au-dessus de 1 400 mètres. En cours de matinée ce corps pluvieux gagnera rapidement les régions plus au sud : Aquitaine, Midi-Pyrénées, sud du Massif Central et des Alpes. Seuls les régions du pourtour méditerranéen et le Corse seront épargnées avec un ciel assez bien ensoleillé. Sur les régions plus au nord, le début de matinée sera partagé entre nuages et belles éclaircies, mais des averse se développeront rapidement sur l'extrême nord du pays. Celles-ci gagneront progressivement toutes les régions au nord d'une ligne Nantes-Lyon. Ces averse seront accompagnées d'air froid et il neigea au-dessus de 600 mètres.

PRÉVISIONS POUR LE 15 NOVEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC

Alger 21/17

Amsterdam 9/4

Athènes 12/10

Berlin 7/0

Bruxelles 10/8

Dakar 28/20

Gènes 9/4

Le Caire 24/13

Lisbonne 18/11

Londres 12/7

Madrid 12/8

Moscou -4/-7

New-Deli 20/13

New-York 19/7

Pékin 18/4

Rio-de-Janeiro 18/18

Stockholm 9/4

Tokyo 18/14

Tunis 26/15

Vassov 2/-5

Verne 0/-1

Valeurs météo relatives aux 12-11-1993 à 11 heures TUC et le 13-11-1993 à 8 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures au delà : heure légale moins 1 heure en hiver.

PLANTU, le nouvel album



Le Monde PLANTU
Les 250 meilleurs dessins de l'année

Egalement dans cet album : l'entretien - illustré - de Plantu avec Shimon Pérès, en novembre 1992, ainsi que les dessins sur l'accord israélo-palestinien de septembre 1993.

VIENT DE PARAÎTRE

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من العمل

RADIO-TELEVISION

SAMEDI 13 NOVEMBRE

TF 1

14.20	Le Une est à vous.
17.25	Diversité : Ciné gags.
17.30	Magazine : Trente millions d'amis.
18.00	Diversité : Les Roucasseries.
18.30	Diversité : Vidéo gag.
19.00	Série : Beverly Hills.
20.00	Journal, Tiercé et Métro.
20.45	Diversité : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Bourard.
22.40	Téléfilm : L'Ultime trahison. D'Hervé Clau.
0.20	Sport : Moto. Supercross de Bercy.
0.55	Sport : Volley. La Route du café : Récit de la course ; Les abandons et les réparations ; Les positions respectives des bateaux.
1.10	Journal et Métro.
1.15	Magazine : Le Club de l'enjeu.

FRANCE 2

15.10	Magazine : Samedi sport. A 15.15, Tiercé, en direct de Vincennes ; A 15.30, Rugby : Bègles-Castres ; A 17.10, Magazine du rugby : portrait de David Campese.
17.55	Série : Matt Houston.
18.40	INC.
18.50	Magazine : Frou-frou. Invité : André Dussollier.
19.50	Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00	Journal, Journal des courses et Métro.
20.50	Variétés : Ovale. Émission présentée par Nagui.
22.40	Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids mi-moyens : Eric Nicolson (France) - Eddy Smulders (Pays-Bas).
0.00	Journal et Métro.
0.20	Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin. L'Affaire Van Gogh, d'Hervé Drenth et Charles Gazelle.
1.15	Magazine : Bouillon de culture (rediff.).

FRANCE 3

14.00	Série : Les Mystères de l'Ouest.
14.50	Samedi chez vous (et à 16.45).

17.40 Magazine : Montagne. Rencontre avec Georges Moustaki. Reportage : Gardien de caribou, de Vic Pelletier et Serge Durr.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. Émission présentée par Olivier Barco. Le Fétu de Paris, de Léon-Paul Fargue.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Diversité : Yacapa. La Journée des sports.

20.50 Série : La Guerre blanche. La Brigade des stupés, de Pedro Maso Pautet.

22.20 Journal et Métro.

22.45 Jamais sans mon livre. Magazine présenté par Bernard Rapp. Années 80, les années désenchantées. Invités : Jay McInerney (Trente ans et des poussières), Franck Olivier Giesbert (Le Fin d'une époque), Serge Joly, directeur de la rédaction de Libération, Katherine Pancol (Vu de l'extérieur).

23.40 Magazine : Musique sans frontières. Baltic Express. Regard sur la musique des pays baltes et du Festival international de Yarmouk.

0.30 Continentales Club.

CANAL PLUS

15.35 Sport : Volley-ball. France-Slovenie, en direct du stade Pierre-de-Coubertin.

17.05 Sport : Football américain. Match de championnat de la NFL : New York Giants/Oakland Cow-Boys.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Décade pas Bunny.

18.55 Série animée : Chipie & Clyde.

19.05 Dessin animé : Les Simpson.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Magazine : Le Plein de super. Présenté par Yvan Le Bolloch et Bruno Solo. Invité : Aerosmith.

20.30 Téléfilm : La Belle et le Casse-cou. De Bradford May.

22.00 Documentaire : National Geographic n° 1. Jons et hyènes, face-à-face mortel.

22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borris (1991).

0.35 Drugstore Cow-Boy. Film américain de Gus Van Sant (1989) (v.o.). L'étrange univers de marginaux et de vieilles.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : Dans la vallée de la Wupper. D'Amos Gutz (rediff.).

18.00 Magazine : MégaMix (rediff.).

19.00 Magazine : Via Regio. La pauvreté au quotidien. Dubois, Catalogne, Tirna.

19.25 Chronique : Le Dessous des cartes. Face aux crises.

19.35 Documentaire : Histoire parallèle. Actualité japonaise et américaine de la semaine du 13 novembre 1993.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire : Vagabond. Un conte de Bohème, de Ivan Fila.

Portrait intimiste de l'ex-déserteur et dramaturge Vladislav Isakov, devenu président de la République tchèque. Séquences réelles et scènes de fiction.

22.05 Téléfilm : L'Enfer. De Kay Wessell, avec Heide-Marie Hattner, Dominique Horowitz.

Une vieille dame solitaire fait le connaissance d'un homme qui porte curieusement le nom de son demi-frère, mort au front. Elle décide de faire la lumière sur cette existence. Un téléfilm allemand plusieurs fois primé.

23.25 Cinéma d'animation : Snark. Lupo the Butcher, de Dany Antonucci. Conquête de la forme, de William Latham ; Un

Gardez les yeux ouverts ! Avec le nouveau supplément radio-télé du Monde

0.05 Documentaire : Jazz in the Night. Joe Louis Walker and the Boss Talkers.

M 6

15.05 Série : Covington Cross.

15.10 Série : Département S.

17.15 Série : L'Aventurier.

17.45 Série : La Saint.

18.45 Magazine : Les Enquêtes de Capital (rediff.).

19.15 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappet. Spécial Nissan. Histoire et installations au Japon.

19.54 Six minutes d'informations, Métro.

20.00 Série : Classe mannequin.

20.35 Stars et couronnes (et à 1.15). Présenté par Éléonore de Galard.

20.50 Téléfilm : L'Enquête impossible. De Barry London, avec Charlton Heston, Keith Carradine. Depuis plus de vingt ans, un meurtrier d'adolescentes sévit dans une petite ville du Sud des États-Unis.

0.10 Série : Soko, brigade des stupés. Un témoin de trop.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Dominique Gaudier, libraire et éditeur.

20.45 Dramatique. On s'attendait si bien, d'Olivier Dahan.

22.35 Musique : Opus. Christophe Cohn, violoniste et violoncelliste.

0.05 Clair de nuit. Rencontre avec Joël Leick, artiste peintre.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Soirée lyrique (donnée le 27 avril à la Scala de Milan) : Fedora, opéra en trois actes, de Giordano, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre de la Scala de Milan ; sol. : Mirella Freni, soprano, Plácido Domingo, ténor.

23.00 Maestros.

0.05 Les Fantaisies du voyageur.

IMAGES

Portrait

VENDREDI soir, sur France 3, Jacques Chirac racontait sa jeunesse à Christina Ockrent. Millau : « bourgeoisie ». Racines : « paysannes fortes ». Mère : « catholique pratiquante ». Père : « sévère ». Caractère : ? ... Peut-être normand : « pas conforme, mais pas non plus rebelle... » Sur fond d'images d'actualités jauniees, il feuilletait les souvenirs de ses vingt ans.

Il se souvenait d'avoir été, dans les années 50, à Paris, un adolescent « heureux de vivre ». Plus attiré, toutefois, par l'atmosphère « conviviale » des petits marchés de la rue de Seine que par l'ambiance « relativement artificielle » de Saint-Germain-des-Près où s'amusaient une jeunesse un peu débridée.

Après avoir été « tanté par la médecine », parce qu'il était « fasciné par l'idée de guérir, d'apporter une aide, de soigner », il s'était passionné pour l'étude des civilisations orientales. Au point de commencer à apprendre la sanscrit, de devenir le plus enthousiaste des admirateurs du danseur hindou Ram Gopal et de vouloir alors consacrer à l'archéologie.

Mais « quelque part », dans son esprit, il y avait toujours eu « quelque chose » qui, « au moment de basculer dans la rêverie », l'avait fait « retomber sur la réalité ». Quand il avait suivi le chant des sirènes, après le baccalauréat, son père l'avait attendu sur le quel pour le débarquer du cargo où il s'était engagé comme pilote. Quand il avait voulu sa fiancée avec cette « jeune Américaine du collège

d'an face », au cours de son premier séjour aux États-Unis, après l'ENA, avec cette Scarlett de Caroline du Sud qui l'appelaient si joliment « l'enfant de miel », ses parents l'avaient rappelé au vu de la « sagesse corrézienne ». C'était l'époque où il était « fasciné » par Brigitte Bardot et où il militait contre la bombe atomique en compagnie des communistes. Puis il y avait eu la guerre d'Algérie, la Cour des comètes, l'arrivée au cabinet de Georges Pompidou, la découverte d'une « vocation » politique.

Ce vendredi soir, Jacques Chirac avait posé son sac. Il ne courait plus derrière son ombre. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, il ne semblait même plus pressé. Cet homme savait donc, enfin, s'arrêter au bord du chemin pour regarder derrière lui. Derrière le miroir de son image publique. Avec assez de recul pour regretter presque d'avoir été premier ministre trop jeune, à quarante ans, alors qu'il manquait d'« expérience ».

Soudain, sa marionnette des « Guignols de l'Info » surgit à l'écran. Tapia depuis cinquante minutes sous les images d'archives qui continuaient à ponctuer ses confidences, elle n'en pouvait plus ! Elle le renvoyait à l'obsession élyséenne qu'on lui prête à qua son comportement quotidien ne dément pas. Fatale, la confrontation apparaît pourtant, tout aussi brusquement, anachronique. Ce Chirac intime venait, un instant, de tuer sa caricature.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection de films sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signale que le Monde radio-télévision ; ► Film à éviter ; ► On peut voir ; ► Ne pas manquer ; ► Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 14 NOVEMBRE

TF 1

6.00	Série : Passions (et à 4.25).
6.30	Club mini Zly-Zag. Dr. photo : Cuthus.
7.10	Club Dorothée.
8.00	La Disney Club.
10.25	Magazine : Auto Moto. Le Supercross de Bercy ; Le Rallye de Catalogne : L'actualité de la formule 1.
11.03	Métro (et à 12.18).
11.05	Magazine : Téléfoot. Spécial France-Bulgarie.
11.55	Jeu : Millionnaire.
12.20	Jeu : Le Juste Prix.
12.50	Magazine : A vrai dire.
12.55	Métro et Journal.
13.20	Série : Hooker.
14.15	Série : Arabesque.
15.10	Série : Stansky et Hutz.
15.55	Série : Enquêtes à Palm Springs.
16.55	Disney Parade.
18.00	Des millions de copains. Avec la série : Alerta à Météo.
19.00	Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : René Monory, président du Sénat.
20.00	Journal, Tiercé et Métro.
20.45	Cinéma : Spécial police. Film français de Michel Visnay (1993).
22.25	Magazine : Ciné dimanche.
22.35	Cinéma : Colors. Film américain de Dennis Hooper (1988).
0.40	Journal et Métro.
0.45	Magazine : Le Vidéo Club.
1.05	Série : Côté cœur.
1.30	TF 1 nuit (et à 2.25, 3.25).
1.35	Documentaire : Histoire naturelle (et à 3.30). Un guerrier d'ombres : Les combats de la bécasse et de la bécassine.
2.30	Documentaire : Haroun Tazief raconte sa Terre. La Terre, son visage.
4.50	Musique.
5.10	Documentaire : Histoire de la vie.

FRANCE 2

8.00	Magazine : Animaux (rediff.).
6.50	Dessin animé.
7.00	Debout les petits bouts.

Les interventions à la radio

France-Inter, 8 h 55 : Délé Lame (à Portrait) de Christine Ockrent.

RTL, 18 h 30 : Bernard Bosson (Grand-Jury RTL-Le Monde).

Écoutez bien ! Avec le nouveau supplément radio-télé du Monde

8.45 Connaitre l'Islam.

9.15 Émission Israélite.

9.30 Foi et traditions des chrétiens orthodoxes. Au Karabakh avec la Fondation Balkhian.

10.00 Présence protestante.

10.30 Le Jour du Seigneur.

Esprit pour les enfants de la rue, de Denis Chogoray ; A 11.00, Météo, sept, présenté par Noël Copin.

11.00 Messe, célébrée en la basilique Notre-Dame, à La Chapelle-Montligeon (Orne).

DIMANCHE • MIDI 2

Lionel JOSPIN

à l'Heure de Vérité.

12.00 L'Heure de vérité (et à 1.50). Présenté par François-Henri de Vité. Invité : Lionel Jospin.

12.58 Loto, Journal, Métro et info route.

13.25 Dimanche Martin. Le monde est à vous, avec Yves Dutoit.

14.55 Série : L'Équipe du Poney Express.

15.45 Dimanche Martin (suite). L'École des fous, avec Frédéric François ; Ainsi font, font, font.

17.25 Documentaire : Cousteau, à la redécouverte du monde. Les Sociétés secrètes des catholiques dans l'intimité des balades.

18.20 Magazine : Stade 2. Football : Rugby : Basket-ball ; Boxe : Canelo-Kayak ; Danse sur glace : Hockey sur glace ; Judo : Magazine : portrait de V. Mendes ; Parachutisme ; Cyclisme ; Volley-ball.

19.20 Série : Maguy.

20.00 Journal, Journal des courses et Métro.

20.50 Cinéma : Légitime violence. Film français de Serge Leroy (1992).

22.30 Cinéma : Macadam cow-boy. Film américain de John Schlesinger (1969).

0.20 Journal et Métro.

0.45 Magazine : Le Cercle de minuit. Les meilleurs moments de la semaine.

2.45 Magazine : Frou-frou (rediff.).

3.40 Documentaire : L'Homme de glace (rediff.).

4.00 Dessin animé.

4.10 24 heures d'info.

4.25 Magazine : Stade 2 (rediff.).

5.25 Magazine :

O'un soleil à l'autre (rediff.).

FRANCE 3

7.15 Bonjour les petits lours.

8.00 Les Minikéums.

10.30 Magazine : O'un soleil à l'autre.

11.00 Magazine : Mascarades. Présenté par Gladys Sany.

12.00 Flash d'informations.

12.05 Télévision régionale.

13.00 Journal.

13.00 Expression directe. RFI : FNSEA.

13.25 Documentaire : Musicales. Présenté par Alain Duval. Cycle Tchaïkovski : Concerto pour piano et orchestre op. 23, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine ; soliste : Brigitte Engerer. Séries : Mélancolie pour violon op. 28, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg, dir. Youri Temirkanov ; soliste : Itzhak Perlman.

14.25 Série : La Conquête de l'Ouest.

15.15 Magazine : Sports 3 dimanche. A 15.20, Tiercé, en direct d'Autoulet ; A 15.40, championnat de France de danse sur glace ; A 16.50, championnat du monde de gymnastique rythmique et sportive à Alicante.

18.00 Magazine : Répères. Présenté par Jean-Pierre Elkabbach. Invité : le général Morillon pour son livre Chrétiens de Sarajevo : croire et oser ; Nidiphore Supplé, président du Sénat ; Bénédicte Bruneau, directrice de la prison de Château-Thierry.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Diversité : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner. Invités : Manuel Gelin, Herbert Léonard, Ophélie Winter, Pierre Delanoë.

20.50 Série : L'Heure Simonon. Les Voies vers, de Milan Doi.

21.45 ► Documentaire : Planète chaude. Présenté par Bernard Rapp. Les Années Katchnikov, de Gilet Du Jonchey. 1. Une arme tombée du ciel.

22.45 Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. Invité : Stéphen-Henri de Bourbon-Parma.

23.40 Cinéma : Chali de poutle. Film franco-italien de Julien Duvivier (1983).

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.25

7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.

7.25 Décade pas Bunny.

8.20 Série animée : Chipie & Clyde.

8.25 Canaille peluche. Souris souris.

8.32 Surprises.

8.45 Cinéma : Les Amies de ma femme. Film français de Didier Van Cauwelaert (1992).

10.15 Cinéma : Backdraft. Film américain de Ron Howard (1987). Avec Kurt Russell, William Batty, Robert De Niro.

En clair jusqu'à 14.00

12.30 Flash d'informations.

12.35 Magazine : Télé dimanche. Présenté par Michel Denisot.

13.30 Diversité : La Semaine des Guignols. Invités : PFD, Martine et Gilbert Carpentier, Nagui, Mireille Mathieu.

14.00 Téléfilm : La Nuit du chasseur. De David Green, avec Richard Chamberlain, Diane Sawyer.

15.35 Sport : Volley-ball. France-Etats-Unis. Tournoi de qualification aux championnats du monde, en direct du stade Pierre-de-Coubertin.

17.05 Documentaire : National Geographic n° 1. Lions et hyènes, face-à-face de Derek et Beverly Joubert.

18.00 Téléfilm : Les Épées de diamant. De Dany de La Patellière.

En clair jusqu'à 20.35

18.45 Flash d'informations.

18.40 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dore.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Nicky et Gino. o Film américain de Robert de Young (1989).

22.20 Flash d'informations.

22.30 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football : Actualité.

1.00 Cinéma : Néfertiti, reine du Nil. Film italien de Fernando Cerchio (1961).

2.45 Surprises.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Série : Algérie. Des années déchirées, de Rachid Bouchareb (rediff.).

19.00 Série : Absolument.

19.25 Documentaire : Charles et Marie-Laure de Noailles.

20.30 Soirée thématique. Soirée conçue par Carine Bratzevsky et Jean-Philippe Liben. Avec des extraits du film de Boris Lehman,

Étranges étrangers à 20.41 (et à 21.15, 22.30, 23.05, 0.45).

20.50 Documentaire : Je parle français comme l'arabe. De Muel Van Hoogenbemt. Un immigré turc et sa femme d'origine espagnole, en Belgique. Primé à Bruxelles en 1992.

21.10 Court métrage : Rue de la perle. De l'Atelier Graphoul. Adorable petit film d'animation avec des figures en pâte à modeler et une bande-son pleine de voix d'enfants.

21.25 Documentaire : Le Tête à l'aveugle. De Violaine de Villers. Saita et Soraya, deux jeunes femmes maghrébines, installées en Belgique depuis l'enfance, parlent de leur vie. Documentaire suivi d'une intervention du chanteur et acteur Sami Tazief et de l'historienne Anne Morelli.

22.25 Sabra et Amal. Extrait n° 3.

22.35 Documentaire : Nous sommes tous des étrangers. D'Alexandra Weinberg et Annie Thonon.

23.15 Laetitia, Natalia, Inbal. Extrait n° 4.

23.20 Présentation du film

23.25 Cinéma : Déjà s'envole la fleur maigre. Film belge de Paul Meyer (1980). Avec les mineurs du Borinage.

0.45 Salvatore Adamo.

M 6

7.15 Musique : Boulevard des clips (et à 1.20, 6.20).

8.30 Les Aventures de Tintin. L'Oreille cassée ; L'île noire.

10.10 Magazine : Ciné 8.

10.40 Magazine : Le Tête de l'emploi. Les services de proximité : les crèches, les HLM, home services.

11.15 Magazine : Turbo (rediff.).

11.55 Série : Les Années coup de cœur.

12.25 Série : Ma sorcière bien-aimée.

12.55 Série : Brigade de nuit.

13.55 Série : Rock and Love.

14.50 Musique : Flashback. Les soviétiques.

15.20 Magazine : Fréquentar. Lotek Peyron.

15.25 Magazine : Culture rock. La saga de 1977.

17.00 Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith.

17.55 Série : Flash.

18.55 Série : Flash.

19.54 Six minutes d'informations, Métro.

20.00 Série : Classe mannequin.

20.35 Sport 6 (et à 1.15).

20.45 Téléfilm : Pour l'amour de Lisa. De Karen Arthur, avec Lee Remick, Marlee Matlin. Météo. Rediffusion.

22.30 Magazine : Culture pub. Un monde sans sondage.

23.00 Cinéma : Aphrodite. o Film français de Robert Fuest (1982). Avec Horst Buchholz, Valérie Kaprisky, Catherine Jourdan.

0.40 Six minutes première heure.

0.50 Magazine : Fax'O.

2.20 Rediffusions.

La Tête de l'emploi : Salzbach, festival et correspond ; La Fête-Aleis 1891 : Les Enquêtes de Capital ; Les Mawkeens, nomades des mers ; Culture rock.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Un cinéma des aveugles : Franz Kafka.

22.25 Poésie sur parole. Les poètes de Charles Dobzynski.

22.35 Musique : Concert (donné le 22 juin à la Maison de Radio-France). Ca cavale, oratorio rock d'André Valtier, musique de Jean-Luc Debatteis.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.32 Concert de jazz (donné le 10 avril 1993 lors du Festival Benjamins Bleus) : Vertical Form VI, The African Game, de Russell, par le Living Time Orchestra, dir. George Russell.

22.03 L'Oiseau rare. Par Michèle Lajeune et Jean-Claude Biette. Paraphrase sur Benvenuto Cellini de Berlioz, de Liszt ; Quatuor à cordes n° 3, de Hindemith ; L'Orage, ouverture pour le drame d'Ostrovsky op. 76, de Tchaïkovski.

23.00 Autoportrait. Dominique Troncin, par Françoise Castang.

0.05 Atelier de création musicale.

MEZZANINES

- 20 % sur les Mezz. an pin brut (jusqu'à 30 nov.)

+ 150 combinations standard + sur mesure

ESPACE LOGGIA

Le spécialiste du gain de place

30, bd Saint-Germain (75), 46-34-69-74

4, rue Saint-Honoré (1^{re}), 40-26-13-55

11, rue Chabaud (2^e), 42-50-28-45

Vincennes (94), 49-57-89-90

حکومت الرشید

22 • Dimanche 14 - Lundi 15 novembre 1993 •

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

Boisson.

Quand arrive le temps des pri-mers, la boisson devient à la fois boisson, tradition et institu-tion. « Sa » fête nationale sera célébrée cette année le 18 novembre, toujours dans la même liesse. Tout est prêt entre Saône et Rhône. Pas un bistrot de France ou de Navarre qui n'attende, en rongeant son frein, le coup d'envoi officiel pour célé-brer l'événement.

L'adoption de Lyon-Saône a été transformée en gigantesque cave. Des centaines de milliers de bouteilles du précieux breu-vege s'approprient à prendre l'air pour New-York, Montréal ou Tokyo.

Au Sénat, grand conseil des terroirs de France, le groupe d'études de la viticulture de qua-lité a lancé des invitations en abondance pour déguster le 7 décembre, dans les salons de la présidence, le bouquet nou-veau. Il est précisé que la carton d'invitation et une pièce d'iden-tité seront demandés, à l'accueil. Mais la brioche ne dit pas si, à la sortie, le contrôle par alcootest sera exigé.

PROCYON

ESSENTIEL

DATES

Il y a cinquante ans, une division SS islamiste en Bosnie. Livres politiques, par André Laurens : « Juges et journalistes » (page 2).

INTERNATIONAL

L'ombre de l'armée algérienne

Les partis politiques légaux se retrouvent marginalisés, la situation en Algérie se résume à un face-à-face entre les islamistes et l'armée. Une armée qui pourrait être tentée de prendre le pouvoir (page 5).

Grande-Bretagne : embarrassant « Irakgate »

Il y a ceux qui ont obéi sans ordre, ceux qui ont oublié et ceux qui ne savaient même pas... La commission qui enquête sur l'exportation illégale d'armements en Irak entre 1988 et 1990 pourrait mettre en cause des ministres. Mais elle se heurte à de multiples obstructions (page 6).

POLITIQUE

La « balkanisation » des Verts

Dix motions ont été présentées lors de l'assemblée générale du mouvement écologiste à Lille. Les négociations de couloir vont bon train pour arracher une majorité. Mais le militant de base se lasse de cette guerre des chefs et attend toujours une ligne politique (page 7).

SOCIÉTÉ

Le professeur Gallo blanchi

Les autorités américaines lèvent les accusations de « mau-vaise conduite scientifique » à l'encontre du professeur Gallo à propos de la découverte du virus du sida. Une décision controversée où les intérêts économiques ont supplanté le logique scientifique (page 8).

La police en chantier

M. Pesqua a annoncé la création d'une mission de réflexion et de proposition sur l'avenir de la police nationale. Le ministre de l'Intérieur promet « un réaménagement radical » (page 13).

CULTURE

Poppée tellurique

Coulées de lave, neiges incandescentes, cavernes pléistocènes, météorites fumantes... Le Couronnement de Poppée, de Mantverdi mis en scène par Pierre Audi à l'Opéra d'Amsterdam, a été transposée dans un univers purement imaginaire (page 14).

COMMUNICATION

France Télévision : les critiques de M. Vivien

Le budget de la communication est en discussion à l'Assemblée nationale. Dans son rapport, M. Vivien souhaite recentrer France Télévision sur sa mission de service public. Toute la majorité ne partage pas son opinion (page 15).

ÉCONOMIE

Appel à la grève à la Sécurité sociale

La CGT, FO et la CFTC appellent les 260 000 agents à un arrêt de travail lundi 15 novembre. En cause, une réforme du régime de retraite complémentaire (page 17).

Services

Abonnements... 11
Carnet... 20
Jeux... 35
Météorologie... 20
Mets croisés... 20
Télévision... 21
Spécial... 16
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-58

Ce numéro comporte un cahier
« Radio-télévision »
folioté 1 à 40

Lundi

L'économie

Avec la mondialisation de l'économie, les tensions s'accroissent vers les pays à bas salaires, comme l'Asie du Sud-Est. Avec l'ALENA, l'Amérique s'inquiète à son tour. C'est moins la richesse des pays développés qui est menacée que l'emploi des moins qualifiés.

Le numéro du « Monde »
daté samedi 13 novembre 1993
a été tiré à 457 118 exemplaires

Les Suédois en deuil de Volvo

La nostalgie du temps où tout ce qui était bon pour le groupe automobile était bon pour la Suède...

Lorsque le Suédois moyen entend dire que si l'affaire Volvo-Renault se fait, le constructeur français avalera - vrai ou faux - en moins de trois ans son partenaire, il se demande sincèrement et sans francophobie prononcée si le jeu en vaut vraiment la chandelle. Car ce serait alors un peu une partie de lui-même qui disparaîtrait. Dans les livres d'école, il a en effet appris que la petite Suède de 8,5 millions d'habitants avait réussi l'exploit de mettre sur pied, avec Saab-Scania et Volvo, une industrie automobile de renommée mondiale, qu'elle fabriquait des voitures haut de gamme conduites par les stars d'Hollywood et que Roger Moore, par exemple, alias « the Saint », était toujours en volant dans ses films de la fameuse version sport de la Volvo. En Suède, il ne faut pas oublier non plus que cette automobile a longtemps été et qu'elle est toujours - en dépit du déferlement des japonais - la voiture « populaire » par excellence pour les familles qui se meublent, par ailleurs, souvent chez Ikea. Et voilà qu'on vous annonce que Volvo, cette merveille, va être en partie vendue et doit fusionner avec Renault...

Il y a quelques années, Saab, entre joyau mécanique qui collectionne quelques belles victoires en rallye, connaît de graves difficultés financières et dut finalement céder 50 % de son capital social à General Motors. Mais ce rapprochement avec les Américains n'avait pas du tout suscité les mêmes réactions de rejet, ni les mêmes émotions. C'était une affaire jugée « réaliste » à l'époque, bonne pour l'avenir du constructeur suédois, et cette fois-ci, c'est parce que le partenaire est français que la fusion Volvo-Renault est si fortement remise en cause en Suède ? Serions-nous en cause en Suède ? Serions-nous des mal-aimés en rayonnage de Carl XVI Gustaf ?

A lire les journaux du soir à grand tirage (qui ne manquent pas de points communs avec la « presse de caniveau » britannique), on serait tenté de le croire car, en dehors des détails purement techniques du projet, certains commentateurs n'hésitent pas à écrire que l'industrie automobile française n'est pas particulièrement moderne, qu'elle fabrique des voitures « faites pour les petits gabarits, dans lesquelles les grands Suédois ou les grands Allemands ne sont pas à l'aise ». On en profite pour sortir les cités selon lesquelles les Français ne seraient pas fiables en affaires, « qu'ils n'ont pas les mêmes exigences en matière de qualité », qu'ils ne « parlent pas l'anglais », qu'ils ne pensent qu'à « faire la fête » ou à « faire grève ».

Ce sont des formules simplistes qui reviennent, ici, de façon récurrente dès qu'il y a un peu d'eau dans le gaz entre les deux pays (dans le passé, à chaque expérience nucléaire à Mururoa) ou lorsque la France, souvent assimilée à une monarchie constitutionnelle de « plénitude moyenne », se comporte d'une manière jugée « arrogante », comme par exemple dans le dossier agricole du GATT. Début novembre, l'éditorialiste du *Dagens Nyheter* (le plus grand et le plus influent quotidien du matin) écrivait : « Les Suédois se demandent de plus en plus comment un pays doté d'une si grande industrie de haute technologie comme la France peut être prêt à sacrifier autant (les accords du GATT dans leur ensemble) pour un petit groupe d'agriculteurs ».

La multinationale de « Volvo »

A propos de la fameuse exception culturelle, guerre comprise non plus, le même journal a fait intervenir en bonne place Mario Vargas Llosa, qui a en ce commentaire cinglant : « Flaubert et Debussy ne sont pas menacés par Jurassic Park mais plutôt par une bande de petits démagogues et de chauvins qui parlent de la culture française comme si elle était une momie. Une momie qu'on ne pourrait sortir de son sanctuaire au risque de la voir se désintégrer sous l'effet de l'air frais ». La France n'a donc pas une image particulièrement reluisante depuis quelques mois dans l'opinion publique en Suède et dans les pays nordiques en général, bien que dans les milieux industriels et scientifiques sa cote soit nettement plus élevée. Et au gouvernement (une coalition de centre-droit dominée par les conservateurs), qui négocie actuellement sans entrave dans l'Union européenne, on dit poliment « comprendra » la position de Paris qui défend ses intérêts dans les négociations du GATT.

Mais pour ce qui est de l'affaire Volvo, on est en droit de se

demander si les réactions auraient été aussi vives et démesurées si le partenaire avait été non pas français, mais allemand, italien ou américain. En 1978 déjà, le constructeur automobile suédois s'était lancé dans un vaste projet de coopération : il s'agissait de vendre environ la moitié de son capital social à l'Etat norvégien, en échange de quoi Volvo recevait des blocs de prospection pétrolière de premier choix en mer du Nord. Les petits actionnaires firent capoter l'idée sur le thème : « Volvo doit rester chez nous ! ». Et pourtant, il est incontestable que les Norvégiens ont davantage d'affinités avec les Suédois qu'avec les Français.

C'est un fait : pour la plupart des Suédois, la société multinationale de Göteborg (surnommée jadis « Volvo ») est le symbole de toutes les considérations financières ou conjoncturelles, fait partie du patrimoine national. Combien de ministres de l'économie (social-démocrates) n'ont-ils pas clamé avec fierté : « Ce qui est bon pour Volvo est bon pour la Suède » ? Que des entreprises comme ASEA, Saab et, tout récemment, Nobel, quittent le pays pour s'associer à des compagnies étrangères est, bien que mal gré, accepté et compris. Mais si Volvo, à son tour, ne reste plus « bleu et jaune » (les couleurs du drapeau national), c'est que la Suède se porte décidément bien mal... Tel est le sentiment général.

Même si son image s'est à présent ternie, le président du groupe, Pehr G. Gyllenhammar, a été associé pendant près de deux décennies à ce symbole du succès. Beaucoup l'admiraient : il portait deux montres pour être à l'heure de Stockholm et à celle de New-York ; il faisait de la voile ; il s'intéressait aux débats politiques et sociaux, jouait de l'accordéon sur un plateau de télévision, écrivait (« Je crois en la Suède »), conseillait à l'occasion le gouvernement, et Volvo marchait bien. Une amaine pour les petits épargnants. Aujourd'hui, les temps changent et il reçoit des volées de bois vert : certains l'accusent de « trahison », lui reprochant le bradage à l'étranger de ce fleuron industriel « mal géré », ses méthodes despotiques, son salaire mirifique, et réclament sa démission. Renault et les Français en font les frais.

ALAIN DEBOVE

Dans un lycée de Comblains-Sainte-Honorine

Grève de solidarité en faveur d'un élève marocain menacé d'expulsion

Les élèves du lycée Jules-Ferry de Comblains-Sainte-Honorine (Yvelines), soutenus par des enseignants, se sont mis en grève, vendredi 12 novembre, pour demander que soit régularisée la situation d'un élève marocain de première S (scientifique), menacé d'expulsion à compter du samedi 13 novembre à minuit.

Mounir Saitouri, dix-huit ans, était entré en France en 1991 pour rejoindre son père, qui y séjourne régulièrement depuis 1964. Une demande de regroupement familial n'a pas abouti parce que les ressources du père - un ancien ouvrier des travaux publics, titulaire d'une pension d'invalidité après un accident de travail - étaient insuffisantes. Une fois majeur, le jeune homme a réclamé un titre de séjour correspondant à son statut de lycéen. En vain, et pour le même motif.

Grâce au soutien de ses camarades et des enseignants, Mounir Saitouri a cependant obtenu, vendredi, une autorisation provisoire de séjour valable jusqu'à la fin du mois de décembre. Le temps pour lui d'achever son trimestre scolaire et de regagner le Maroc, où il devra alors, s'il désire revenir en France, faire une demande de visa de long séjour au consulat français.

Présent au lycée Jules-Ferry comme un bon élève, le jeune homme, qui souhaite mener plus tard des études scientifiques dans l'informatique, explique qu'il écarte, pour des raisons financières, la possibilité de poursuivre ses études dans un lycée français (payant) au Maroc. « Et puis, poursuit le lycéen, dont une grande partie de la famille demeure déjà en France, je m'identifie tellement à la société et à la culture française... »

J.-M. DY

Pour abus de biens sociaux

Emile Véron, ancien PDG de Majorette a été mis en examen

LYON

de notre bureau régional

Emile Véron, ancien PDG de la société Majorette, fabricant de voitures miniatures, en liquidation judiciaire depuis mai 1993, a été mis en examen pour abus de biens sociaux, mardi 9 novembre, par le juge d'instruction lyonnais Philippe Courroye, qui l'a placé sous contrôle judiciaire après le versement d'une caution de 250 000 francs. Il lui est notamment reproché d'avoir fait racheter par l'entreprise, alors cotée sur le marché du règlement mensuel, des actions qu'il détenait en propre ou au nom de sa famille dans une société tierce. La somme concernée porterait sur une dizaine de millions de francs.

Reprise depuis par Idéal-Loisirs qui a conservé 500 des 700 emplois, essentiellement dans l'unité de Rillieux-la-Pape (Rhône), Majorette, puis l'ensemble de ses filiales, avait été mise en redressement judiciaire en novembre 1992, à la suite de la découverte d'un passif s'élevant à près de 600 millions de francs, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires.

MICHEL DELBERGHE

CARAMBOLAGE A 10 : deux chauffeurs de poids lourds sont déferés au parquet.

Deux routiers impliqués dans le carambolage meurtrier de l'autoroute A 10 ont été déferés samedi matin au parquet. Le premier est Raymond Ramirez, chauffeur de camion-citerne de la compagnie Telf de Pau (Pyrénées-Atlantiques), qui s'est mis en travers de la route. Le second, Marcin Pawlowski, employé de l'entreprise Liebert de Saint-Maxent-l'Écluse (Deux-Sèvres), conduisait le dernier poids lourd venu percuter contre les cinq autres et les voitures déjà immobilisées. En revanche, le chauffeur britannique qui se trouvait au volant du premier camion et qui avait été placé en garde à vue après l'accident a été remis en liberté vendredi soir sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui.

Le pari de M. Arafat

La dénonciation par le samedi 13 novembre de M. Arafat du meurtre de colon juif par des jeunes palestiniens du Fatah, est non seulement un geste sans précédent de la part du chef historique de l'OIP, mais aussi un pari risqué sur son avenir personnel. Jusqu'à ce point les deux milices combattantes des territoires occupés par Israël se suivent :

A l'heure où l'on se bat dans les villes arabes de Gaza et de Jéricho, le chef de la résistance à l'occupation israélienne a déclaré le 13 novembre 1988 à Alger, la capitale de trois mois, depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu pour la mise en place d'une autonomie limitée à Gaza et à Jéricho d'abord, puis à l'ensemble des territoires occupés, qu'il rejoint, avec ses partisans, le front du dialogue basé en Syrie.

CONDAMNÉ à mort par la cour suprême israélienne, contesté, carcéral, parti et jusqu'à la fin de la mission de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) - les dirigeants et les membres du Fatah sont de plus en plus nombreux non seulement dans les camps de réfugiés à Gaza et à Jéricho, mais aussi à l'étranger. Yasser Arafat brule ses derniers cartons de jeu son va-tout.

Transformer une victoire éphémère en une victoire durable, c'est le pari simple et complexe, et pourtant moderne en apparence, de la résistance à l'occupation. A l'heure où la pression armée israélienne s'exerce sur les camps de réfugiés, le Fatah a le projet de lancer, week-end dernier, ses troupes de commandos contre le camp de Cisjordanie, menant ainsi la condamnation de ses ennemis qui lui a été rendue.

RAFFAEL qu'une victoire de la résistance, qui n'est pas une victoire militaire, est le seul moyen de vaincre l'occupation. Les conditions de la victoire sont la libération des territoires occupés, la reconnaissance de la souveraineté des Palestiniens, la reconnaissance de la résistance armée, la reconnaissance de la résistance politique, la reconnaissance de la résistance culturelle, la reconnaissance de la résistance économique, la reconnaissance de la résistance sociale, la reconnaissance de la résistance spirituelle.

Beaucoup ne voient pas pourquoi les méthodes de la résistance devraient changer. Les conditions de la victoire sont la libération des territoires occupés, la reconnaissance de la souveraineté des Palestiniens, la reconnaissance de la résistance armée, la reconnaissance de la résistance politique, la reconnaissance de la résistance culturelle, la reconnaissance de la résistance économique, la reconnaissance de la résistance sociale, la reconnaissance de la résistance spirituelle.

Les informations sont...